

Nouvelles investigations sur la mort de Durruti et les circonstances de sa venue à Madrid

par Tomás Mera

Quand nous avons émis l'hypothèse selon laquelle Manzana aurait pu être, pour le compte du gouvernement républicain, le bras armé ayant causé la mort de Durruti*, nous avons versé au dossier, entre autres éléments, les affirmations de García Oliver concernant les conditions de la création du Conseil supérieur de guerre. Nous n'avons jamais franchement opté pour cette thèse, mais nous avons pensé que cela valait la peine de l'émettre, afin de susciter des réflexions qui pourraient, soit l'étayer, soit la réfuter.

Nous accueillons donc avec plaisir l'effort produit par un lecteur assidu de nos ouvrages, Tomás Mera, qui a cherché, à partir de la lecture attentive de la presse madrilène de l'époque, à reconstituer pas à pas le parcours des principaux protagonistes de cette ténébreuse affaire.

Sans vouloir déflorer les conclusions auxquelles parvient l'auteur, qui penche plutôt pour la thèse de l'accident provoqué par Manzana, nous pouvons rassurer les chercheurs du futur : la question reste ouverte...

La première mouture du texte de Tomás Mera placée sur ce même site datait de février 2018**. En voici une nouvelle version largement revue, corrigée et augmentée, avec annexes et documents nouveaux.

Les Giménologues, 19 novembre 2019

* Voir la note 53 de *Les Fils de la nuit*, T. 2 : *À la recherche des Fils de la nuit*, Libertalia, 2016

** « Retour sur l'énigme de la mort de Durruti » : <http://gimenologues.org/spip.php?article785>

Préambule

En 2013, de passage à Toulouse, je redécouvre Buenaventura Durruti à travers la biographie d'Abel Paz parue en 1993 aux éditions Quai Voltaire. Après une vingtaine d'années passées dans la mouvance trotskyste, il est temps de tout remettre à plat sur la guerre d'Espagne et sur le rôle des anarchistes de la CNT et de la FAI. Adolescent, j'avais dévoré les livres de Hugh Thomas, *Catalogne libre*, d'Orwell, ou *Leçons d'Espagne*, de Trotsky. Je n'avais gardé, enfouie dans ma mémoire, qu'une image de Durruti résumée à sa mort à Madrid, à l'arrière du front, d'une balle tirée dans le dos, et impliquant les staliniens. Je me souviens aussi d'un vieil anarchiste de Barcelone rencontré à l'été 76 chez des connaissances espagnoles qui m'avait raconté l'assaut des postes de police pour se procurer des armes. La biographie de Durruti ne fut que le début d'une longue série de lectures sur la période. Il est frappant, avec le recul, de s'apercevoir qu'aucun historien académique, et ils ont été pléthore, n'aura traité sérieusement des conditions de la disparition de Durruti. Seuls les libertaires auront tenté de comprendre... Abel Paz restera comme le déclencheur de ce retour aux sources. Les multiples versions sur la mort de Buenaventura ont alors aiguisé ma curiosité. La lecture attentive des ouvrages de Llarch, Enzensberger ou Amorós ainsi que les publications et les encouragements des Giménologues m'auront permis de me lancer dans l'écriture de ces nouvelles investigations...

Introduction

Le jugement lapidaire de Juan García Oliver sur Durruti dont la phrase extraite de ses mémoires « *¡Qué fácilmente murió Durruti!* » est d'un cynisme terrible. La citation reflète surtout le manque de volonté de l'auteur à en trouver les véritables causes et à s'interroger sur ses propres errements. Les circonstances de la mort de Durruti auront été tout... sauf faciles à éclaircir.

Dans cette recherche sur les circonstances de la mort de Durruti, il est apparu important de vérifier la pertinence des différentes propositions de commandement faites à Durruti durant la période qui va des tractations pour faire entrer la CNT au gouvernement à la date de sa mort à Madrid. Abel Paz ¹ et Miguel Amorós ² sont les plus précis sur les dates et sur le déroulé des événements à Madrid. La présente tentative de suivre au plus près la chronologie des faits a été facilitée par l'accès aux sources digitalisées de la plupart des journaux madrilènes *ABC*, *La Voz* ³, *La Libertad* et *El Sol*, de la presse libertaire ainsi que celle de la *Generalitat* et les bulletins officiels du ministère de la Guerre.

Si l'on arrive à reconstituer le plus fidèlement possible la présence des uns et des autres dans les différents endroits où tout se joue, Barcelone, Aragon, Madrid et Valence, on pourra tenter de démêler l'enchevêtrement des faits qui ont conduit Durruti à Madrid ; et à partir de là, étudier la pertinence des différentes versions entourant sa mort ⁴. L'ordre des événements aura conduit successivement Durruti à devenir potentiellement... ministre, ensuite *generalísimo del Sector Centro*, puis major de trois Brigades mixtes (BM), et enfin remplaçant de Miaja à la tête de la défense de Madrid.

Rien ne permet de dire que sa mort était prévue, à défaut d'être prévisible, et encore moins planifiée et qu'il ne pouvait pas en être autrement. Lui faire quitter l'Aragon contre son gré était principalement le but recherché. Du gouvernement aux instances de la CNT en passant par les communistes, tous y ont participé à des degrés divers.

Ses ennemis communistes connaissaient sa détermination sans faille mais ne pouvaient ignorer qu'il subissait depuis la fin de l'été 36 toute une série de revers. Plus précisément, la

¹ Abel PAZ, *Durruti en la Revolución española*, Madrid, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, 2004.

² Miquel AMORÓS, *Durruti en el laberinto*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Libros de Anarres (Utopía libertaria), Version 2016 :

http://www.fondation-besnard.org/IMG/pdf/Amoros_-_Durruti_en_el_laberinto_final.pdf

³ <http://hemerotecadigital.bne.es/index.vm?q=root&t=%2Balpha&lang=fr>

NB : *La Voz* est un quotidien du soir qui peut annoncer des nouvelles connues en fin de matinée ou début voire fin d'après-midi !!!

[ABC.es Hemeroteca - Navegar por fecha](http://www.abc.es)

⁴ Les principales versions ont pour source les dires du sergent José Manzana Vivó, membre du comité de guerre de la colonne Durruti et assesseur militaire de ce dernier, présent le 19 novembre 1936 sur le front de Madrid, au moment où Durruti fut mortellement blessé :

- 1 La version officielle de la CNT, celle de la « balle fasciste » d'un tireur embusqué, définitivement non crédible.

- 2 Celle – officieuse, qui devint progressivement quasi officielle dans les années 1970 – de l'accident provoqué avec une mitrailleuse dite *naranjero* manœuvrée par Durruti lui-même, en montant ou sortant de sa voiture. Or Durruti ne portait jamais cette arme et personne ne le décrit avec ce jour-là.

- 3 Celle d'un tir accidentel provoqué par Manzana avec son *naranjero*, dans les mêmes circonstances. Version qui aurait entraîné la mise au point de la précédente.

- 4 Nous examinons l'hypothèse d'un tir volontaire effectué par Manzana avec son pistolet

- 5 Et celle d'une altercation entre Durruti et des miliciens dont l'un lui aurait tiré dessus à bout portant.

Nous rappelons que pour une partie de la base du mouvement anarchiste et des miliciens de sa colonne, Durruti aurait été assassiné d'une manière ou d'une autre par les staliniens. Et que ces derniers firent courir le bruit que Durruti avait été assassiné par les siens.

L'ensemble de ces versions sera traité de manière détaillée au chapitre V. L'hypothèse d'un tir volontaire effectué par Manzana sera abordée dès la fin du Chapitre III.

colonne Durruti (comme les autres) piétinait devant Saragosse. Dès leur arrivée en Aragon, les colonnes libertaires avaient été confrontées à un manque chronique d'armes et d'équipement militaire, notamment parce que le gouvernement central craignait de renforcer les anarchistes. Les miliciens payaient un lourd tribut dans les combats face à un ennemi aguerri et surarmé. La venue de Durruti à Madrid survenait donc, il faut bien le dire, après l'échec de la conquête de Saragosse.

Il y eut aussi l'emballement des événements à l'automne 36. Durruti finit par accepter de venir à Madrid montrer ses réelles capacités sur le terrain à partir du moment où on lui donnait – croyait-il – les moyens au niveau armement pour combattre les « fascistes ». Il se serait exprimé dans ce sens dans une lettre destinée à Liberto Callejas, une vieille connaissance de Durruti depuis la période de *Los Solidarios*⁵. La lettre – dont on ignore si elle était authentique ou si elle fut réécrite par la nouvelle équipe de la *Soli* après la « démission » de Callejas – fut reproduite en première page de la *Soli* du 17 novembre 36 sous le titre « Le camarade Durruti a dit... » :

Je suis venu des terres d'Aragon gagner la lutte qui représente une question de vie ou de mort non seulement pour le prolétariat espagnol mais pour le monde entier. Tout s'est focalisé sur Madrid et je ne te cache pas que cela me fait plaisir de me retrouver face à face avec l'ennemi, au moins parce que cela rend la lutte plus noble. Avant de quitter la Catalogne, j'ai demandé une prise de conscience à ceux qui poursuivent le même but. Je ne visais pas les couards et les faibles. Je visais ceux d'entre nous qui sont prêts à en mettre un dernier coup. Les fusils ne font rien s'il n'y a pas une volonté et un calcul au moment de tirer. À Madrid personne ne doute que les fascistes n'entreront pas, mais il faut les repousser au plus vite parce qu'il faut repartir à la conquête de l'Espagne.

Je suis content d'être à Madrid et avec Madrid, je ne te le cache pas, et j'aime le voir maintenant avec le sérieux de l'homme réfléchi conscient de sa responsabilité, et non avec la frivolité et le découragement de l'homme devant l'orage qui menace⁶.

C'est dire comme il était attendu au tournant.

Durruti ne se faisait sans doute guère d'illusions sur un quelconque crédit politique gagné, comme « sauveur de Madrid », auprès du président du conseil, le socialiste Francisco Largo Caballero, crédit susceptible de lui ouvrir enfin le robinet de l'armement des milices. Il ne pouvait méconnaître le préalable exigé par ce dernier pour créer son *Ejército Popular de la República* : la militarisation des milices intégrées au sein des futures Brigades mixtes. Mais la volonté farouche de Buenaventura d'avoir les moyens de repartir conquérir Saragosse l'emportait sur le reste.

Il ne disposait pas des fonds nécessaires pour acheter des armes modernes à l'extérieur et cette question l'obsédait à juste titre. Il avait encore en mémoire les promesses de Largo Caballero de lui allouer une aide de 1600 millions de pesetas-or pour la campagne d'Aragon après leur rencontre à Madrid le 2 octobre 1936 en présence de Pierre Besnard, le secrétaire général de l'AIT. Selon Paz, la rencontre se situa après que le projet de s'emparer de la réserve d'or de la Banque d'Espagne fut éventé par Diego Abad de Santillán. Dès son arrivée à Madrid, ce dernier en parla à des membres du comité national qui poussèrent des cris

⁵ Callejas est le directeur de la *Soli* (*Solidaridad Obrera*) jusqu'au 8 novembre où il est remplacé par Jacinto Toryho pour s'être opposé à la participation ministérielle : « ces quatre ministres qui s'appellent anarchistes ».

⁶ Version originale : « *El compañero Durruti ha dicho...* » :

He venido de las tierras de Aragón a ganar la lucha para lo que es un problema de vida o muerte, no sólo para el proletariado español, sino del mundo entero. Todo se ha centrado en Madrid y no te oculto que me gusta verme cara a cara con el enemigo, siquiera porque se enoblece más la lucha. Antes de marchar de Cataluña pedí conciencia en los que están interesados por lo mismo. No me refería a los pobres de alma y de energía. Me referí a los que estamos empeñados en dar un empujón postrero. Los fusiles no hacen nada si no hay una voluntad y un cálculo en el disparo. En Madrid no hay duda de que no entrarán los fascistas, pero es que hay que echarlos pronto porque a España hay que volverla a reconquistar.

Estoy contento en Madrid y con Madrid, no te lo oculto, que me gusta verlo ahora con la seriedad del hombre grave que conoce su responsabilidad, que no con la frivolidad y encogimiento del hombre cuando amenaza la tormenta.

d'orfraie. Santillán et Durruti avaient échafaudé ce plan sans en avertir Juan García Oliver : un convoi de plusieurs trains en provenance de Barcelone et composé de militants confédéraux, avec Durruti à leur tête, devait charger l'or entre la fin septembre 36 et le début octobre. Après l'abandon de ce plan, Largo Caballero ne laissa rien paraître, mais il en profita pour oublier ses promesses, une fois Durruti revenu en Aragon. Craignant une récurrence, le gouvernement accéléra même le transfert de près de 510 tonnes d'or vers l'URSS qui se produisit le 25 octobre.

L'achat d'armes étant compromis, pour que la « *revolución* » ne soit pas enterrée par les impératifs de la guerre, il fallait prendre Saragosse pour ouvrir militairement un axe allant de la Catalogne au nord de l'Espagne, comprenant les Asturies et le Pays basque, où se trouvaient les gisements de matières premières ainsi que les usines métallurgiques et d'armement⁷. C'est l'un des enseignements majeurs du livre d'Abel Paz. La disparition prématurée de Buenaventura en aura décidé autrement.

Chapitre I Les tractations pour faire venir Durruti à Madrid

L'étai se resserre autour de Durruti

Avant son départ de Madrid pour Valence, le soir du 6 novembre, Largo Caballero convoque dans l'après-midi un conseil des ministres consacré à la situation militaire. Il annonce officiellement le départ du gouvernement pour Valence malgré l'opposition des quatre ministres de la CNT. Le 18 octobre, le président du conseil avait déjà sondé les représentants des partis et syndicats soutenant le Front populaire pour transférer le gouvernement hors de Madrid. Seul Horacio Prieto, au nom du comité national de la CNT, avait rejeté la proposition et Largo Caballero n'avait pas insisté⁸. Ce n'était que partie remise. S'appuyant sur le décret gouvernemental en date du 29 septembre 36 plaçant les milices du Centre⁹ sous le code de justice militaire à compter du 10 octobre - prémices à la militarisation à venir -, Largo Caballero avait entamé de discrètes négociations avec Horacio Prieto, lui aussi partisan de la participation ministérielle, afin de faire entrer des militants de la CNT et de la FAI au gouvernement. Une autre condition incluait la venue de Durruti à Madrid.

Ce 6 novembre, après être passé en force en obtenant l'accord final de Prieto, Largo Caballero quitte Madrid avec le gouvernement au complet et laisse deux missives destinées aux généraux Miaja¹⁰ et Pozas. Les consignes sont claires : ces lettres ne devaient impérativement

⁷ Dans une interview le 24 juillet 36 au journaliste Van Paassen, du *Toronto Star*, édition datée du 18.8.36, Durruti parle nommément des arsenaux et usines de munitions de Saragosse et Pampelune. La voix de Durruti dans l'interview : <https://www.youtube.com/watch?reload=9&v=fooZb3NPHJU>

⁸ Abel PAZ, *Durruti en la Revolución española*, Madrid, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, 1996, 3^e partie, chapitre 16.

⁹ <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1936/274/B02068-02068.pdf>

Ce premier décret sera suivi d'un second décret daté du 15 octobre 36

<https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1936/290/B00354-00355.pdf> qui donne le commandement des forces armées au ministre de la Guerre et déclare à l'article 5 que « les groupes armés qui combattent sur les divers fronts restent unifiés et organisés comme armée régulière »

¹⁰ *TEXTO ÍNTEGRO DE LA COMUNICACIÓN OFICIAL DIRIGIDA POR LARGO CABALLERO, PRESIDENTE DEL CONSEJO Y MINISTRO DE LA GUERRA, AL GENERAL MIAJA, EN EL MOMENTO DE ABANDONAR MADRID.*

« Ministerio de la Guerra. — El Gobierno ha resuelto para poder continuar cumpliendo su primordial cometido de defensor de la causa republicana, trasladarse fuera de Madrid y encarga a Vucencia de la defensa de la capital a toda costa. A fin de que le auxilien en tan trascendental cometido, aparte de los organismos administrativos que continuarán actuando como hasta ahora, se constituye en Madrid una Junta de Defensa, con representaciones de todos los partidos políticos que forman parte Vucencia. Esta Junta tendrá facultades delegadas del Gobierno para la coordinación de todos los medios necesarios para la defensa de Madrid, que deberá ser llevada al límite, y en caso de que, a pesar de todos los esfuerzos, haya de abandonarse la capital,

être ouvertes que le lendemain matin 7 novembre à 6 h. Abel Paz nous raconte comment il en fut autrement. Les deux généraux les ouvrirent vers minuit et s'aperçurent alors que l'ordre des destinataires avait été inversé. D'autres sources citées par Burnett Bolloten ¹¹ évoquent une ouverture des enveloppes bien plus tôt dans l'après-midi entre 18 h et 20 h. La décision a été prise d'un commun accord par les deux généraux. Le principal argument avancé, et il semble logique, était un gain de temps de près de 12 heures. Dans le cas contraire, cela aurait été très préjudiciable à la défense de la capitale. Voilà pourquoi le général Pozas se trouvait déjà à Tarancón le soir même du 6 novembre.

Pour l'anecdote, les généraux Pozas et Asensio ¹² se retrouvèrent bloqués à Tarancón, sur la route de Valence, suite aux consignes du délégué des milices madrilènes de la CNT, Cipriano Mera Sanz ¹³, d'arrêter tous les fuyards de la capitale, y compris ministres et officiels. Au point que Federica Montseny, fraîchement nommée ministre de la Santé, pestera contre le refus de la laisser passer. Elle finira par le faire avant l'arrivée de Mera à Tarancón. Entre-temps, il faudra les interventions d'Eduardo Val Bescós, du comité de Défense régional de la CNT Madrid, et d'Horacio Prieto vers 2 h du matin pour faire lever les barrages et libérer les ministres retenus. García Oliver passera sans encombre car les départs se sont échelonnés durant toute la fin d'après-midi et de la nuit.

Une fois ouverts les fameux courriers et le nouveau dispositif de défense mis en place, Pozas devient « *general jefe del Ejército del Centro* » et le supérieur hiérarchique de Miaja, qui, lui, va présider la junte de Défense de Madrid (JDM). *El sector Centro* correspond maintenant à la ville de Madrid et sa proche banlieue. Pour le cas où la capitale viendrait à tomber entre les mains de Franco, Largo Caballero avait prévu de faire replier les troupes de Madrid sur Cuenca et d'y établir un nouveau centre de commandement sous la direction de Pozas. Très pessimiste quant à la suite des événements, Largo Caballero ne mesure pas la volonté farouche des habitants de ne pas voir tomber la capitale. Il avait pronostiqué – d'après Bolloten – qu'elle ne tiendrait que trois à six jours au grand maximum. Valence avait été choisie comme point de chute. Le président de la République, Manuel Azaña, se réfugia à Barcelone. Ces deux villes ont en commun d'être ouvertes sur la mer !

Ne voulant pas donner raison aux détracteurs des ministres qui les accusaient de fuir, et une fois son ministère installé sommairement à Valence, García Oliver met un point d'honneur à revenir à Madrid le plus vite possible. Il prend au mot le président du conseil qui annonce, à la fin du premier conseil des ministres à Valence le 7 novembre en fin d'après-midi, qu'il va

ese organismo quedará encargado de salvar todo el material y elementos de guerra, así como todo cuanto considere de primordial interés para el enemigo. En tal caso, las fuerzas deberán replegarse en dirección a Cuenca, para establecer una línea defensiva en el lugar que le indique el general jefe del Ejército de Centro, con el cual estará siempre Vucencia en contacto y subordinación para los movimientos militares y del que recibirá usted órdenes para la defensa y el material y abastecimientos que se le puedan enviar.

El Cuartel General y la Junta de Defensa de Madrid se establecerán en el Ministerio de la Guerra, actuando como Estado Mayor de este organismo el del Ministro de la Guerra, excepto aquellos elementos que el Gobierno juzgue indispensable llevarse consigo.

Madrid, seis de noviembre de 1936.

— Francisco Largo Caballero. — *Excelentísimo señor general jefe de la Primera División Orgánica y comandante militar de la plaza de Madrid.* »

¹¹ Burnett BOLLOTEN, *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution (1934-1939)*, Marseille, Agone 2014.

Fruit de 50 ans de recherches, l'édition originale est parue en 1989 en Espagne — et aux EU sous le titre *The Spanish Civil War: Revolution and Counterrevolution*.

<https://agone.org/memoiressociales/laguerrerespagne/#presse>

¹² Le général Asensio est l'homme de confiance de Largo Caballero dans l'armée. Nommé sous-secrétaire au ministère de la Guerre en octobre 1936, il dirigeait auparavant les opérations militaires de la défense de Madrid.

¹³ Cipriano MERA, *Guerre, exil et prison d'un anarcho-syndicaliste*, Toulouse, Le Coquelicot, 2012, pp. 87 et suivantes. Cette biographie est en partie mal traduite, confondant par exemple (Eduardo) Val avec (Mariano) Valle, qui appartenait aussi au comité régional de Défense de la CNT Madrid.

retourner lui aussi à Madrid. García Oliver le prend de vitesse et semble être le premier¹⁴ à se présenter à Madrid, probablement le 8 novembre dans l'après-midi, en se rendant directement au ministère de la Justice. García Oliver dira dans ses mémoires être venu pour y faire le ménage des dossiers et des fiches de police des militants CNT-FAI mais aussi y avoir rencontré Miaja le lendemain au ministère de la Guerre. La presse madrilène, qui suit les différents déplacements des membres du gouvernement, n'en fait cependant pas état.

Alors que le gouvernement pensait déjà quitter précipitamment la capitale, une première réunion décisive du conseil de Défense de la *Generalitat* et des délégués de colonnes en Aragon s'était déjà tenue le 3 novembre à Barcelone¹⁵. García Oliver était absent car, la veille, il avait quitté Barcelone pour aller prendre son poste de futur ministre à Madrid. Abel Paz décrit la séance avec les interventions de Felip Díaz Sandino¹⁶ et Santillán sur la situation militaire à Madrid ; tous exigeant l'envoi de forces pour défendre la capitale. Dans le but de l'amadouer, le conseil de Défense chargea Durruti de prononcer un discours pour relever le moral des combattants et exalter la volonté de résistance du peuple de Madrid. On fixa la date du discours au 4 novembre. La radio CNT de Barcelone le diffusa largement dans toute la ville à 21 h par haut-parleurs.

Les deux extraits suivants montrent la détermination de Durruti :

Les miliciens ont le regard fixé sur la Catalogne, sur Barcelone, et Barcelone n'est pas à la hauteur des circonstances. Elle ne remplit pas ses devoirs. Elle ne les remplit pas parce qu'on ne peut estimer la vie d'un milicien à 10 pesetas ; parce qu'on ne peut pas, non plus, évaluer la nourriture due à son épouse, à son fils. Et tandis que cela se produit, les conseillers, dont certains appartiennent à la CNT et même à la FAI, dépensent sans compter pour l'habillement et la nourriture. Si vous prétendez faire de cette guerre une guerre vulgaire, avec toutes ses conséquences en matière d'immoralité et d'absence de freins, nous vous disons, nous, que nous ne sommes pas disposés à lutter. Si vous croyez que nous pouvons admettre que l'essence soit gaspillée, que chacun ait une voiture, et que toutes les nuits Barcelone offre le même spectacle lamentable, vous vous trompez.

Plus loin...

... Vous allez dire que mon langage est sauvage, belliqueux. Oui, il est sauvage, c'est la voix de la bombe, du fusil, du cri d'horreur du milicien qui vole en éclats. C'est le moment de vous engager, travailleurs de Catalogne ; vous avez une organisation responsable qui contrôle l'économie, qui a envoyé 80 % des miliciens au front. Travailleur de Catalogne, sois vigilant, veille et exige un redressement énergique et la mobilisation de tous, absolument tous les hommes de 16 à 50 ans. Si quelqu'un a cru nous intimider avec un décret de militarisation, il se trompe, car nous ne l'acceptons pas. Venez, vous qui avez élaboré ce décret, et vous verrez combien la discipline règne au front, comment on y travaille, comment on y lutte et comment on y construit sans que les miliciens n'obéissent à une autre discipline que celle qu'ils ont eux-mêmes voulu s'imposer. Dormez tranquilles, travailleurs de Catalogne ; au front, il n'y a pas d'indiscipline ; au front d'Aragon, il y a une ténacité, une foi magnifique ; je vous l'assure. Pensez comme dans les tranchées ; car si nous avons en tête qu'un parti devienne plus nombreux qu'un autre, afin d'imposer demain sa politique, moi, je vous dis que nous ne l'accepterons pas. Pour gagner, il est nécessaire de se sacrifier, ici et là, au front et à l'arrière-garde. La consigne au front est *no pasarán*, et en dépit du nombre d'aéroplanes, malgré tous les tanks qui vomissent leur mitraille sur nos têtes, nous le répétons : ¡ *No pasarán y no pasarán* !¹⁷

¹⁴ García Oliver est cité par *El Sol* du 9.11 comme étant encore présent à son ministère le 8.11 au matin. Dans ses mémoires, García Oliver dit qu'il rencontre Villanueva à Tarancón, sur le trajet vers Madrid, pour avoir sa version sur le blocage des ministres le 6 novembre.

¹⁵ Abel PAZ, *op. cit.*, p. 632.

¹⁶ Le lieutenant-colonel Díaz Sandino commandait la base aérienne du Prat-de-Llobregat en juillet 36 et, avec l'aide de la CNT, il empêcha tout décollage d'avions ennemis. Il est nommé, le 31 juillet 36, conseiller de la Défense de la *Generalitat*.

¹⁷ Franck MINTZ, « Reflexiones críticas sobre Durruti y su mito », in *El lenguaje de los hechos*, Los libros de la Catarata, Madrid, 1996, pp. 124-125. Franck Mintz y précise : « Notre version de ce discours est extraite de *Cultura y Acción* (Alcañiz), n° 20, 7-11-1936, p. 1. On ne sait pas clairement si le discours date du 4-11-1936, jour de l'entrée de la CNT dans le gouvernement, ou du 28-10-1936. Il semble bien que la propagande des hautes sphères de la CNT a transformé une partie de ce discours pour le résumer dans la phrase-slogan —

Durruti se prononçait donc clairement contre la militarisation décrétée par la *Generalitat*. Si sa voix ne pouvait être censurée, les comptes rendus de la presse républicaine furent très discrets. *Solidaridad Obrera* ne fut pas en reste : elle attendit le 6 novembre en dernière page pour en donner une version vidée d'une partie de son contenu polémique sur la militarisation des milices¹⁸ ; et elle présenta le discours d'une manière honteuse comme faire-valoir à l'entrée des quatre ministres de la CNT au gouvernement. Durruti subissait une pression de plus en plus forte exercée par Prieto, Montseny et consorts pour le pousser inexorablement vers Madrid. Cependant, il désirait ardemment montrer l'étendue de ses capacités à en découdre sur tous les fronts. Il ne pouvait méconnaître les risques de sa venue à Madrid mais il pensait qu'empêcher les « fascistes » d'entrer dans la capitale aurait une signification politique très importante pour entreprendre la reconquête de l'Espagne. Prieto partageait ce point de vue mais, pour Durruti, il s'agissait surtout de revenir au plus tôt en Aragon, avec l'armement dont les milices avaient cruellement besoin.

Selon l'historien Agustín Guillamón, la teneur du discours incita aussi les plus hautes autorités de la *Generalitat* à convoquer, dans la nuit du 5 au 6 novembre, une autre réunion avec l'ensemble des conseillers faisant partie du gouvernement catalan. L'objectif était de régler les comptes avec les opposants déclarés à la militarisation des milices. Au premier chef, et sans bien sûr les nommer, il s'agissait pêle-mêle aussi bien d'Ortiz, soutien du conseil régional de Défense d'Aragon créé le 4 octobre 36, que de Durruti, dont le discours sans ambiguïté de la veille résonnait encore aux oreilles des participants. Le président de la *Generalitat*, Lluís Companys i Jover, et surtout Joan Comorera i Soler, le représentant du PSUC, lancèrent la charge contre tous ceux qu'ils appelaient « les incontrôlés »¹⁹, adversaires résolus du décret de militarisation²⁰ édicté le 24 octobre 36 par la *Generalitat*. Guillamón fait état d'un ordre du jour sur les suites à donner aux différents décrets parus au journal officiel de la *Generalitat* entre les 4 et 28 octobre 36 et portant respectivement sur la dissolution du CCMA²¹ et des comités locaux, sur le retour aux anciens conseils municipaux et sur la militarisation des milices.

Dans un document « *alto secreto* »²² envoyé en novembre 36 à Moscou, le consul général soviétique à Barcelone, Antonov Ovseenko, expliquait dans le détail l'ensemble des manœuvres entreprises pour faire venir Durruti à Madrid. Ce même 5 novembre²³, il était

“ consigne clairement contre-révolutionnaire ”, selon Peirats dans *La CNT en la revolución española* – suivante : “ Nous renonçons à tout, sauf à la victoire. ”. »

¹⁸ L'enregistrement radiophonique n'ayant pas été conservé, il y a eu plusieurs versions de ce discours qui ont circulé et des historiens dont Guillamón ont tenté d'en reconstituer le contenu à partir d'autres sources comme la revue *Acracia*.

<http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19360000/19361106.pdf>

¹⁹ “ *Acta de la reunió celebrada sota la presidència de S.E. el president de la Generalitat pels consellers i representants dels partits i sindicats que tenen representació en el Consell els dies 5 i 6 de novembre de 1936.* ” Cité par Agustín GUILLAMÓN, « Los Incontrolados », in *Catalunya, òrgano en catalán de la CGT*, numéro 200, Marzo 2018, pp. 24-27, et dans Agustín GUILLAMÓN, *Barricadas en Barcelona. La CNT de la victoria de Julio de 1936 a la necesaria derrota de Mayo de 1937*, Editions Espartaco Internacional, 2009, p. 134.

²⁰ <http://dogc.gencat.cat/web/.content/continguts/serveis/republica/1936/19360302.pdf>. Voir page 370.

Le décret est signé par Díaz Sandino mais García Oliver, ne pouvant en ignorer le contenu, a sans doute donné son accord et participé à sa rédaction.

²¹ https://es.wikipedia.org/wiki/Comité_Central_de_Milicias_Antifascistas_de_Cataluña

²² Antoine GIMENEZ et Les GIMENOLOGUES, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne*, Paris, Libertalia, 2016, pp. 546-547. Extrait tiré du livre de RADOSH, HABECK et SEVOSTIANOV, *España traicionada, Stalin y la guerra civil*, Barcelone, Planeta, 2002.

²³ Le document 23 pp. 122-125 du livre *España traicionada* évoque les dates des 5 et 6 novembre. Si la présence de Montseny y est confirmée par Ricardo Sanz – cf. *infra* note 27 –, les dates de ce dernier – soit les 7 et 8 novembre – sont sans doute les bonnes car techniquement Montseny, encore présente à Madrid le 6 novembre, n'a pu arriver à Barcelone via Valence qu'au mieux le 7 novembre dans la journée, voire le 8 novembre au matin, pour peu qu'elle ait participé au premier conseil des ministres à Valence. Il pourrait aussi s'agir, à propos

déjà à pied d'œuvre dans une réunion sûrement informelle convoquée en dehors du conseil de Défense de la *Generalitat* ²⁴. Avec le conseiller à la Défense ²⁵ et le commandant de l'auto-proclamée division Carlos Marx du PSUC, il tenta de faire « exfiltrer » par tous les moyens Durruti du front d'Aragon. Le consul russe poursuivait en citant l'aide active apportée par Companys, visant une fois de plus à faire plier Durruti lors d'une réunion officielle qui se serait tenue le 6 novembre ²⁶ avec tous les commandants des colonnes.

De Valence, une fois le gouvernement installé, la pression politique exercée par les émissaires russes sur place et les ministres du PCE ne cessa de monter. Ils entonnèrent tous en chœur la plainte pour que Madrid ne tombe pas aux mains des « fascistes », insistant sur l'échec de la reconquête de Saragosse et de l'ensemble de l'Aragon. Il était donc urgent d'envoyer le maximum de miliciens se battre sur le front de Madrid.

Les tractations en Catalogne

García Oliver choisit de rester à Valence. C'est donc Federica Montseny qui se rendit à Barcelone devant le Conseil de défense de la *Generalitat* les 7 et 8 novembre ²⁷. García Oliver aurait dû logiquement assister à cette réunion comme à celle du 3 novembre. Il a été responsable militaire au sein du CCMA jusqu'à sa dissolution par décret de la *Generalitat* daté du 1er octobre 36 ²⁸. Le 2 octobre, il fut nommé secrétaire général du secrétariat du conseil de Défense. García Oliver contrôlait directement les milices d'Aragon, l'École de guerre et l'École d'aviation. Il était donc le mieux placé pour peser de tout son poids tandis que se tramaient les tractations visant Durruti. Mais nommé ministre de la Justice à compter du 4 novembre, il quitta Barcelone le 2 novembre vers minuit pour rejoindre Madrid, laissant ainsi le champ libre aux ennemis de Durruti. Santillán le remplaça dans ses fonctions au conseil de Défense ²⁹. Dans ses mémoires, García Oliver dira :

Je savais qu'en coulisse Antonov Ovseenko agissait à Barcelone comme si la Catalogne était une colonie...

des dates du consul russe, de réunions informelles propices aux tractations en coulisses à l'initiative d'Antonov Ovseenko et ce en marge des réunions officielles du conseil de Défense de la *Generalitat*.

²⁴ García Oliver en est le secrétaire général depuis le décret du 02.10.36.

²⁵ Le rapport ne cite pas son nom mais il pourrait s'agir de Díaz Sandino, qui occupait le poste de conseiller du département de la Défense de la *Generalitat* jusqu'au 17 décembre 36, date à laquelle il fut remplacé par Francisco Isgleas de la CNT. Voir la composition du gouvernement :

https://ca.wikipedia.org/wiki/Govern_de_Catalunya_1934-1939

²⁶ Agustín GUILLAMÓN, *Barricadas en Barcelona. La CNT de la victoria de Julio de 1936 a la necesaria derrota de Mayo de 1937*, Editions Espartaco Internacional, 2009, p. 133. Voir aussi note 21 et la possibilité d'une erreur d'Antonov-Ovseenko qui parle du 6 novembre au lieu du 7 novembre.

²⁷ Amorós cite, dans *Durruti dans le labyrinthe*, le récit de Ricardo Sanz, dans son livre *Los que fuimos a Madrid*, sur la présence de Montseny les 7 et 8 novembre à Barcelone, et ce après son arrivée un peu chaotique dans la nuit du 6 au 7 novembre à Valence, suite à l'épisode de Tarancón.

²⁸ <http://dogc.gencat.cat/web/.content/continguts/serveis/republica/1936/19360278.pdf>, avec la nomination de García Oliver p. 52.

<http://dogc.gencat.cat/web/.content/continguts/serveis/republica/1936/19360277.pdf>

Le décret de la *Generalitat* en date du 1er octobre 36 signé par Tarradellas, dissout le CCMA déjà en sursis depuis la mi-août par la volonté même des instances de la CNT. Sur le même bulletin officiel, il est intéressant de voir que le 29 septembre, le commandant Guarnier i Vivanco a démissionné de son poste de secrétaire général du Département de Défense. Il fut aussitôt remplacé par García Oliver par décret signé de Companys. Ce dernier signera trois jours plus tard un second décret nommant García Oliver au même poste, mais avec un libellé légèrement modifié. Certains acrates semblaient sensibles à ce genre d'attentions.

²⁹ <http://dogc.gencat.cat/web/.content/continguts/serveis/republica/1936/19360333.pdf>, p. 774 : décret de démission de García Oliver du secrétariat du conseil de Défense en date du 21 novembre 36, sans que soit désigné un remplaçant... Le poste était de fait occupé depuis le 2 novembre par Santillán, qui sera ensuite nommé conseiller du département d'Economie de la *Generalitat* le 17 décembre 36.

Il souligne qu'au sein du conseil de Défense le délégué du PSUC, Almendros – il faisait partie d'anciens socialistes catalans ralliés au PSUC dont Miguel Ferrer et les frères Durán Rosell –, lui aurait confié que, selon Antonov Ovseenko :

Il ne fallait pas avoir d'inquiétudes sur ce que pourraient faire Marianet, Abad de Santillán et Federica Montseny et leurs collaborateurs...

L'absence de García Oliver fait tout reposer sur Montseny alors qu'il lui aurait été encore possible de l'accompagner à Barcelone après le conseil des ministres du 7 novembre dans l'après-midi. García Oliver, agacé, laissera entendre dans ses mémoires que sa camarade ministre n'avait pas la lucidité politique nécessaire pour déjouer le complot. Elle ne faisait, selon lui, que dramatiser les débats par sa vision anxiogène à l'idée de voir tomber Madrid. Cette non intervention de García Oliver à ce moment clé ne peut se comprendre que par les conséquences de l'échec qu'il connut lorsqu'il proposa lors du *pleno* du 21 juillet 36 de « *ir a por el todo* »³⁰ ; proposition finalement rejetée tandis que celles de Montseny et de Santillán étaient adoptées majoritairement. À partir de ce moment clé, il finira par se plier à la volonté majoritaire des instances de la CNT : après un aller-retour éclair à Barcelone, Prieto le convaincra de devenir ministre, alors qu'il essuiera un refus sec de Durruti³¹ – préalablement averti par García Oliver de la venue de Prieto le même jour à Bujaraloz, sur le front d'Aragon.

Companys et Díaz Sandino étaient présents à la réunion du conseil de Défense des 7 et 8 novembre. Ils avaient convoqué les représentants de tous les partis et syndicats ainsi que les délégués des colonnes et les chefs militaires... Ne manquait pas non plus à l'appel le consul général soviétique, Antonov Ovseenko, très actif³² depuis des semaines. Durruti était là et on imagine que tous les regards convergeaient sur lui. S'en suivirent des débats auxquels le consul soviétique tenait à apporter sa contribution très « désintéressée », à savoir envoyer 4000 à 5000 miliciens du front d'Aragon vers Madrid. Durruti perçoit la manœuvre communiste à peine voilée et déclare que la meilleure façon de défendre Madrid est d'attaquer à nouveau Saragosse. Abad de Santillán clôt le débat en proposant un nombre supérieur — soit 6000 miliciens – à celui du consul russe, mais répartis différemment, soit 2000 de la colonne Durruti, 2000 de celle d'Antonio Ortiz, 1000 de la colonne Ascaso³³ et enfin 1000 de la division Carlos Marx du PSUC.

³⁰ On pourrait traduire cette expression par « rafler la mise » ou « y aller pour tout prendre », sous-entendu prendre tout le pouvoir. García Oliver aime user d'expressions dont il a le secret, à l'image de la « gymnastique révolutionnaire », formule empruntée à Emile Pouget.

³¹ Il aurait pu être ministre dans le gouvernement du « Lénine espagnol » quand celui-ci l'appela à Madrid. C'est Antonio De La Villa qui rapporte cette curieuse offre de Largo Caballero à Durruti que l'auteur situe début novembre, au moment de la formation du gouvernement incluant les nouveaux ministres de la CNT. In Hans Magnus ENZENSBERGER, *Le bref été de l'anarchie*, Paris, Gallimard, 1975, p. 259. De La Villa affirme que les deux hommes se rencontraient pour la première fois. Mais il se trompe puisqu'il y eut une entrevue le 2 octobre 36 à Madrid entre Caballero, Durruti et Pierre Besnard. La scène est relatée par Paz. Durruti rencontra le ministre de la Guerre, mais aussi celui de la Marine, Indalecio Prieto, dans le but d'obtenir des fonds pour l'achat d'armes pour les milices aragonaises. Ariel, le correspondant de la *Soli* à Madrid, parle aussi de cette entrevue dans son livre *¿ Como murió Durruti ?* Toulouse, Comité de relaciones de la Regional del Centro, 1945. Il ajoute que Manzana était présent, ainsi que le frère d'Ariel, vieille connaissance barcelonaise de Durruti, qui le surnommait « *el peque* » (« le petit »). Ariel ne parle pas de la présence de Pierre Besnard.

³² RADOSH, HABECK et SEVOSTIANOV, *op. cit.*

Dans le document 22, un rapport « *alto secreto* » en date du 18 octobre 36 et reproduit pp. 120-121, Antonov Ovseenko signale que suite à ses conversations avec García Oliver, il constate les bonnes dispositions de celui-ci quant à la nécessité de « concentrer toutes les forces dans un front uni vigoureux contre les fascistes ». Ovseenko se félicite que García Oliver entre au gouvernement ; le rusé mais toujours prudent consul russe sait bien que García Oliver n'est pas une marionnette manipulable à souhait. Une fois le futur ministre de la Justice éloigné de Barcelone, Ovseenko aura les coudées franches pour peaufiner son plan visant à transférer Durruti sur le front de Madrid.

³³ https://es.wikipedia.org/wiki/Columna_Ascaso

Durruti finit par accepter d'aller à Madrid bien qu'il subodore le piège tendu par les Russes et leurs alliés qui espèrent lui faire mordre la poussière et se projettent déjà dans la reprise en main de l'Aragon. L'objectif reste la neutralisation de son conseil régional de Défense ³⁴, créé le 6 octobre 36, véritable bête noire du PSUC et de Comorera qui traite ses membres d'« *incontrolados* ». Durruti acceptera aussi par discipline et fidélité à l'organisation après avoir entendu les dirigeants de la CNT et de la FAI le presser avec insistance. La mort de Francisco Ascaso, son compagnon de toujours, en juillet lors de l'assaut de la caserne de Las Atarazanas, le laisse seul pour prendre cette décision lourde de signification politique. García Oliver n'est pas là non plus. Il ne reste plus que Montseny et Santillán pour écouter ses doléances. Durruti finira par se rallier à leur point de vue et se fiera à la promesse de Santillán qu'il prendra lui-même la tête d'un détachement d'au moins 4000 miliciens en route vers Madrid ³⁵. Le 9 novembre, un *pleno* régional de la CNT et de la FAI avalise les décisions prises la veille au conseil de Défense et rédige un billet en demandant à Durruti de se rendre sans tarder à Madrid ³⁶.

La suite des tractations à Madrid et Valence

Le 10 novembre Montseny et Durruti arrivent à Madrid dans la matinée en provenance de Barcelone. Montseny rencontre le général Miaja dès son arrivée. Ils ont dû aborder le thème de la création d'un conseil supérieur de Guerre (CSG) dont la décision avait été entérinée la veille par un décret signé par Azaña ³⁷. Mais Federica a dû informer officieusement Miaja – même si on n'en a pas la preuve – de l'imminence de la venue à Madrid de Durruti, avec une partie de la colonne. À 15 h, elle parle au peuple madrilène sur les ondes de Unión Radio (cité par l'*ABC* du 11 novembre 36) ³⁸. Montseny ne prononce à aucun moment le nom de Durruti et elle évoque la création du « conseil supérieur de Guerre qui va unifier toutes les milices sous un commandement unique, responsable devant l'Armée populaire de la République et respecté de tous ». Visiblement, Durruti fait encore de la résistance et ne veut pas d'annonce prématurée à Madrid : sa présence dans la capitale, pour voir García Oliver ³⁹ et avoir son avis, est un signe qui ne trompe pas.

Dans l'hypothèse qui va suivre et si l'on s'en tient au récit de García Oliver, très avare de dates précises dans ses mémoires, celui-ci dit avoir rencontré Durruti à son arrivée le 10 novembre à 9 h. La presse n'évoque pas la présence de Largo Caballero ni celle de García Oliver à Madrid ce jour-là. Une rencontre aurait été prévue par García Oliver afin que Durruti s'entretienne avec Largo Caballero. Les trois hommes auraient évoqué la nomination de Durruti comme major en charge du commandement de trois Brigades mixtes ⁴⁰. Largo

³⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_régional_de_défense_d%27Aragon

³⁵ <http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19360000/19361112.pdf>

Si l'on lit en filigrane, c'est le sens contenu en page 5 dans ce numéro de la *Soli* du 12 novembre 36.

³⁶ Mis à jour grâce à la persévérance d'Almudena Rubio, qui a découvert ce document dans les archives de la CNT à Amsterdam, et à Miguel Amorós, qui en a communiqué le lien. Voir Annexe 4 a.

³⁷ Publication officielle in *Gaceta de la República* le 10 novembre 36 :

<https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1936/315/B00673-00673.pdf>.

Dans la foulée, il se réunit une première fois : *El Sol* du 10 novembre 36, p. 3.

³⁸ <http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/1936/11/11/017.html>

Voir pages 17 et 18.

³⁹ De son côté, García Oliver a pu partir le 8 novembre de Valence en fin de matinée. Il fait un arrêt à Tarancón puis arrive à Madrid dans l'après-midi du 8 novembre pour régler des affaires en cours au ministère de la Justice. Le lendemain 9 novembre, il a peut-être rencontré Miaja à Madrid, sachant qu'il devait être de retour à Valence pour 16 h quand commence le conseil des ministres suivi du premier CSG qui se terminera à 20 h 15. Ce bref déplacement à Madrid a peut-être permis à García Oliver de sonder Miaja sur la pertinence de sa proposition au sujet des trois BM, avant d'en faire la proposition à Durruti.

⁴⁰ La Brigade mixte est une fusion des milices des syndicats et des partis avec des militaires professionnels. Elle pouvait être placée sous la responsabilité d'un délégué de milice pour lequel on créait un grade militaire spécial, *Mayor de milicias*.

Caballero accepte la proposition faite par García Oliver, mais dans la mesure où elle serait applicable dans un délai de dix jours.

Après avoir décidé dans un premier temps de ne pas se déplacer à Barcelone, García Oliver choisit maintenant de donner à Durruti les moyens militaires de sa présence à Madrid. Il use d'une certaine manière auprès de Buenaventura de son poids politique et de celui de la CNT-FAI, renforcés par leur entrée au gouvernement. García Oliver, flairant le piège et l'oukase imposés à Durruti, n'a pas apprécié les conditions dans lesquelles s'est tenue la réunion des 7 et 8 novembre à Barcelone, et il entend maintenant reprendre la main. Mais, surtout, il se voit bien devenir l'interlocuteur privilégié du président du conseil et ministre de la Guerre. Ce délai de dix jours – soit jusqu'au 20 novembre – permet de laisser décanter la situation. Selon García Oliver, Durruti souhaite ensuite rencontrer Eduardo Val et Cipriano Mera, pour s'entretenir avec eux des conditions de sa venue à Madrid.

Durruti quitte Madrid dans l'après-midi et se rend à Valence où se tient le lendemain 11 novembre, un *Pleno nacional* de la CNT où vont être abordées la nouvelle réorganisation de l'armée républicaine et la militarisation des milices. Durruti rentre le soir même à Barcelone où commence une réunion du conseil de Défense de la *Generalitat*, pour laquelle ont été convoqués par Santillán, tous les responsables de colonnes d'Aragon⁴¹. Toujours aussi réticent à partir pour Madrid, Durruti propose la candidature de Yoldi mais Santillán refuse au motif que seul son nom est censé avoir un impact auprès des madrilènes. Il en ressort que Durruti partira au plus vite dans la capitale avec 1000 miliciens et qu'il unira ses forces sur place à celles de Mera ; elles passeront toutes sous son commandement.⁴² Durruti finit par accepter cette proposition, estimant sans doute que la puissance militaire ainsi octroyée lui permettrait de disposer enfin des moyens nécessaires pour agir en lien avec Mera et peser face à Miaja, Rojo et au PCE. Et par la suite, elle permettrait aux colonnes anarchistes de reprendre, dans de meilleures conditions, l'offensive sur Saragosse. La proposition de García Oliver de faire nommer Durruti major d'ici le 20 novembre ne fut donc pas prise en considération lors de la réunion du conseil de Défense.

À Barcelone, le 12 novembre dans la journée, Durruti concrétise sa décision finale. Il téléphone à Bujaraloz pour désigner les centuries et leurs délégués, puis il participe le soir « *a la luz de los faroles* »⁴³ au chargement d'armes pour la colonne dans le port⁴⁴. Mais Paz (*op. cit.*) fait remarquer qu'elle ne sont pas de première qualité comme promis et même que les munitions ne correspondent pas. Dès son arrivée à Madrid le lendemain, Durruti s'en plaindra auprès de Santillán et lui demandera d'envoyer en urgence 35 000 bombes à main.

De retour à Valence, si on s'en tient à son récit⁴⁵, García Oliver dit avoir revu Montseny et Durruti. La discussion pourrait se situer le 13 novembre tôt dans la matinée, avant le départ de Montseny et García Oliver pour Madrid où ils assisteront en soirée à une réunion de la junte de Défense⁴⁶. La discussion est ardue entre les deux ministres. D'après García Oliver, Federica Montseny considère que la proposition de nommer Durruti major n'est pas une demande de la CNT de Catalogne. García Oliver connaît la position de Montseny et Santillán, avalisée par Marianet. Montseny insiste : il ne faut pas que Durruti attende mais qu'il aille tout de suite à Madrid. García Oliver pose la question sans détours à Montseny : « Voulez-vous tuer Durruti ? », en désignant ceux qui envoient ce dernier à la tête d'un nombre ridicule de miliciens. Pressé par García Oliver de prendre position sur le poste de major, Buenaventura

⁴¹ Abel Paz, *op. cit.* p. 649.

⁴² Juan GARCÍA OLIVER, *El Eco de los Pasos*, Ruedo Ibérico, 1978, p. 328 et suivantes.

⁴³ Mathieu CORMAN, *Salud, camarada !*, Paris, Tribord, 1937, et Abel PAZ, 2004, p. 650.

⁴⁴ La manœuvre sera dénoncée par Antonov Ovseenko qui note dans le rapport envoyé à Moscou que Durruti a envoyé tous les miliciens à Barcelone pour qu'ils soient équipés de nouveaux fusils.

⁴⁵ GARCÍA OLIVER, *ibid.*

⁴⁶ *El Sol* et *La Libertad* du 14 novembre 36.

répond avoir déjà rendu compte de cette proposition à Montseny, Marianet et Santillán dans la réunion de Barcelone dans la nuit du 11 au 12 novembre. García Oliver constate alors que Durruti ne l'a pas défendue devant les instances catalanes.

Ainsi, de la proposition originelle faite les 7 et 8 novembre par Santillán, lors du conseil de Défense de la *Generalitat*, de constituer un détachement de 6000 miliciens sous le commandement implicite de Durruti, en passant par le chiffre de 4000 évoqué par la *Soli* du 12 novembre, on aboutit à la mobilisation d'un millier de miliciens de la seule colonne Durruti, et à une éventuelle union de ses forces avec celles de Mera sur place. C'est dire que du côté des instances catalanes de la confédération, on ne se fait guère d'illusions sur le fait que Durruti pourrait prendre la tête de l'ensemble des milices envoyées à Madrid. *Exit* donc la proposition de major des trois BM dont le sort fut définitivement scellé lors de la discussion du 13 novembre au matin à Valence.

Les 13 et 14 novembre, Largo Caballero et Del Vayo sont en tournée d'inspection et constatent la réalité des combats sur le front sud de Madrid. Le délai initial de trois à six jours, que Caballero avait pronostiqué pour la chute de Madrid, est désormais caduc. Il n'a pas cherché à revoir Durruti pour avoir sa réponse. Le ministre de la Guerre est déjà probablement informé des dernières décisions prises à Barcelone par Santillán.

Peu importe, l'essentiel est là : Durruti a finalement accepté de venir combattre dans la capitale et il est en route avec ses miliciens pour Madrid via Valence. Selon Ricardo Sanz, Durruti aurait pris l'initiative de téléphoner à Largo Caballero en arrivant à Madrid le « 11 novembre »⁴⁷. Il lui aurait « exposé avec rudesse » ses premières impressions sur la mauvaise tenue du front, et les défauts dans l'organisation de la défense :

Le ministre de la Guerre s'excusa. Il dit que Durruti était autorisé pour s'occuper, en accord avec l'Etat-Major, de la Défense de Madrid, organisée en fonction des moyens existants, que le gouvernement faciliterait les choses de son côté, et fournirait tout l'appui possible aux défenseurs de la capitale. Il annonce l'arrivée de nouvelles forces internationales et aussi d'avions et de quelques les blindés.⁴⁸

Chapitre II Les manigances autour de la junte de Défense et de la venue de Durruti à Madrid

La bataille de Madrid : le PCE avance ses pions aux dépens de la CNT du Centre

Dans la nuit du 6 novembre, l'obsession première des Soviétiques et de leurs subordonnés du PCE et de la JSU reste la question des prisonniers et de la menace que la Cinquième colonne ferait peser sur la défense de la capitale. Dolorès Ibarruri et toute la propagande communiste écrite et radiophonique inondent la population depuis des semaines de récits alarmistes sur la Cinquième colonne et ses milliers de combattants armés et tapis dans l'ombre, prêts à passer à

⁴⁷ Comme dit plus haut, Durruti ne se trouve déjà plus à Madrid le 11 novembre : il est à Valence et il part le soir même à Barcelone. La date du 13 novembre pour cet entretien téléphonique semble plus logique. Largo Caballero fait référence – toujours selon Sanz – à l'arrivée de nouvelles Brigades internationales. En effet, la XI et la XII ont déjà pris position à Madrid entre les 9 et 12 novembre.

⁴⁸ «*El Ministro de la Guerra, se excusa. Dice que queda Durruti facultado para atender, de acuerdo con el Estado Mayor, la Defensa de Madrid, la cual debe ser hecha con las posibilidades existentes teniendo en cuenta que el Gobierno, por su parte, dará las facilidades necesarias y pondrá en manos de los defensores de la Capital, todos los medios que tenga a su alcance. Anuncia la llegada de más fuerzas internacionales y, también, aviación y algunos tanques.* » In Ricardo SANZ, *Los que fuimos a Madrid. Columna Durruti. 26 división*, Toulouse, 1969, pp. 112-115.

Repris dans une traduction différente par ENZENSBERGER, p. 266.

« Le ministre promet à Durruti le soutien total du gouvernement et lui donna tout pouvoir pour agir. Il lui apprit en outre que de nouvelles brigades internationales étaient en route et que les défenseurs pouvaient compter sur des livraisons d'avions et de chars. »

l'action pour appuyer de l'intérieur l'avancée des troupes franquistes. Quant aux prisons, depuis le coup d'État avorté elles regorgent de milliers de prisonniers, militaires, bourgeois, religieux, militants et politiciens des partis de droite, ex-ministres ou députés et membres du parti phalangiste, qui soit n'ont pas pu quitter Madrid, soit ont tout simplement choisi de rester, misant sur la réussite du coup d'État.

Le 31 juillet 36, le républicain de gauche Manuel Muñoz Martínez prend la direction de la DGS – Direction générale de sécurité – qui chapeautera bientôt un nouvel organisme, le CPIP, Comité provincial d'investigation publique, créé le 4 août 36. Ses principaux responsables sont anarchistes, comme Benigno Mancebo Martín, Manuel Rascón Ramírez et Manuel Ramos Martínez. Le CPIP a un pouvoir juridictionnel sur l'ensemble des provinces entourant Madrid. Sur les trente membres que compte le CPIP, neuf sont de la CNT-FAI et des Jeunesses libertaires (FIJL). Le PSOE, l'UGT, le PCE, la JSU et le Parti syndicaliste ont trois représentants chacun. Le reste provient des deux partis républicains. Le POUM est absent ou volontairement écarté. Enfin, Manuel Salgado Moreira et Manuel González Marín, de la CNT, ont en charge les services spéciaux de renseignements du ministère de la Guerre. Les sections locales des différents partis et syndicats s'activent pour traquer les rebelles et les déférer devant leurs propres tribunaux. Par ailleurs, les tribunaux spéciaux du CPIP, siégeant 24 h sur 24, jugent et prononcent les sentences. Le PCE et la JSU, très prudents, prennent soin, dès le début août, de n'y nommer aucun responsable communiste visible⁴⁹. L'essentiel des moyens est mis alors dans un dispositif situé au plus près des locaux communistes où tout est géré en interne.

Devant l'avancée des troupes de Franco convergeant sur Madrid, le PCE et la JSU peuvent compter sur le 5^e régiment dit *Quinto regimiento*, créé dès le 18 juillet⁵⁰ sous la houlette du kominternien italien Vittorio Vidali, *alias* commandant Carlos. Son fondateur veut en faire la véritable vitrine du savoir-faire militaire du PCE et le dote du meilleur armement qui soit. Tout est rendu possible depuis l'arrivée des premiers diplomates soviétiques fin août à Madrid, suivie, courant octobre, des premiers contingents militaires russes, sans oublier le NKVD de sinistre réputation, arrivé lui dans les valises des diplomates.

Dans la nuit du 6 au 7 novembre, le journaliste Koltsov, le général Gorev, l'assesseur militaire Xanti et le responsable du NKVD, Orlov, estiment le nombre des prisonniers à 8000 et exigent du jeune conseiller PCE/JSU à l'Ordre public, Santiago Carrillo, qu'il prenne des mesures énergiques. Tous avalisent les rafles – dites *sacas* – à grande échelle dans les prisons, suivies d'exécutions sommaires et organisées par le biais de convois de prisonniers en dehors de Madrid.

Depuis la fuite le 6 novembre à Valence de Manuel Muñoz Martínez, la DGS est dirigée de fait par Segundo Serrano Poncela, du PCE/JSU. Pour franchir les barrages présents à toutes les entrées et sorties de la capitale contrôlés par les milices libertaires, les staliniens prennent contact avec les conseillers CNT de la JDM dès le 7 novembre pour s'assurer leur

⁴⁹ <https://e-revistas.uc3m.es/index.php/HISPNOV/article/viewFile/2002/963>. Document en espagnol. Voir la composition des tribunaux aux chapitres 3.1/3.2/3.3 avec le détail par partis et syndicats... sauf le PCE et la JSU quasiment absents. La seule exception concerne cependant Antonio Molina Martínez – déclaré comme inconnu dans ce document mais appartenant en fait au PCE – comme troisième juge du Second tribunal de l'après-midi. À propos de la notion de *checa* – en référence à la Tcheka russe –, la plupart des historiens en ont abusé pour désigner les groupes *del bando republicano* qui opéraient dès juillet 36 arrestations et parfois exécutions. Selon l'historien anglais Julius Ruiz, le terme *checa* n'apparaît en Espagne qu'au printemps 37 quand les anarchistes dénoncent ainsi les méthodes du communiste José Cazorla à la tête de l'Ordre public de la JDM. Dans l'après-guerre, la propagande franquiste généralisera le terme de *checas* à l'ensemble des locaux des syndicats et partis du camp républicain, pour désigner les bâtiments et locaux où avaient lieu les interrogatoires, détentions et procès accompagnés le cas échéant d'exécutions, le plus souvent extra-judiciaires...

⁵⁰ <http://sbhac.net/Republica/Fuerzas/EPR/EprC/EI5RegimientoDeMiliciasPopulares.pdf>

collaboration. Alors que Carrillo et les responsables de la JSU adhèrent officiellement au PCE dans la nuit du 6 novembre, les responsables de la CNT qui se réunissent le 8 novembre évoquent les pourparlers en cours sur le sort des prisonniers et l'accord obtenu au sein de la JDM avec ceux qu'ils continuent d'appeler... « les socialistes qui tiennent le ministère de l'Ordre public ». Par ailleurs, Rascón Ramírez, de la CNT et Ramos Martínez, de la FAI, intègrent le conseil d'Investigation de la DGS, où les communistes sont majoritaires. Le PCE laisse donc agir à leur guise les responsables du CPIP, où dominent les autres partis et syndicats, mais où les socialistes ne sont plus représentés que par Félix Vega Sáez, de l'UGT. Les *sacas* massives commencent dès les 28 et 29 octobre et durant les premiers jours de novembre. Sachant que le gouvernement veut quitter Madrid pour Valence depuis plusieurs jours, les communistes attendent patiemment leur heure. À partir du 6 novembre, le PCE, via le conseil à l'Ordre public de la JDM, prend directement les affaires en main. La décision prise continue d'avaliser la mainmise du CPIP sur la gestion des prisonniers. Concentrés dorénavant sur leur nouvel objectif destiné à vider rapidement les prisons madrilènes, les communistes montent tout un dispositif à étages via la DGS et le CPIP, tout en minorant leur rôle direct. Ce sont les massacres dits de Paracuellos et Torrejón de Ardoz, qui vont durer du 7 novembre au 4 décembre 36. Mais dès le 12 novembre, devant les protestations du corps diplomatique acquis aux rebelles, Carrillo finit par dissoudre le CPIP et il répartit leurs membres entre la DGS et les divers corps de police. Il accusera les anarchistes, bien des années plus tard, d'être les seuls responsables des massacres dans les prisons.

Seuls les anarchistes Melchor Rodríguez García et Amor Nuño Pérez s'opposent aux *sacas*. Melchor Rodríguez intervient énergiquement, mais en vain, dès le lendemain, à la réunion CNT du 8 novembre. Ce libertaire originaire de Séville fut un des fondateurs de la FAI en 1927. Il avait été nommé délégué général des prisons le 9 novembre par le républicain Mariano Sánchez Roca, l'adjoint de García Oliver au ministère de la Justice. Il sera révoqué de son poste par García Oliver dès le 14 novembre. Le 12, García Oliver avait assisté avec Montseny à une réunion convoquée à la JDM, où était débattu du sort des prisonniers. Rascón Ramírez, de la CNT Madrid, s'était en effet plaint au comité de Défense régional des interventions intempestives de Melchor Rodríguez. La décision de García Oliver de s'aligner sur les positions des libertaires madrilènes ne peut se comprendre qu'à l'aune de l'appui attendu en retour du comité de Défense régional en vue de nommer Durruti à la place de Miaja. En pleine vague répressive, Melchor Rodríguez se rend à Valence le 24 novembre 36 pour y voir García Oliver. Il est victime sur la route d'une tentative d'assassinat et il apprendra plus tard, par l'adjoint du ministre de la Justice, que le coupable était un pistolero de la FAI. Garcia Oliver, indigné, menace de saisir le comité national. Le 1er décembre, il va renommer Melchor Rodríguez au poste de délégué spécial de la Direction générale des prisons. Quant aux socialistes, ils connaissaient parfaitement la situation. Si Largo Caballero était intervenu fermement dès le départ en suivant les recommandations faites par Melchor Rodríguez, le PCE – agissant toujours sur le fil du rasoir et s'appuyant sur tous ses infiltrés dans les autres partis – en aurait tiré les conséquences au-delà de la simple dissolution du CPIP.

Si l'on s'en tient aux faits, les communistes et leurs alliés russes seront parvenus à leurs fins en amenant le comité de Défense régional CNT-FAI à soutenir leur politique répressive. Avant même de se réunir ce 8 novembre, le comité national de la CNT est mis devant le fait accompli : l'adhésion à la JDM officialisée la veille, les socialistes et républicains sont partis à Valence ou ont rejoint massivement les rangs du PCE – JSU, laissant le champ libre aux communistes qui contrôlent dorénavant les principaux leviers du pouvoir au sein de la junte de Défense.

Le PCE prend le pouvoir via la junte de Défense. Acte final

En réalité, les événements s'accélérent et tout s'est déjà joué dans la nuit du 6 au 7 novembre. À peine Miaja et Pozas ont-ils pris connaissance des missives de Largo Caballero que Pedro Checa ⁵¹ et Antonio Mije ⁵², dirigeants du PCE à Madrid, négocient, dès la fin de l'après-midi, avec Miaja l'entrée des communistes à la junte de Défense de Madrid. Santiago Carrillo et son suppléant et bras droit José Cazorla ainsi que Segundo Serrano Poncela – tous trois membres des JSU ⁵³, auxquels il faut ajouter Mije et son suppléant Isidoro Diéguez Dueñas – sont déjà à pied d'œuvre pour s'accaparer les conseils de la Guerre et de l'Ordre public ⁵⁴. Miaja et Rojo (immédiatement nommé par Miaja pour le seconder) passent une partie de la nuit du 6 au 7 novembre à faire le point sur l'armement et les forces dont ils disposent. Le matin du 7 novembre, dès 7 h, Miaja prend contact l'ensemble des autres partis et syndicats pour former sa junte. D'après le contenu de la lettre ⁵⁵, cette junte devait être constituée sur le modèle du gouvernement avec les mêmes partis et proportionnellement à leur participation. En fait, la junte sera élargie. L'UGT et le Parti syndicaliste de l'ex-cénétiste Ángel Pestaña en feront partie mais pas le POUM. Ce dernier, beaucoup moins implanté qu'en Catalogne, subissait l'ostracisme et l'hostilité totale du PCE : sa non-participation était non négociable par ce dernier et ses satellites.

Le quotidien de Madrid, *El Sol* du 8 novembre informe de la tenue d'une réunion convoquée la veille avec Miaja à 17H, dont l'objet est d'organiser une Junte de Défense de Madrid (JDM). Sont présents les communistes Carrillo et Mije, le socialiste Crescenciano Bilbao et Ángel Pestaña, du Parti syndicaliste. La CNT non mentionnée semble en être absente. *El Sol* publie une première liste officielle où apparaît la composition par partis et syndicats, sans les noms des conseillers : deux postes de conseillers pour la Production sont attribués à la CNT et deux postes pour l'Information aux Jeunesses libertaires (FIJL). C'est le résultat tangible du forcing opéré par le PCE et sa succursale des JSU, présents en force auprès de Miaja dès que sa nomination fut rendue officielle dans la nuit du 6 au 7 novembre, puis lors d'une seconde réunion avec ce dernier le 7 novembre à 17 h. Les communistes en profitèrent pour s'arroger les postes les plus importants politiquement, comme la Guerre et l'Ordre public.

L'*ABC* du 8 novembre confirme la tenue d'une première réunion – qui s'est terminée à 2 h 30 du matin du même jour – de mise en place de la JDM. C'est sans doute à ce moment-là que la CNT et la FIJL officialisent leur adhésion à cet organisme et y désignent leurs représentants. L'*ABC* du 9 novembre signale que la JDM s'est à nouveau réunie le 8 novembre dans l'après-midi, et il donne la liste de tous ses membres où apparaissent les noms des conseillers cénétistes, Amor Nuño et le jeune libertaire Mariano García Cascales.

Le champ est désormais libre pour Miaja et le PCE. Celui-ci place Carrillo à l'Ordre public, Pablo Yagüe Estebaranz au Ravitaillement, et Mije à la Guerre. Et l'on ne compte pas les philo-communistes déguisés comme le socialiste Frade, sans oublier le propre Miaja dont on dit qu'il a déjà en poche la carte du PCE. Amor Nuño et Mariano García occupent des postes

⁵¹ Pedro Checa, principal dirigeant resté sur place, était aussi membre du NKVD en tant que secrétaire à l'organisation du PCE.

⁵² Díaz et Mije étaient tous les deux *panaderos* de profession, membres du syndicat CNT de l'Alimentation de Séville. Le prestige de Díaz était important, et après sa sortie de prison, où il devint communiste, il entraîna bon nombre de sympathisants et d'adhérents de la CNT. La section PCE de Séville devint la seconde d'Espagne après le noyau originel qui provenait du Pays basque.

⁵³ Jeunesses socialistes unifiées, issues de la fusion des jeunes PCE et PSOE mais en réalité largement noyautées, surtout à Madrid, par les sympathisants de la III^e internationale. Son dirigeant, le jeune Santiago Carrillo (dont le père Wenceslas resta fidèle au PSOE et fera partie de la junte de Casado en mars 39), cacha son adhésion au PCE et ne la rendit officielle que le jour où il intégra la junte de Miaja le 6 novembre. https://es.wikipedia.org/wiki/Juventudes_Socialistas_Unificadas. Site en espagnol.

⁵⁴ Paul PRESTON, *Une guerre d'extermination. Espagne 1936-1945*, Paris, Belin, 2017.

⁵⁵ Voir *supra* note 10.

sans commune mesure avec l'influence réelle de la CNT à Madrid : conseiller à l'Industrie de guerre – Madrid est faiblement industrialisé – et conseiller à l'Information et liaisons, même si ce dernier poste permet d'avoir la haute main sur le renseignement.

La CNT madrilène propose de nommer Durruti et Casado pour diriger le secteur Centre

Simultanément, le 8 novembre, se réunissaient les instances de la CNT madrilène. Mis devant le fait accompli de la venue de Durruti à Madrid à l'initiative de la CNT catalane, la CNT de la région Centre et le comité national devaient aussi prendre rapidement position après la mise en place de la JDM, qui avait changé la donne. Car leur plan initial conçu avant le 8 novembre prévoyait de nommer le tandem Durruti-Casado à la tête de la défense de la capitale. À ce moment-là, Durruti n'avait pas encore donné son aval pour venir à Madrid ; les émissaires de la CNT partis en Aragon pour le convaincre n'avaient pu le rencontrer ; ils lui avaient juste transmis un message par l'intermédiaire de Montseny. Pensant prendre de court le PCE qui se renforçait de jour en jour dans la capitale, et nourrissant des craintes au sujet de l'arrivée des Brigades Internationales qui renforcerait le poids des communistes, la CNT de Madrid – comptant sur l'appui des quatre ministres anarchistes – avait échafaudé un scénario. Selon Miguel Amorós ⁵⁶, il s'appuyait sur les 10 000 miliciens des colonnes Mera, Del Rosal, Tierra y Libertad, Villanueva et Durruti que le comité de Défense régional de la CNT Madrilène, dont Eduardo Val était le secrétaire, coordonnerait. Comptant sans doute sur la complicité de Largo Caballero, ils pensaient substituer Miaja par Casado, placé sous les ordres de Durruti.

Car lors des négociations pour l'entrée de ministres de la CNT au gouvernement courant octobre, il avait déjà été question que Durruti vienne défendre la capitale et soit ainsi nommé, avec l'accord de Largo Caballero, grand chef militaire de la défense de Madrid en tant que « *generalísimo del sector Centro* ». Cette nomination figurait-elle dans la « corbeille de mariage » lors des tractations finales – entre le 1^{er} et le 4 novembre - portant sur l'entrée de la CNT au gouvernement ⁵⁷ ? Le passage suivant du compte-rendu de la réunion de la CNT du 8 novembre portant sur une proposition faite « *por el Gobierno hace unos ocho días* » pourrait le laisser suggérer car il renvoie à la date du 1^{er} novembre ; dans tous les cas, on voit que Durruti l'a repoussée :

Il est rendu compte du refus de Durruti quant à la proposition de le nommer généralissime du secteur Centre qui lui a été faite par le gouvernement il y a environ huit jours, ainsi que de la situation des forces qu'il envoie à Madrid et du voyage de deux membres du comité national pour le rencontrer et le convaincre de la nécessité de sa présence ici. ⁵⁸

González Inestal – dont on ne sait pas s'il parle en son nom propre ou s'il se fait le porte-parole de la majorité des membres réunis – dénonce l'ensemble du dispositif militaire autour de Madrid comme manquant de cohésion ; la proposition d'unifier les commandements dans la région Centre sous l'autorité de Casado est réitérée. Tout risque de « concurrence » avec Durruti est écarté :

Sur la rivalité qui pourrait exister entre Casado et Durruti à cause de la venue de ce dernier, tous estiment qu'il n'y aura aucun problème vu que l'un est un technicien militaire et qu'il peut être placé

⁵⁶ AMORÓS, 2016, p. 118.

⁵⁷ García Oliver semble être hors-jeu dans ce scénario et n'est pas consulté ni informé de cette proposition.

⁵⁸ Traduction de l'original :

« *Se da cuenta de la negativa de Durruti a la propuesta de nombramiento de Generalísimo del sector del Centro que se le hizo por el Gobierno hace unos ocho días, y de la situación de las fuerzas que manda a Madrid y del viaje de dos miembros del Comité Nacional para verle y convencerle de la necesidad de su presencia aquí.*

« *Acta de la reunión celebrada el día 8 de noviembre de 1936, en el local del Comité Nacional de la C.N.T. entre distintos miembros de Comités responsables de la Organización confederal en Madrid.* » Archives CNT, IISG Amsterdam.

sous les ordres de l'autre, qui doit être celui qui, par sa présence, relèvera le moral de tous les combattants de ce Secteur.⁵⁹

Il propose de fixer un ultimatum de quatre heures au gouvernement pour que Largo Caballero signe un décret nommant Casado chef des opérations. Il ajoute qu'il faudra passer par-dessus le président du conseil en cas de refus. González Inestal a bien compris que Miaja et Rojo, nommés respectivement chef de la junte de Défense de Madrid et chef d'état-major de Miaja, sont entre les mains des Russes, et que Casado – plus capable militairement, selon lui, et de plus très hostile aux communistes – serait une garantie pour la CNT. Le 8 novembre est aussi le jour où le PCE, avec son Ve régiment, tous ses commandants et militaires russes, leurs tanks et avions, déroule le tapis rouge à Miaja. Ils sont tous aux ordres du président de la junte pour commencer la bataille de Madrid, comme nous le rapporte Bolloten.

Que peuvent alors valoir la proposition de nommer Durruti « *generalísimo del sector Centro* » ou celle du tandem Durruti-Casado discutée le 8 novembre ?

Le 4 septembre 1936, suite à la chute la veille de Talavera de la Reina, Largo Caballero a remplacé Giral comme président du conseil et pris la charge de ministre de la Guerre. Il a nommé le jour même par décret, paru dans la *Gaceta de Madrid*, le colonel Asensio Torrado au grade de général du Théâtre des opérations militaires de la zone Centre (TOCE). Il fut chargé de déployer les milices à l'ouest de Madrid et d'empêcher l'avancée sur la capitale des troupes de Yagüe. Dans un deuxième temps, le 23 octobre 1936, le général Asensio fut nommé sous-secrétaire du ministère de la Guerre, Pozas prit la direction du TOCE et Miaja celle de la 1^{ère} division organique⁶⁰ de l'armée. L'ensemble de ces trois postes stratégiques était ainsi pourvu quand se tint le 8 novembre à Madrid la réunion des instances de la CNT. Mais cette première réorganisation de l'armée du Centre n'était que provisoire. Le front au sud-ouest de la capitale craquait déjà de partout et, fin octobre, les « nationaux » étaient aux portes, au sud de Madrid. Ils n'auront été retardés dans leur avancée que par la décision politique de Franco, le 20 septembre, de déplacer des troupes de Yagüe et de les porter au secours de l'Alcazar de Tolède⁶¹.

En réalité, tout ce qui touchait de près ou de loin à la question du « *generalísimo del sector Centro* », qu'elle soit évoquée par Montseny ou lors de la réunion de la CNT du 8 novembre, était déjà remis en question dès le 6 novembre avec la seconde réorganisation militaire de Madrid et les rôles attribués respectivement à Miaja et à Pozas. Miaja récupère la défense de Madrid et Pozas dirige la zone Centre. Ainsi au comité national de la CNT à Madrid, « *los distintos miembros de Comités responsables de la Organización confederal en Madrid* » discutent doctement de propositions concernant Durruti... qui ne sont plus d'actualité. C'est le prolongement des manœuvres directes et indirectes visant à faire venir Durruti à Madrid à tout prix comme signe de bonne volonté et de ralliement politique au gouvernement de Largo Caballero.

⁵⁹ *Ante la competencia que parece pudiera existir entre Casado y Durruti de venir éste, se estimando todos no habrá ninguna cuestión ya que el uno es técnico militar y puede figurar a los órdenes del otro, que ha de ser quien con su presencia levantará la moral de todos los combatientes de éste Sector.* » (Ibid., in AMORÓS, op. cit. p. 119).

⁶⁰ Organigramme à la veille du coup d'État :

La I División tenía su cabecera en la villa de Madrid, abarcando la región de Castilla La Nueva y parte de Extremadura con las provincias de Badajoz, Madrid, Toledo, Ciudad Real, Cuenca y Guadalajara. Estaba al mando del general de división Virgilio Cabanellas Ferrer.

Source : https://es.wikipedia.org/wiki/Organización_territorial_del_Ejército_español_en_1936

Le 18 juillet, Azaña destitue les généraux félons, dont Virgilio Cabanellas Ferrer, qui commandait Madrid et la 1^{ère} région militaire. C'est le frère du sanguinaire Cabanellas de Saragosse. Miaja devient ministre de la Guerre dans l'éphémère gouvernement Martínez Barrio puis décline le poste sous le gouvernement Giral.

⁶¹ Yagüe est furieux car il sentait Madrid largement à sa portée par une offensive éclair dans la foulée de la prise de Talavera. Cette incartade lui coûtera son poste : il sera écarté par Franco de la bataille de Madrid qui s'annonce et remplacé par Varela.

Concrètement, le comité national de la CNT renonce à prendre la tête de la défense de Madrid et à utiliser tous les moyens, y compris extra-légaux, pour imposer sa politique. Nous sommes loin des acclamations des anarchistes madrilènes “; Viva Madrid sin gobierno !” entendues lors du départ du gouvernement vers Valence dans la nuit du 6 novembre. Cette fuite fut assimilée à un abandon et le gouvernement vilipendé.

Mera n’assiste pas à la réunion CNT du 8 novembre à Madrid, et à peine arrivé dans la capitale au petit matin de ce même jour, il rencontre Miaja vers 11 h. Mera dira que les miliciens de la colonne Del Rosal, du commandant Palacios ⁶², sont à la disposition de Miaja pour monter au combat dès le lendemain matin. Mera ajoutera plus tard que Miaja lui paraissait plutôt honnête mais il se rendra compte rapidement qu’il n’est entouré que de communistes et d’assesseurs soviétiques, prêts à tout pour envoyer les milices confédérales dans les zones les plus exposées.

La proposition finale de nommer Durruti et Casado pour diriger la défense de Madrid n’aura pas survécu à l’adhésion de la CNT-FAI-FIJL à la junte de Défense. Mais elle ne tombera pas dans les oubliettes pour autant, comme nous le verrons plus loin, avec la proposition de García Oliver formulée le 14 novembre de procéder au remplacement de Miaja par Durruti à la tête de la JDM.

Les conditions de l’arrivée de Durruti à Madrid

Durruti est dans la capitale dans l’après-midi du 13 novembre, et il est suivi le lendemain par ses miliciens en provenance de Barcelone via Valence. Les colonnes d’Aragon et de Catalogne à majorité PSUC-UGT sont arrivées à Madrid le 12 novembre. Elles représentent en définitive un effectif de 2500 hommes pour la colonne Libertad-López Tienda et la colonne Carlos Marx auto-proclamée division. Celui de la colonne Durruti au départ de Barcelone était de 1200 miliciens, auxquels seraient venus s’ajouter en cours de route 300 autres. Dans un court entrefilet lyrique en page 5 de l’édition du 12 novembre, *Solidaridad Obrera* voit déjà l’ombre de Durruti à Madrid dès le 11 novembre et va jusqu’à annoncer : « ; Durruti, con 4.000 hombres, llega a Madrid ! » ⁶³.

À la tête d’une colonne numériquement faible, mal armée, sans les moyens promis sur place par Largo Caballero, et avec une CNT madrilène court-circuitée par celle de Catalogne, Durruti arrive en terrain miné. Cipriano Mera dit ne l’avoir rencontré que vers le 16 novembre. Miguel Amorós donne une date plus conforme à la réalité en situant dans la soirée du 13 novembre leur entrevue au comité de Défense de la CNT, en présence d’Eduardo Val. Cipriano propose à Buenaventura d’unir leurs forces et de les placer sous la direction de Durruti. Cette option qu’il veut imposer à Miaja s’avèrera impossible car la colonne de Mera a été déjà engagée par ce dernier sur un autre secteur. Mera et Durruti essaient de peser ensemble sur les décisions militaires mais ils se retrouvent isolés, sans réelle marge de manœuvre, quasiment pieds et poings liés sous les ordres directs et non négociables de Miaja. Cela devient une habitude, Durruti doit se débrouiller seul avec ses miliciens et sans l’aide de troupes supplémentaires sous ses ordres. C’est ce qu’il va faire en se jetant à corps perdu dans la bataille, dans l’un des secteurs les plus exposés de Madrid.

⁶² https://es.wikipedia.org/wiki/Milicias_Confederales_de_la_CNT_del_Centro

⁶³ <http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19360000/19361112.pdf>

Comme nous le verrons plus loin, la *Soli* fait une addition erronée des forces envoyées de Catalogne, car les colonnes communistes refuseront, après leur arrivée à Madrid, d’être commandées par Durruti !

Sur les chiffres au départ de Barcelone, voir *Umbral*, la revue de la CNT de Valence, avec un article à la gloire de la 26e division, dont ce passage sur la colonne Durruti à Madrid figure pp. 26 et suivantes : <http://hemerotecadigital.bne.es/issue.vm?id=0025756652&search=&lang=fr>

Chapitre III Retour sur les différentes propositions de commandement faites à Durruti

La proposition de García Oliver de placer Durruti à la tête des trois Brigadas Mixtas (BM)

Une fois le nouveau gouvernement mis en place le 4 novembre, Largo Caballero a tout intérêt à profiter des bonnes relations avec ses nouveaux amis de la CNT. L'objectif est d'aller vite vers la militarisation des milices et de réorganiser l'armée rebaptisée *Ejército Popular de la República* (EPR). Il va donc imposer la création d'un état-major central (officialisée le 20 novembre ⁶⁴) placé sous l'autorité du ministre de la Guerre. La priorité était d'avoir des officiers sûrs qui ne seraient plus sous la férule du PCE comme Miaja et Rojo. Ce plan prévoyait la militarisation des milices des partis, syndicats et organisations via la constitution de BM en préparation depuis la mi-octobre 36. Dans ces conditions, demander, le 10 novembre, que Durruti soit nommé à la tête de trois BM, comme le fait García Oliver, revenait implicitement à avaliser la militarisation en cours des milices. Il en avait déjà accepté le principe en soutenant le décret de militarisation du 24 octobre en Catalogne. On comprend mieux les réticences de Durruti.

Si l'on revient à cette idée première de García Oliver, seules quatre BM – les 2, 3, 5 et 6 – sont réellement aptes à participer à la bataille de Madrid le 5 novembre 36. Il faut aussi compter la 1.^a BM de Líster déjà en place au sud de la capitale. La 4.^a BM constituée début novembre ne sera engagée que vers le 17 dans la bataille de Madrid. Il n'y a donc aucune BM disponible et susceptible d'être dirigée par Buenaventura, puisque les six BM sont toutes sous contrôle direct du PCE. Ce dernier en aurait fait un *casus belli* avec Largo Caballero et aurait refusé de céder le moindre commandement.

Les six premières Brigades mixtes ont été créées le 18 octobre, même si leur organisation mettra un certain temps à se finaliser. La 1.^a était dirigée par Enrique Líster, la 2.^a par Jesús Martínez de Aragón, la 3.^a par José María Galán, la 4.^a par Eutiquiano Arellano, la 5.^a par Fernando Sabio et la 6.^a par Miguel Gallo Martínez. Sur les six premiers commandants des Brigades mixtes, trois possédaient la carte du PCE (Líster, Arellano et Gallo). Plusieurs de ces commandants communistes provenaient du Cinquième régiment, qui s'était distingué dans les combats autour de la capitale durant les premiers mois de la guerre ⁶⁵.

Nous complétons cette notice très utile sur la création et la composition des différentes BM : la 2.^a BM est sous le commandement de Martínez de Aragón ⁶⁶ qui intégra le V.^e régiment du PCE après juillet 36. La 3.^a BM est sous le commandement du lieutenant-colonel José María Galán qui a pris sa carte du PCE en juillet 36 ⁶⁷. Il en va de même avec la 5.^a BM sous les ordres de Sabio Dutoit ⁶⁸, chef honoraire du Quinto Regimiento. Tous ces officiers communistes ou philo-communistes, sous la houlette du commandant Carlos – de son vrai nom Vittorio Vidali, l'émissaire du Komintern aux côtés des Modesto et Valentín González, dit El Campesino –, ont en effet participé à la création du V.^e régiment dès le 20 juillet 36. El

⁶⁴ dont le chef sera le général Martínez Cabrera :

https://es.wikipedia.org/wiki/Toribio_Mart%C3%ADnez_Cabrera

⁶⁵ Traduit de l'espagnol : « *Las seis primeras Brigadas Mixtas fueron creadas el 18 de octubre, aunque su organización tardaría un tiempo en completarse. La 1.^a estuvo liderada por Enrique Líster, la 2.^a por Jesús Martínez de Aragón, la 3.^a por José María Galán, la 4.^a por Eutiquiano Arellano, la 5.^a por Fernando Sabio y la 6.^a por Miguel Gallo Martínez. De los seis primeros mandos de las Brigadas Mixtas, tres de ellos tuvieron el carné del PCE (Líster, Arellano y Gallo). Muchos de estos mandos comunistas procedían del Quinto Regimiento, que se había destacado en los combates alrededor de la capital durante los primeros meses de la guerra.* » Source en espagnol : https://es.wikipedia.org/wiki/Brigada_Mixta

⁶⁶ Source en espagnol : https://es.wikipedia.org/wiki/Jesús_Martínez_de_Aragón

⁶⁷ Source en espagnol : https://es.wikipedia.org/wiki/José_María_Galán

⁶⁸ Source en espagnol : https://es.wikipedia.org/wiki/Fernando_Sabio_Dutoit

Quinto Regimiento devait servir de matrice au PCE pour la future EPR afin d'y attirer les officiers de carrière en leur offrant un cadre militaire traditionnel et discipliné très éloigné de l'esprit des milices confédérales.⁶⁹

García Oliver ne dit pas à quelles BM il pensait. Séduisante sur le papier, son idée se heurtait pratiquement à des difficultés insurmontables puisque les six BM étaient sous commandement communiste, et que Durruti était sans troupes de fait, comme tous les délégués de colonnes à partir du moment où ils intégraient une Brigade mixte.

Nommer Durruti major à Madrid aurait été, semble-t-il, plus grandiose, de la part de Largo Caballero, que de le nommer à la place de Miaja. Chaque BM disposait en effet d'un effectif moyen de 4000 hommes. Trois BM formaient une division pouvant être commandée par un major, grade le plus élevé accessible à un civil issu des milices. Une fois major, Durruti aurait eu 12 000 hommes sous ses ordres. C'est, ni plus ni moins, ce qu'obtiendra Mera en mars 37 en commandant la 14e division⁷⁰.

Dans une interview faite par Freddy Gomez en juin 1977⁷¹, García Oliver revient sur le départ de Durruti pour Madrid. Il dit lui avoir demandé d'accepter une proposition, jusqu'alors inconnue, de commandement... d'un corps d'armée composé de trois divisions :

Q : Il existe, à propos du départ de Durruti vers Madrid, deux thèses contradictoires : l'une atteste qu'il y est allé contraint et forcé ; l'autre qu'il était d'accord avec cette décision. Quel est ton point de vue ?

R : Quand on décida d'envoyer Durruti et une partie de sa colonne à Madrid, j'ai eu l'occasion de le rencontrer. Il est venu à Valence et je l'ai accompagné jusqu'à Madrid. Il m'a expliqué comment cette décision avait été prise par Montseny, Santillán et Marianet. On lui a fait croire qu'il était le seul à pouvoir sauver Madrid. Pure démagogie ! Durruti a résisté, mais il a fini par céder. Au lieu d'aller à Madrid dans les conditions où on l'envoyait, je l'ai alors convaincu d'accepter que le ministère de la Guerre lui confie le commandement d'un corps d'armée. C'est avec ce projet qu'il est revenu à Barcelone pour choisir des camarades de confiance de sa colonne afin de les intégrer au corps d'armée qu'il devait commander. Mais Montseny, Santillán et Marianet sont revenus à la charge, en rajoutant une couche de démagogie : si Durruti n'allait pas à Madrid, il perdait son honneur, disaient-ils. C'est ainsi qu'ils l'ont embarqué dans cette sale histoire... C'est à Valence, une nuit, alors que je dormais à mon hôtel, qu'on m'a réveillé pour m'indiquer le changement de programme. En bas, Montseny et Durruti m'attendaient dans une voiture. J'ai écouté ce qu'ils avaient à me dire, puis je me suis adressé à Federica : « Vous voulez quoi, qu'on le tue ? » Et, de fait, c'est à la mort qu'on l'envoyait. Les conditions dans lesquelles Durruti partait pour Madrid étaient invraisemblables. À quoi pouvaient bien servir 200 ou 300 hommes de plus sur un front comptant déjà environ 200 000 hommes ? Que pouvait faire Durruti dans une ville qu'il méconnaissait complètement et où ses hommes seraient mis sous contrôle de l'État-Major, avec obligation de se plier à ses choix stratégiques ? Ma proposition était très différente : un corps d'armée de trois divisions sous ses ordres avec autonomie de commandement. Je le répète : dans les conditions où Durruti est parti pour Madrid, sa mort était certaine.

Dans ses mémoires écrites dans la même période, García Oliver évoquait pourtant sa proposition de major de trois BM, soit l'équivalent d'une division. Il y a une confusion entre les effectifs d'une BM et d'une division mais l'idée est là !

Alors comptait-il sur les milices confédérales en cours de militarisation pour constituer de nouvelles BM octroyées à Durruti ? Le journaliste et écrivain anarchiste Eduardo de Guzmán cite, quant à lui, le chiffre de 65 000 combattants recensés fin janvier 37 pour les seules

⁶⁹ Les autres BM ne seront progressivement mises en place que durant l'hiver 36, puis au cours des années 37 et 38. D'autres se constitueront aussi du côté du Levant et en Andalousie.

https://es.wikipedia.org/wiki/Anexo:Brigadas_Mixtas_del_Ejército_Popular_de_la_República

⁷⁰ Au début de 1938, Mera, Major de milices, prendra le commandement du IV^e corps d'armée ; puis il sera nommé lieutenant-colonel par décret du 4 avril 38.

http://bibliotecavirtualdefensa.es/BVMDefensa/i18n/publicaciones/numeros_por_mes.cmd?idPublicacion=31&anyo=1938. Voir Année 38 puis n° 81 du 5 avril 38 pour la nomination de Cipriano Mera.

⁷¹ <http://acontretemps.org/spip.php?article40>

milices confédérales du secteur *Centro* ⁷². On se souviendra aussi [*cf. supra* p. 16] du scénario de la CNT de Madrid s'appuyant sur 10 000 miliciens, et de la déclaration de González Inestal le 8 novembre, constatant que 15 000 hommes étaient complètement inactifs dans le secteur Centre en y incluant les colonnes opérant entre Tolède et Aranjuez.

Après l'entrevue avec Federica et Buenaventura le 13 novembre à Valence, García Oliver ne reparlera plus de ce poste de major. Pour autant, il ne veut pas lâcher Durruti et se raccroche à l'idée de le voir supplanter Miaja, tombé rapidement en disgrâce auprès de Largo Caballero.

Largo Caballero – le Lénine espagnol ⁷³ – était un politicien madré et manipulateur. Il connaissait très bien la CNT pour l'avoir farouchement combattue lorsqu'il était conseiller sous la dictature de Primo de Rivera, et il pensait pouvoir l'instrumentaliser pour mieux servir ses intérêts. Dans ses *Mis recuerdos. Cartas a un amigo* ⁷⁴, Largo Caballero ne fait pas état d'une quelconque proposition de nommer Durruti ministre, major ou *generalísimo* à la place de Miaja. On pourra objecter que Durruti une fois mort, à quoi bon revenir sur ce qui est resté à l'état embryonnaire. Mais c'est dire tout le « respect » qu'il avait pour Durruti qu'il savait intransigeant. Il est à noter que ce dernier n'est cité qu'une seule fois, le jour de sa disparition, et García Oliver quatre fois ! C'est maigre comme bilan pour la CNT et pour García Oliver qui se voyait comme l'interlocuteur et partenaire privilégié de Largo Caballero, et comme un allié contre l'hégémonie rampante du PCE.

La création du conseil supérieur de Guerre (CSG)

La création du CSG le 9 novembre 36 à 16 heures ⁷⁵ [*cf. supra* p. 10] ne fut que le prolongement d'une série de demandes faites séparément par la CNT et le PCE à Largo Caballero entre septembre et octobre 36.

Depuis la fin août, les instances de la CNT réfléchissaient à l'idée de dissoudre le CCMA et de négocier directement avec Largo Caballero en vue de former « *un gouvernement ouvrier à la base composé par la CNT et l'UGT, baptisé Conseil national de défense* » ⁷⁶. Cette demande fut adressée par la CNT après la dissolution officielle du CCMA le 2 octobre. « Enclin à accepter cette proposition, Caballero fut rappelé à l'ordre par son surveillant Rosenberg ⁷⁷ ». Et dans un rapport envoyé le 17 octobre 36 ⁷⁸ au Komintern, André Marty ⁷⁹, l'inspecteur général des Brigades internationales rappelait que le comité national de la CNT avait exigé que le « conseil de Défense national » soit présidé par Largo Caballero et composé de cinq représentants de l'UGT, le syndicat lié au PSOE, cinq de la CNT et quatre républicains. Marty soulignait que les communistes n'en faisaient pas partie – la réponse tout en ironie... de la CNT au CC du PCE consista à dire qu'ils y étaient déjà très bien représentés, le PCE étant présent à l'UGT, et qu'un accord avait déjà été trouvé avec les socialistes.

⁷² https://es.wikipedia.org/wiki/Milicias_Confederales_de_la_CNT_del_Centro

⁷³ L'appareil de propagande du PSOE lança ce slogan en 1933 pour signifier le nouveau cours radical et révolutionnaire du PSOE.

⁷⁴ Francisco LARGO CABALLERO, *Mis recuerdos. Cartas a un amigo*, Mexico, Ediciones unidas, 1976.

⁷⁵ Dans ses mémoires, García Oliver dit qu'il a élaboré l'idée d'un CSG lors d'une réunion des quatre ministres cénétistes avec Horacio Prieto, afin de ne pas laisser toute la conduite de la guerre à Largo Caballero et Indalecio Prieto. L'annonce aurait pu avoir lieu le 7 novembre à Valence lors d'un conseil des ministres précédant le départ de García Oliver et Largo Caballero pour Madrid. Un passage dans l'article d'El Sol du 9 novembre 36, en page 4, fait référence à un communiqué en date du 8 novembre entérinant le principe d'un conseil de Guerre. Le président du conseil en accepte le principe et laisse aux autres ministres 48 h pour donner leur accord et celui de leurs partis.

⁷⁶ Abel PAZ, *op. cit.* p. 626.

⁷⁷ (*Ibid.*). Ambassadeur soviétique depuis août 1936 à Madrid, puis à Valence, Rosenberg sera rappelé en URSS en février 1937 pour disparaître dans les purges de 1938.

⁷⁸ RADOSH, HABECK et SEVOSTIANOV, *op. cit.* Voir document 15.

⁷⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/André_Marty. Il sera plus tard surnommé le « boucher d'Albacete ».

Plus loin, Marty évoquait une entrevue entre Mije et Largo Caballero le 17 septembre 36 pour proposer à ce dernier la création d'un conseil militaire. Largo Caballero en serait le président avec les membres suivants : le socialiste Indalecio Prieto, Mije – l'ex-CNT devenu communiste, le républicain de gauche Just et le « président de la CNT », qui ne peut être que Horacio Prieto. Puis, le 30 septembre 36, une délégation du CC du PCE – Díaz, Mije et les ministres Uribe et Hernández – réclama à nouveau la création d'un comité militaire et d'un état-major de l'armée du Centre avec des militaires procommunistes. Marty voyait la main des anarchistes dans le nouveau refus du président du conseil.

Le 15 octobre 36, Largo Caballero finira par opposer une réponse sèche et ferme aux diktats du PCE en mettant en place un commissariat général à la Guerre ⁸⁰. Ses attributions en faisaient essentiellement un organe de propagande via des journaux, revues et activités culturelles pour y insuffler un esprit unitaire et combatif entre miliciens, soldats et militaires professionnels républicains.

Largo Caballero préside le CSG ce 9 novembre avant son départ pour Madrid. García Oliver est le seul ministre cénétiste à y participer. En firent partie, pour les plus connus, le ministre PCE de l'Agriculture Uribe et le ministre d'État et commissaire général à la Guerre, Del Vayo ⁸¹. La réunion se termine à 20 h 15. Les réunions suivantes se déroulèrent toujours après celles du conseil des ministres, et ce en principe tous les deux jours. C'est dans ce cadre que García Oliver va proposer à Largo Caballero de remplacer Miaja par Durruti.

García Oliver à la manœuvre pour faire nommer Durruti à la place de Miaja

La lecture des journaux de Madrid, dont l'ABC monarchiste devenu républicain de gauche, permet de dater les séjours respectifs à Madrid de García Oliver, Álvarez del Vayo et Largo Caballero – membres du CSG. Dans ses mémoires – où il est parfois difficile de se repérer tant les événements s'entremêlent –, García Oliver aurait proposé dès le jour de la création du CSG – soit le 9 novembre - la candidature de Durruti pour remplacer Miaja, nommé président de la JDM le 6 novembre. Visiblement, Garcia Oliver aurait fait cette proposition sans avoir pris la peine d'en avertir Buenaventura. Le ministre de la Justice avait compris que Largo Caballero souhaitait se débarrasser du général qu'il jugeait déloyal envers le gouvernement. Puis, après avoir rencontré Durruti le lendemain, soit le 10 novembre à Madrid en présence de Largo Caballero, Garcia Oliver aurait fait une seconde proposition : nommer Durruti major des trois BM. Nous y reviendrons plus loin.

Si le conseil des ministres ne peut se réunir le 11 novembre à Valence, vu le nombre d'absents, dont trois ministres ⁸², le suivant se tient le 14 novembre à Valence. Largo Caballero et Del Vayo sont rentrés de Madrid vers 19 h, mais García Oliver et Montseny seraient restés à Madrid pour assister le 12 novembre à la réunion de la JDM à Madrid où il est débattu du sort des prisonniers. On ne peut pour autant écarter la présence du premier le 14 novembre à Valence : García Oliver aurait pu matériellement rentrer en toute fin de journée, à temps pour assister au CSG ⁸³.

⁸⁰ <http://pares.mcu.es/ParesBusquedas20/catalogo/autoridad/123192>. Site en espagnol. Voir onglet Historia.

<https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1936/290/B00354-00355.pdf> : pour le décret signé Largo Caballero, voir p. 355.

⁸¹ Bien que socialiste proche du « Lénine espagnol », Del Vayo est en réalité un philo-communiste dénoncé comme agent communiste par Largo Caballero dans ses mémoires ainsi que par Bollothen. C'est aussi confirmé dans les rapports envoyés à Moscou où il est cité. Voir Boris VOLODARSKY, *El caso Orlov. Los servicios secretos soviéticos en la guerra civil española*, Crítica, 2013.

⁸² Álvarez del Vayo assiste à une réunion de la junte de Défense. García Oliver est signalé à Madrid, sans plus de précision, par *La Voz* et *El Sol* du 12 novembre 36. L'ABC du 13 novembre, confirme sa présence la veille à une réunion de la JDM.

⁸³ Seuls les procès-verbaux des réunions officielles de la République pourraient permettre de trancher définitivement le débat sur la bonne date. En effet, l'agence Febus, qui rédige les dépêches reproduites par les

Le conseil des ministres du 16 novembre, suivi de la réunion du CSG, se réunit à Valence, mais sans donner lieu à compte rendu dans la presse. Le fait est simplement rapporté par le journal *El Sol* du 17 novembre, mais il est aussi certifié par *La Libertad* du même jour. Une réunion a lieu deux jours plus tard, le 18 novembre, à Valence, mais on ne trouve pas dans la presse d'informations précises sur l'ordre du jour. García Oliver assista de manière certaine aux deux dernières rencontres.

Retour sur la rivalité entre Largo Caballero et Miaja selon Chaves Nogales

Au-delà de ces rencontres, la proposition de García Oliver concernant Durruti – dont nous discuterons la date du 9⁸⁴ – intervient effectivement sur fond de rivalité récurrente entre Largo Caballero et Miaja. Manuel Chaves Nogales l'évoque dans une série d'articles écrits et parus en 1938 dans la presse mexicaine – aujourd'hui regroupés dans un livre *La Défense de Madrid*⁸⁵. Dans ces textes écrits dans un style romanesque et sous influence communiste, il ne cesse de faire un éloge appuyé de Miaja et relate divers épisodes du conflit latent entre les deux hommes, en partie sur fond de jalousie de Largo Caballero à la vue de Miaja couvert de gloire.

Dès le départ, Miaja n'a guère apprécié les conditions dans lesquelles il a été désigné président de la junte de Défense. Persuadé que Largo Caballero lui tend un piège et que ce dernier a élaboré un plan destiné à le sacrifier, Miaja se voit conforté et ragaillardi par l'adhésion des partis et syndicats à sa junte, et par l'appui inconditionnel du PCE. Dans un climat d'abandon et de panique, Miaja voit d'un bon œil que les staliniens fassent office de garants du maintien de l'ordre et prennent de fait le contrôle de la défense de la capitale.

Si l'on suit la chronologie, le récit de Chaves évoque au moins deux, voire trois, tentatives de faire venir autoritairement Miaja à Valence, dont la première pourrait se situer vers le 9 novembre, et une autre le 17. À chaque fois, Miaja refuse d'obéir ou s'arrange pour ne pas venir. Le 9 novembre, il refuse d'aller rendre des comptes à Largo Caballero afin de ne pas être ensuite accusé de fuite. Le 17, légèrement blessé lors d'une sortie sur le terrain, il refuse de se déplacer. Voyant que Miaja prétexte une perte de temps trop importante, Largo Caballero lui répond deux jours après en mettant un petit avion à sa disposition. Miaja juge alors sa taille peu digne de son rang et craint pour sa propre sécurité. Les échanges auraient eu lieu à coups de télétypes⁸⁶.

Le premier refus pourrait expliquer le départ de Valence, dès le lendemain, de plusieurs ministres à Madrid, dont Álvarez del Vayo, mandaté par Largo Caballero. Del Vayo assiste dès son arrivée le 11 novembre à une réunion de la JDM. Le compte rendu de cette réunion dans la presse madrilène fait allusion en filigrane à ce conflit de pouvoir où il est nécessaire de réaffirmer que « la junte de Défense de Madrid n'est que le prolongement du gouvernement », et de couper court ainsi aux propos du ministre de la Guerre, qui voyait Miaja décider seul de tout et se prendre pour le gouvernement :

journaux de la capitale, ne fait pas de mention d'une réunion du CSG le 14 novembre et ne rapporte que le seul compte rendu du conseil des ministres.

⁸⁴ Car évoquer, dès le 9 novembre, le remplacement de Miaja, nommé trois jours plus tôt, peut sembler étrange et prématuré, même si le conflit entre ce dernier et Largo Caballero était déjà visible.

⁸⁵ Manuel CHAVES NOGALES, *La Defensa de Madrid* :

<http://lelibros.online/libro/descargar-libro-la-defensa-de-madrid-en-pdf-epub-mobi-o-leer-online>.

En français chez Quai Voltaire, 2014. Chaves Nogales était par ailleurs directeur du quotidien madrilène *Ahora*.

⁸⁶ Selon Miguel Amorós, le texte des entretiens entre Miaja et le gouvernement se trouverait aux archives militaires d'Ávila. Il serait ainsi possible de retrouver la trace de ces différents incidents, tels que relatés par Chaves Nogales.

Le ministre d'État, qui a assisté à la réunion, a fait un exposé sur la situation internationale en relation avec les événements d'Espagne, et a dit que depuis le transfert du gouvernement à Valence l'opinion internationale s'était ralliée au gouvernement légitime de l'Espagne. Le général président a estimé, et son opinion a été partagée par tous les participants, que la junte de Défense de Madrid n'est rien de plus qu'un prolongement du gouvernement légitime de la république espagnole. (*La Voz* du 12 novembre 36.)⁸⁷

Dès ce premier acte d'insubordination de la part de Miaja, le ministre de la Guerre aurait pu réfléchir à sa destitution et affirmer ainsi sa volonté de rester le seul chef de l'armée. Dans ses mémoires, Largo Caballero écrit que « la junte de Défense de Madrid se constitua en franche opposition au gouvernement, nonobstant les ordres donnés »⁸⁸. Il met en doute la loyauté de Miaja envers le gouvernement mais n'évoque jamais la proposition de le faire remplacer par Durruti. Dans un souci de ménager ses arrières et connaissant probablement le désaccord d'Azaña sur le sujet, Largo Caballero va maintenir Miaja à son poste pour huit jours, correspondant au temps nécessaire pour Durruti – en tant que possible remplaçant de Miaja – de se faire connaître à Madrid. Selon Garcia Oliver, Largo Caballero annonce au CSG qu'il ira lui-même à Madrid parler avec Durruti et lui transmettre le poste de commandement.

García Oliver à la manœuvre (suite)

Dans ses mémoires, García Oliver revient sur sa proposition de nomination de Durruti à la place de Miaja lors de la première réunion du CSG. Il résume ainsi son intervention :

Il semblerait qu'il s'agisse de proposer quelqu'un qui, sans être militaire, ne manque pas de capacités de commandement militaire, et qui en tant que civil n'ait pas la tentation de se muer en chef de gouvernement. Je me permets de proposer Durruti, qui a déjà pris connaissance depuis quelques jours des problèmes de Madrid et qui, selon ce que j'ai appris ce matin, est maintenant sur le front avec sa colonne.⁸⁹

L'allusion au danger représenté par Miaja est évidente et Largo Caballero, satisfait, ne pouvait qu'approuver ! Si les propos sont avérés, la date de cette proposition de García Oliver se situerait logiquement le 14 novembre⁹⁰. En effet, Durruti arrive le 13 novembre au soir à Madrid et il assiste avec García Oliver à une réunion des responsables militaires de la junte de Défense. Les Soviétiques sont présents, parmi lesquels l'écrivain et journaliste de la *Pravda*, Mikhaïl Koltsov. La totalité de la colonne Durruti n'arrive dans la capitale que le 14 novembre dans la journée, et elle est placée par Rojo dans la nuit même dans le secteur clé de la Casa de Campo en vue d'une offensive prévue le 15 novembre au matin. García Oliver et Montseny décident alors de ne pas rentrer de suite à Valence et restent à Madrid pour prendre part à la réunion de la JDM du 14 novembre en fin d'après.

C'est donc en fonction de ce qu'il observe après son arrivée avec Durruti à Madrid que García Oliver propose de faire nommer ce dernier à la place de Miaja : il sait depuis la veille que Durruti n'a pas défendu sa proposition de le nommer major, torpillée par Santillán et Montseny. N'ayant d'ailleurs plus de nouvelles de Largo Caballero sur ce point, et devant

⁸⁷ Traduit de l'espagnol par les Giménologues : « *El ministro de Estado, que asistía a la reunión, expuso el estado en que se encuentra la situación internacional con respecto a los sucesos de España, y dijo que desde el traslado del Gobierno a Valencia la opinión internacional se había inclinado favorablemente hacia el Gobierno legítimo de España. Estimó el general presidente, y su opinión la compartieron todos los reunidos, que la Junta de Defensa de Madrid no es más que una prolongación del Gobierno legítimo de la República española.* »

⁸⁸ Francisco LARGO CABALLERO, *op. cit.* p. 113.

⁸⁹ Traduit de l'espagnol par les Giménologues : « *Parece ser que se trata de proponer a alguien que, sin ser militar, no carezca de dotes de mando militar, y que siendo civil no sienta tentaciones de convertirse en jefe de gobierno. Me permito proponer a Durruti, que ya lleva unos días enfrentando los problemas de Madrid y que, según me informaron esta mañana, ya está en el frente con su columna.* » In GARCÍA OLIVER, *op. cit.*, chapitre « *Madrid sin gobierno* ».

⁹⁰ La lecture des événements a été rendue difficile parce que Garcia Oliver a confondu la date de création du CSG avec celle où il propose de nommer Durruti.

l'urgence de la situation au regard de l'indigence des moyens militaires mis à la disposition de Durruti, il prend la décision qui s'impose pour aider son ami du mieux qu'il peut. Durruti fut-il prévenu de cette initiative ? On peut penser que non. García Oliver semble avoir agi seul et sans liaison non plus avec le comité de Défense de la CNT de Madrid ; si bien que Val et Mera ignoreront tout de cet épisode.

Pendant ce temps à Valence, Largo Caballero tergiverse et ne prend aucune décision suivie d'effets. Les refus réitérés de Miaja de venir à Valence peuvent l'avoir irrité au plus haut point. Durruti étant déjà à Madrid depuis le 13, on ne voit pas trop pourquoi Largo Caballero demande le 14 novembre un délai de huit jours pour qu'il se fasse connaître.

Les récits de Largo Caballero et Garcia Oliver ne rentrent pas dans les détails du conflit avec Miaja. Là encore, la seule source est Chaves. La guerre de tranchée n'étant pas terminée, un incident va accroître la tension : entre le 17 et le 18 novembre, Largo Caballero retire trois BM et d'autres bataillons du front de Madrid⁹¹. Selon Chaves, le but était de lancer une offensive sous les ordres de Pozas dans la province de Tolède afin de dégager la pression sur Madrid, offensive qui s'avérera finalement un échec car Franco ne mordit pas à l'hameçon.

Largo Caballero voyait en Miaja un rival qui lui faisait de l'ombre. Il l'accusa de décider seul à la place du gouvernement, voire de se prendre pour le gouvernement. « Caballero aspirait à être le libérateur de Madrid – bien que ce soit de l'extérieur – et ses ordres sont impératifs », commente Chaves. Largo Caballero doit aussi répliquer aux attaques des communistes – soutenus par l'ambassadeur russe Rosenberg et Del Vayo – qui demandaient la tête d'Asensio calomnié comme le « général des défaites ». Ce dernier, homme de confiance de Largo Caballero, avait commencé à réorganiser l'armée républicaine en créant des écoles d'officiers.

En résumé, que reste-t-il de cette proposition de remplacer Miaja par Durruti ? Une tentative de mettre Miaja au pas, sûrement, mais qui sera sans conséquence ! Nommer Durruti, c'était déjà entrer en conflit avec Azaña, qui désapprouvait toute destitution de Miaja. Selon le témoignage de son neveu⁹² et aide de camp, Azaña répond qu'il n'ose pas imaginer ce qui se passerait dans ce dernier cas, car « les gens et l'armée l'adorent ». C'était donc à coup sûr se mettre à dos tout l'état-major, ainsi que les partis républicains modérés, les secteurs hostiles du PSOE et le PCE. Il s'en serait suivi, dès novembre 1936, une crise politique et gouvernementale sonnante le glas de ses ambitions de président du conseil et ministre de la Guerre. Encensé de toutes parts par une presse madrilène aux ordres des communistes, Miaja conforte sa position de sauveur de Madrid et voit ainsi s'éloigner sa destitution.

Le piège se referme sur Durruti et sa colonne

Dans *La Défense de Madrid*, Chaves décrit Miaja en train de tancer Durruti et de traiter les miliciens de lâches pour s'être retirés le 15 novembre de positions stratégiques dans le secteur de la Cité universitaire. Ce dernier épisode est connu et a été relaté par Paz et Amorós. En réalité, il est à mettre sur le compte des miliciens des colonnes du PSUC, la Carlos Marx et la Libertad – López-Tienda⁹³. Des incidents s'en suivirent avec les miliciens de Durruti, qui

⁹¹ CHAVES NOGALES, *op. cit.*, p. 89.

⁹² <http://www.levante-emv.com/comunitat-valenciana/2013/06/16/caballero-pidio-vajilla-valencia-miaja/1007536.html>

⁹³ Le capitaine López Tienda mourut accidentellement le 25 octobre 36 en manipulant son *subfusil* MP28/II appelé communément *naranjero*. C'est donc par erreur que García Oliver affirme dans ses mémoires lui avoir parlé à Madrid en novembre 36. Llarch donne, dans son livre, la date erronée du 2 novembre pour cet accident, en expliquant que López Tienda se blessa mortellement en descendant de son véhicule à Móstoles, près de Madrid. Son *naranjero* lui serait tombé des mains et le choc au sol aurait provoqué un tir accidentel. Sur la bonne date, voir *La Vanguardia* du 28 octobre 36 et *La Voz* du 27 octobre 36. *La Voz* relate son enterrement à Madrid, mais sans donner de détails sur les circonstances de sa mort. Au passage, l'article dit deux contre-vérités

durent décrocher à leur tour. Miaja menaça d'éliminer la colonne Durruti et retira son autonomie, en tant qu'unité, à la colonne Carlos Marx du PSUC. Prise en tenailles entre la colonne du PSUC Libertad – López-Tienda et la XIe BI du général communiste Kléber, la colonne Durruti se retrouva quasiment seule au combat dans le secteur le plus exposé, et elle en sortira très affaiblie le 18 novembre au matin.

Dès le départ, les miliciens catalans sous influence du PSUC avaient refusé d'être commandés par Durruti. García Oliver en fait le récit dans ses mémoires. En sa compagnie, Durruti se présente aux unités catalanes dès son arrivée à Madrid le 13 novembre dans la soirée. Des miliciens des colonnes Libertad et Carlos Marx le reconnaissent bien mais refusent, malgré ses explications, de recevoir des ordres venant de lui. Les responsables communistes répondent ensuite avec insolence à Durruti et au ministre de la Justice qu'en l'absence d'ordre écrit du conseil de Défense de la *Generalitat* ils n'obéiront qu'aux ordres du comité militaire du PSUC, et à ceux du chef des opérations de l'armée de Madrid, qui n'est autre que le lieutenant-colonel Rojo. Durruti veut intervenir auprès de Miaja. García Oliver l'en dissuade et lui conseille la prudence car le terrain est miné par les communistes. Miguel Amorós relate une autre version sensiblement différente, mais complémentaire, de celle de García Oliver. Malgré les ordres donnés dès le 14 novembre par Miaja et Rojo – mettre la colonne Libertad – López-Tienda, renforcée par des bataillons issus de la division Carlos Marx, sous les ordres de Durruti –, les officiers d'obédience PSUC refuseront d'être commandés par lui.

À la junte de Défense, Miaja et Rojo font comme si Durruti était leur seul interlocuteur. Sur l'organigramme d'état-major⁹⁴, ils considèrent que toutes les colonnes catalanes sont sous la responsabilité du seul Durruti... qui, du coup, se retrouve toujours accusé quand les miliciens du PSUC abandonnent leurs positions et fuient les combats. De plus, Abel Paz souligne que sur le front de Madrid et dans les Brigades internationales, la règle était d'avoir un bataillon au combat pendant qu'un autre se reposait durant 48 h. Cette règle ne fut jamais appliquée aux miliciens anarchistes engagés sans discontinuer depuis leur arrivée à Madrid. Exténués, mal ravitaillés et sous un déluge de feu permanent, les miliciens réclamaient d'être relevés. Durruti menaça à plusieurs reprises de les désengager et réclama des renforts en vain auprès de Miaja et Rojo qui temporisaient à chaque fois. Parmi les 1400 miliciens de la colonne entrés au combat le matin du 15 novembre, les pertes subies atteindront les 60 %, selon Sanz. Après les combats suivants et la mort de Durruti, il ne restera plus que 300 miliciens à Madrid avec Sanz ; les autres miliciens écœurés et révoltés, persuadés de n'avoir servi que de chair à canon, demandèrent à rentrer en Aragon.

Voilà quel fut le traitement infligé par les Soviétiques en sous-main à Durruti pour le déconsidérer et casser son prestige, tandis que Chaves, dans un élan lyrique, finit par voir Durruti mourir au combat, une balle lui traversant le cœur !

L'hypothèse de l'organisation par Miaja – pour le compte des communistes – de l'assassinat de Durruti à la charge du sergent Manzana

L'hypothèse de l'organisation par Miaja de l'assassinat de Durruti à la charge de son assesseur militaire le sergent José Manzana Vivó⁹⁵ doit être considérée en fonction de ce climat extrêmement complexe. Dès le 9 novembre, la destitution de Miaja flotte dans l'air et

en désignant López Tienda comme lieutenant-colonel alors qu'il n'était que capitaine, et en désignant Virgilio Llanos (Manteca) comme délégué du POUM de la colonne López-Tienda alors qu'il était membre du PSUC.

⁹⁴ Vicente ROJO, *Así fue la defensa de Madrid*, 1967. Dans la liste des commandants militaires en fin d'ouvrage, seul apparaît Durruti, sous l'appellation *Durruti, Ciudad Universitaria, jefe de Columna de refuerzo* ou colonne de renfort. La colonne Libertad – López-Tienda, sous les ordres du capitaine Eduardo Martín González, et la colonne Carlos Marx, dirigée par le tandem PSUC Trueba - Del Barrio, n'apparaissent pas dans l'organigramme.

⁹⁵ L'ensemble des éléments biographiques concernant le sergent Manzana sera traité dans le chapitre VI.

son remplacement par Durruti est officiellement annoncé le 14 du mois. Les délais demeurent très courts pour mettre au point une opération contre Durruti. Miaja, Rojo et l'ensemble du commandement militaire sont très accaparés par l'offensive militaire des troupes franquistes. La chute de la capitale ne tient qu'à un fil. Tous se savent surveillés de très près par Largo Caballero.

Durruti restera finalement à la tête de sa seule colonne. Il ne sera pas nommé à la place de Miaja, ni major, ni encore moins *generalísimo*.

À l'allure où vont les événements, après la détermination de Miaja – soutenu par le PCE –, à désobéir à Largo Caballero, est-il judicieux pour lui de courir le risque énorme d'éliminer Durruti ? La bataille de Madrid est loin d'être achevée. L'imprévisibilité de Durruti ne permet pas d'organiser facilement son élimination physique. Il n'y a qu'un proche qui puisse le faire, et Manzana, retourné par les Soviétiques, aurait pu être la bonne personne. Le conseiller russe et agent du GRU ⁹⁶, aux basques de Durruti dès son arrivée dans la capitale – avec l'accord de ce dernier – aurait pu être alors l'officier traitant de Manzana, chargé de la sale besogne.

À son arrivée à Madrid le 13 novembre, Durruti se met de fait aux ordres de Miaja et Rojo, et aurait demandé selon Koltsov – mais cela est démenti par Paz–, un secteur de la capitale où les miliciens anarchistes pourraient démontrer leurs capacités au combat. Et, comme on l'a vu, il ne pourra jamais unir ses forces à celles de Mera. Rien n'indique que Durruti ait pu même défier l'autorité de Miaja ⁹⁷ à un moment donné de la bataille de Madrid.

Alors quel était l'intérêt pour le PCE de précipiter les choses et d'ouvrir à ce moment-là les hostilités avec la CNT ? Le triomphe, en cas de victoire à Madrid, lui était assuré et Miaja aurait été élevé au titre de héros national ! Malgré les manœuvres de Largo Caballero pour freiner son ascension dans l'état-major ⁹⁸, le PCE progressait dans l'EPR et, via le rôle trouble joué par Del Vayo, les officiers communistes étaient en bonne position pour accéder aux postes de commandement. La vraie cible du PCE aurait pu être à ce moment-là le « Lénine espagnol », qui refusait la fusion des deux partis socialiste et communiste, et n'était plus l'instrument docile souhaité par les Soviétiques. Ces derniers pilotaient toutes les grandes décisions du PCE, au point que l'ex-cénétiste Díaz, devenu son secrétaire général, réclamait en vain plus

⁹⁶ Il s'agit du colonel Xanti, de son vrai nom Mamsurov Jazhi-Umar, qui était membre du GRU, les services secrets militaires soviétiques. Spécialiste de la guérilla et des mitrailleuses, Xanti survécut aux purges. Bolloten le cite dans sa courte page sur la mort de Durruti. Interviewé en 1968, Xanti affirme son innocence et dit que ce sont « eux », en désignant les anarchistes, qui l'ont tué. En 2015, une mairie communiste proche de Madrid lui érigea une statue !

<https://mundo.sputniknews.com/espana/201502161034395628/>

Dans ses mémoires, García Oliver décrit la scène où il voit Durruti, à son arrivée le 13 novembre à Madrid, réclamer lui-même auprès des officiers soviétiques l'affectation d'un assesseur militaire russe pour la colonne. García Oliver est éberlué par cette demande qu'il désapprouve car dans ce cas l'union avec les forces de Mera s'avèrera impossible, le comité de Défense régional de la CNT madrilène étant très hostile aux Russes. Plus tard, il constate que Durruti décide encore, de sa propre initiative, d'installer le poste de commandement de la colonne à la Cité universitaire, dans le secteur le plus exposé de la capitale.

⁹⁷ Il n'existe pas de récit indiquant que Durruti aurait été prévenu qu'il était sur le point de remplacer Miaja. García Oliver ne fait pas état dans ses mémoires d'une discussion avec Durruti sur ce point précis alors qu'ils parcouraient ensemble le front de Madrid le 14 novembre. C'est un point capital qui a été peu souligné. García Oliver rentre à Valence en toute fin de journée le 14 novembre, pour assister le lendemain à la séance de clôture du plénum régional de la CNT. Il ne reverra plus jamais Durruti. Le 19 novembre, il s'est déjà écoulé cinq jours. Miaja a pu constater que Largo Caballero n'avait pas entamé la procédure pour le destituer. En outre, les communistes connaissent bien ce dernier, dont les menaces et promesses ne sont pas toujours suivies d'effet.

⁹⁸ Dès qu'il prend le pouvoir en septembre 36, Largo Caballero a comme préoccupation d'organiser le nouvel état-major central. La création de l'EPR, la mise en place des brigades mixtes et le décret de militarisation des milices lui permettent d'avoir un coup d'avance pour passer à l'étape suivante. La décision de nommer García Oliver - pour organiser dès la fin novembre 36 les futures Écoles populaires de guerre - avait pour but de former les futurs officiers le plus loin possible de l'orbite du PCE.

Cf. <http://www.cazarabet.com/idea/anarquistas/comitesdefensa.pdf> pp. 7 à 10 et note 15.

Chapitre IV Le rôle crucial des services secrets russes

L'extrême spécialisation des services secrets soviétiques

Les « *chinos* » – comme on surnomme les Russes en Espagne –, et Staline en particulier se déterminent toujours selon leurs propres intérêts. Ils ne se soucient guère d'avoir l'aval de leur allié local pour agir. Il suffit de mettre le PCE devant le fait accompli et d'exiger l'obéissance aux ordres venant de Moscou. Parmi les anarchistes qu'ils ont eu l'occasion de côtoyer durant le bref été de l'anarchie, ils ont vite séparé le grain réformiste de l'ivraie révolutionnaire et catalogué Durruti comme irrécupérable. Malgré la victoire électorale du Front populaire en février 36, le PCE reste encore marginal et compte pleinement profiter de l'entrée en scène des Soviétiques dès la fin août 36. Les anarchistes et en particulier Durruti sont bien plus utiles comme épouvantails pour la petite bourgeoisie et les petits propriétaires terriens. Soucieuses du respect de l'ordre social et républicain ces catégories représentent la clientèle potentielle du PCE.

À l'avant-poste en Catalogne, Antonov Ovseenko est un personnage central dans le dispositif. Le consul en réfère directement à la haute direction de l'Armée Rouge et au ministre des Affaires étrangères. Il a la lourde tâche de gérer les affaires catalanes et d'entrer en contact avec la CNT et la FAI. L'autre pièce maîtresse de Staline est son émissaire spécial Mikhail Koltsov, journaliste à la *Pravda* et responsable au service culturel du ministère des Affaires étrangères, où il recrute et surveille les intellectuels pour le compte du NKVD. Enfin, l'homme des basses besognes et grand ordonnateur du NKVD est Alexander Orlov. Il est secondé par un « illégal »⁹⁹, le dénommé Grigulevitch, passé par l'Amérique du sud où il a appris à maîtriser l'espagnol. Chacun est à sa place, avec un rôle très précis.

Si décision il y a eu d'éliminer Durruti, elle ne pouvait venir que du plus haut sommet de la hiérarchie et devait avoir l'assentiment de Staline. En Espagne, à l'automne 36, les Soviétiques sont déjà à l'œuvre. La tâche est immense et il s'agit d'y aller patiemment et par étapes. Au Levant, il reste le « point dur » de la colonne de Fer, véritable obsession du PCE. Paz et Amorós relatent que le 30 octobre 1936, lors des funérailles d'un délégué de la colonne assassiné la veille à Valence, des tireurs embusqués tirent depuis le siège du PCE sur les miliciens venus en nombre à l'inhumation, faisant plus d'une centaine de morts.

Au vu de la situation sur le terrain, les Russes ont estimé, à partir des rapports transmis par leurs conseillers militaires et par Antonov Ovseenko, que Durruti n'arriverait pas à prendre Saragosse, faute d'un armement conséquent. De plus, le conseil d'Aragon est un modèle difficilement exportable au-delà de cette province. Des ordres ont été transmis par les Soviétiques aux services secrets sur place pour empêcher Durruti d'accéder aux armes modernes envoyées dans le port de Barcelone. L'espion du NKVD, Walter Krivitsky¹⁰⁰ relatera dans ses mémoires parues en 1939 que des ordres en ce sens lui furent transmis de Moscou. Cela représentait un sabotage organisé du front d'Aragon.

Une première tentative pour faire sortir Durruti d'Aragon eut lieu à l'initiative d'Antonov Ovseenko. Il proposa d'inclure Buenaventura dans la délégation de la CNT invitée en URSS pour l'anniversaire de la révolution russe. Le consul soviétique fit pression sur Companys et celui-ci, à son tour, renvoya au comité régional de la CNT le carton d'invitation pour Durruti, qui refusa. Finalement, ce fut Carreño de la colonne Durruti, qui y alla à sa place,

⁹⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Service_des_agents_ill%C3%A9gaux_russe_et_sovi%C3%A9tique. Grigulevitch y figure sur la liste des illégaux les plus connus.

¹⁰⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Walter_Krivitsky. Opérant en Europe occidentale, il sentit venir le vent des purges en 1937, et décida de désertir à Paris, puis de rejoindre New York.

accompagné de Berruezo et Gudell. Durruti s'exprima sans détour le 23 octobre 36 dans cet appel aux travailleurs russes, reproduit dans le numéro de la *Soli* du 30 octobre 1936 :

Je saisis cette occasion pour vous envoyer un salut fraternel du front d'Aragon, où des milliers de vos frères combattent, comme vous il y a vingt ans, pour l'émancipation d'une classe opprimée et humiliée depuis des siècles...

Plus loin :

C'est maintenant en Occident que naît une nouvelle révolution, et que flotte à nouveau un drapeau qui incarne un idéal dont le triomphe verra s'unir par des liens fraternels nos deux peuples, l'un si longtemps opprimé par le tsarisme, l'autre par une monarchie despotique. Aujourd'hui, travailleurs russes, c'est à nous de remettre entre vos mains la défense de notre révolution ; nous n'accordons pas la moindre confiance à quelque politicien prétendument démocrate ou antifasciste que ce soit ; nous ne nous fions qu'à nos frères de classe, les travailleurs, auxquels il appartient de défendre la révolution espagnole, comme nous avons nous-mêmes défendu la révolution russe il y a vingt ans.

Malgré l'échec de la manœuvre, les Russes patientent et continuent de garder un œil sur Durruti. Il sera toujours temps de s'en occuper le moment venu ¹⁰¹. Barcelone et la Catalogne restent des objectifs prioritaires et il importe d'y installer durablement le PSUC et ses affiliés infiltrés dans tous les partis et syndicats, jusques et y compris dans les rangs anarchistes. La reprise en main de l'Aragon passera après la prise du pouvoir à Barcelone en mai 37. Les événements auront raison du POUM et des tendances radicales de la CNT, ouvrant la porte dès le début août 37 à la reconquête de l'Aragon par Líster.

Une partie de la réponse au sujet de la mort de Durruti réside sûrement dans les rapports envoyés à Moscou par les différents agents, légaux ou illégaux, des services secrets en poste en Espagne. Ils sont toujours inaccessibles et leur contenu pourrait indiquer ce qui était connu des agents du NKVD ou du GRU ¹⁰², à commencer par Xanti, futur assesseur militaire de Durruti à Madrid lors de l'arrivée de ce dernier le 13 novembre. Après avoir réglé à leur façon le problème des prisonniers, Orlov et Ratner, l'adjoint de Gorev, rejoignent Valence. Restent sur place Koltsov, Xanti et le général Gorev, qui rejoint directement l'état-major de Miaja et Rojo. Vu la situation désespérée de Madrid, l'heure n'est pas à faire la fine bouche et à tergiverser sur le profil et l'étiquette politiques des combattants et miliciens. Il est vital de sauver Madrid pour asseoir le pouvoir des communistes sur l'armée et contrôler le gouvernement en y mettant les hommes liges aux postes principaux.

Une organisation pyramidale à la manière des poupées russes...

Sur le rôle des services secrets russes NKVD et GRU, sans oublier celui de l'OMS – la section des liaisons internationales du Komintern liée depuis les années 20 à l'ancienne Tcheka –, la lecture du livre de Boris Volodarsky ¹⁰³ est des plus instructives. On comprend mieux la répartition des rôles entre Komintern et services secrets, avec une extrême spécialisation des intervenants et une élimination ciblée de tous les internationaux les plus

¹⁰¹ Rappelons que dans ses mémoires, Mera évoque une tentative d'assassinat contre lui-même, Verardini et un secrétaire fin juillet 37. Suite à une première altercation avec Líster qui mentait sur les conditions de la prise de Brunete, Mera le confond auprès de Miaja et Indalecio Prieto. La riposte de Líster ne tarde pas. Deux jours après, le soir à son poste de commandement, Mera essuie une rafale de mitraillette. Lui et Verardini en réchappent mais pas le secrétaire qui sera amputé du pied. Mera appelle le communiste Modesto qui minimise l'incident. Modesto n'informe pas Miaja et parle d'une « balle perdue ». Le lendemain, Mera va voir Modesto et, la main sur son pistolet, lui demande des explications sur cette « balle perdue » provenant d'une rafale de mitraillette... à huit kilomètres des lignes ennemies ! Miaja, qui sera finalement mis au courant par Modesto, ne peut que constater...

¹⁰² Le GRU est le service secret de l'Armée Rouge. Berzin en fut le directeur de 1924 à 1935.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Ian_Berzine

¹⁰³ Boris VOLODARSKY, *El caso Orlov. Los servicios secretos soviéticos en la guerra civil española*, Crítica, 2013.

dangereux – de leur point de vue. Ce sera le cas en mai 37 pour les assassinats de Camillo Berneri, Francesco Barbieri et tant d'autres qui étaient dans le viseur des Soviétiques ¹⁰⁴. Cela aurait pu être le cas pour George Orwell qui combattit dans les colonnes du POUM. Blessé, il fut évacué à temps. Il ignorait qu'il figurait sur une liste noire des services secrets soviétiques pour « déviationnisme trotskyste » ¹⁰⁵. S'agissant de la répression du POUM et des anarchistes, les sous-traitants locaux du PCE et du PSUC, ainsi que tous leurs affiliés noyant les organes de sécurité de la République ont participé comme exécuteurs des basses œuvres, toujours sous l'égide du NKVD. Orlov ¹⁰⁶ – le grand ordonnateur de la politique des Soviétiques en Espagne – était incontournable de par son rôle dans toutes les grandes décisions, comme le transfert de l'or de la Banque d'Espagne ou le « traitement » des internationaux. En tant que chef inamovible des Brigades internationales, Marty était vraiment à sa place comme sicaire avec droit de vie et de mort ¹⁰⁷, et il représentait l'une des meilleures sources du Komintern et de l'OMS, d'après Volodarsky. Selon Preston, Marty aurait dénoncé Koltsov directement à Staline pour ingérence dans les questions militaires, et prise de contact avec Malraux et le POUM.

Le PCE était géré en principe par le Komintern mais le NKVD et le GRU y avaient leurs antennes, comme par exemple Pedro Checa qui rend compte au NKVD. Le livre de Volodarsky ne donne pas d'informations supplémentaires sur Durruti. Un silence assourdissant entoure le sujet. L'auteur a dû considérer sa venue à Madrid comme une affaire catalane entre le PSUC, Companys et Antonov Ovseenko ¹⁰⁸. Les archives russes sont loin d'avoir livré tous leurs secrets – le sujet, comme tant d'autres, est encore sensible plus de 80 ans après.

Durant toute la guerre, on aura assisté à une valse de dirigeants dépêchés par le Komintern. L'Argentin d'origine italienne, Codovilla, dit Luis ou Medina, fut retiré d'Espagne en novembre 37 – il avait déjà été remplacé dès juillet 37 par le kominternien italien Togliatti, dit Ercoli, pour s'occuper du PCE. Le Bulgare Stoyan Minev, dit Stepanov, suivait aussi toutes les réunions du CC du PCE. Le hongrois Gerö ¹⁰⁹, dit Pedro, géra le PSUC durant toute la

¹⁰⁴ La rue où vivaient les deux militants italiens, était sous le contrôle du PSUC qui en avait barricadé les accès.

¹⁰⁵ Le journaliste américain Thomas E. Ricks, auteur d'une biographie croisée d'Orwell et Churchill parue en 2017, rapporte que les archives du KGB ont dévoilé qu'Orwell et sa femme avaient été condamnés à mort ! Source : *Le Point* n° 2398 du 18 août 2018.

¹⁰⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_Orlov. Sa fuite à la fin de l'hiver 38 est un morceau d'anthologie. Réfugié aux États-Unis, il ne fut jamais exécuté – pas plus que Krivitsky – tant que l'espion Philby et sa bande dits les Cinq de Cambridge (dont Orlov fut un temps l'officier traitant) étaient encore actifs dans les services secrets anglais.

¹⁰⁷ Sygmunt STEIN, *Ma guerre d'Espagne. Brigades internationales : la fin d'un mythe*, Paris, Le Seuil, 2012.

¹⁰⁸ ... et accessoirement Ehrenburg : voir VOLODARSKY, *op. cit.*, pp. 117 et 120. Ilya Ehrenburg, correspondant des *Izvestia*, fut l'un des rares survivants des purges. Il serait l'inventeur du slogan attribué ensuite à Durruti : « Nous renonçons à tout sauf à la victoire. » – traduit de l'espagnol : « *Renunciamos a todo, menos a la victoria.* ». Il est probablement aussi l'auteur de l'article des *Izvestia* du 23.11.36 et du passage suivant : « La formation du gouvernement de Front populaire est en grande partie due à la pression exercée par Durruti. À travers les terribles expériences de la lutte contre le fascisme, Durruti avait vécu une évolution qui le faisait se rapprocher du Parti communiste. Quand il quitta le front d'Aragon pour venir à Madrid, il déclara : “ Oui, je me sens bolchévique, et je suis prêt à poser le portrait de Staline sur mon bureau. ”. »

Traduit de l'espagnol : « *La formación del Gobierno del Frente Popular se debe, en gran parte, a la presión ejercida por Durruti. A través de las terribles experiencias de la lucha contra el fascismo, Durruti había vivido una evolución que le iba acercando al Partido Comunista. Cuando dejó el frente de Aragón para ir al frente de Madrid, declaró : “ Sí, me siento bolchevique, y estoy dispuesto a poner en mi mesa de trabajo el retrato de Stalin. ”.* »

Ce slogan fut ensuite repris par *Tierra y Libertad* du 29 octobre 1936 et par la CNT lors de toutes les commémorations en l'honneur de Durruti. Ariel ajoute dans sa brochure de 1945 sur Durruti à propos de « l'austérité du lutteur anarchiste » qu'il « avait renoncé à tout sauf à la victoire »...

<http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19370000/19370221.pdf>

L'éditorial non signé de la *Soli* du 21.02.37 et la célèbre phrase reprise ici sans doute sous la plume de Toryho.

¹⁰⁹<http://www.revolutionpermanente.fr/Espagne-1936-Hongrie-1956-Nom-Erno-Gero-profession-contre-revolutionnaire> : un bon résumé des activités de Gerö.

guerre. Il participa à l'assassinat du trotskyste Wolf et fut mêlé de près à la disparition de Nin. Il est probablement celui qui surveillait Antonov Ovseenko, qui – bien qu'auréolé de la prise du palais d'Hiver à Petrograd en octobre 17 – craignait beaucoup Gerö. La suite ne lui donna pas tort. Antonov Ovseenko rentra en URSS en août 37 et fut arrêté en octobre 37, puis il disparut début 38. Togliatti imposera une ligne au PCE et Gerö contrôlera le PSUC pour faire coïncider l'ensemble en fonction des équilibres voulus par Moscou. Ces cadres communistes kominterniens et non russes seront épargnés par les purges et joueront tous un rôle de premier plan dans les PC européens après la Seconde Guerre mondiale.

Il n'en sera pas de même pour tous les services de renseignements civil ou militaire dont les membres étaient soviétiques. La mission première du GRU et de ses conseillers militaires était de profiter de la mise en place de l'EPR pour y placer les officiers ayant leur carte du PCE. Il serait étonnant que le GRU soit impliqué dans l'élimination physique de Durruti, cette tâche étant en général plutôt dévolue aux policiers du NKVD.

Les généraux du GRU Berzin et Gorev ¹¹⁰ seront rappelés en URSS respectivement en juin et octobre 37 pour être liquidés lors des grandes purges de l'Armée rouge entre juin et juillet 1938. Le GRU, Marcel Rosenberg et Antonov Ovseenko étaient bien sous la double surveillance du NKVD et du Komintern ¹¹¹. La disparition de José Roblès ¹¹² – que Volodarsky traite tout autant à la légère – semble être directement en rapport avec la disgrâce de Berzin. Seul Orlov avait l'oreille de Staline et principalement de Vorochilov. Celui-ci trancha en sa faveur dans le conflit avec Berzin pour aller dans le sens de Staline, obsédé par les complots et qui voulait purger toute l'Armée Rouge, services de renseignements compris.

Chapitre V Qui a tué Buenaventura Durruti ?

1 La version officielle de « la balle fasciste » n'est pas tenable

Le 19 novembre 1936 dans la matinée, Cipriano Mera et Durruti intervenaient dans une opération militaire contre l'hôpital-clinique, au sein de la cité universitaire occupée par l'ennemi ¹¹³. Après avoir entendu vers 13h le rapport alarmiste d'Antonio Bonilla Albaladejo ¹¹⁴ suivant lequel des « gens qui avaient occupé l'Hôpital-Clinique étaient en train de l'évacuer » ¹¹⁵, Durruti, décida de prendre la voiture et d'aller voir sur place. Manzana lui

¹¹⁰ Volodarsky traite le sujet par le petit bout de la lorgnette : voir pp. 187-188. Il semble minimiser le conflit entre Orlov et Gorev. Il dit qu'il n'existe aucun rapport ni document attestant qu'ils se seraient bien opposés sur l'omniprésence du NKVD. Comme si tout était et pouvait être écrit...

<http://documentstalk.com/wp/gorev-vysokogorets-vladimir-efimovich-1900-1938/> : une biographie de Gorev. Site en anglais.

¹¹¹http://next.liberation.fr/amphhtml/culture/1996/08/23/images-de-la-guerre-d-espagne-5-cine-et-memoirecomment-staline-executa-ses-valets_179157

Cet article de *Libération* cite aussi Koltsov, qui approcha Durruti le jour de sa mort avec son cameraman Karmen. L'épistolier Koltsov fut rappelé le 6 novembre 37 et disparut dans les purges en 1940.

¹¹² Devenu interprète du général russe Gorev puis du conseiller militaire Berzin, il disparut à Valence fin novembre 36, dans des conditions jamais élucidées. Il fut probablement exécuté par les sicaires du NKVD sur ordre d'Orlov. Cf. Ignacio MARTÍNEZ DE PISÓN, *L'encre et le sang : Histoire d'une trahison*, « Enterrer a los muertos », Genève, Markus Haller, 2009. Sur José Roblès : https://fr.wikipedia.org/wiki/José_Robles_Pazos

¹¹³ Voir plans du front en Annexes 6 et 6a

¹¹⁴ <http://puertoreal.cnt.es/bibliografias-anarquistas/4329-antonio-bonilla-albadalejo-anarquista-de-la-columna-durruti.html>

¹¹⁵ Cf. Abel Paz, *op. cit* p. 667. Il s'agirait du Bataillon Asturias qui refusait d'aider les miliciens dans l'Hôpital-Clinique : Amoros, 2016, p. 156. Le Bataillon Asturias arrivé à Madrid le 19 juillet fit partie de la Colonne Mangada, puis intégra début novembre, la première Brigade internationale à se constituer, la IX BI ou Brigade Thaelmann :

conseilla de rester dans la caserne, puisqu'il devait participer à la réunion des militants prévue pour l'après-midi, au comité de défense de la CNT, mais Durruti répondit que « s'il y avait vraiment une débandade, sa présence serait efficace (*ibid.*) », et il partit, suivi de Manzana.

La Packard conduite par le chauffeur Julio Graves circulait en seconde position dans un « convoi » de trois véhicules occupés par des membres du comité de guerre de sa colonne – suivant les dires des occupants de la dernière voiture. Durruti aurait à un moment fait arrêter la Packard près de chalets face à l'Hôpital-Clinique pour aborder des miliciens sur la route. Puis le chauffeur Julio Graves redémarra et fit demi-tour, avec un Durruti gravement blessé dans des circonstances restées obscures à ce jour. Il mourra le lendemain matin.

Très vite la CNT parlera d'une mort glorieuse au combat de Durruti, victime d'une balle criminelle provenant de la ligne de front ¹¹⁶, et cela restera la version officielle jusqu'à aujourd'hui. Elle ne peut être accréditée puisque pour les médecins, la balle qui frappa Durruti fut tirée à moins de 50 cm de distance. Et, selon le constat que fit Antonio Ortiz ¹¹⁷, elle entra de dos par l'omoplate gauche, traversa le corps du haut vers le bas, et ressortit par le sein gauche. Par ailleurs, point important, selon Bonilla, qui se trouvait avec Antonio Lorente et Miguel Doga dans le premier véhicule garé devant celui de Durruti, à environ 20 mètres, « cette zone n'était pas battue par le feu » – ce que confirmeront d'autres témoins.

Après avoir vu Durruti pénétrer ¹¹⁸ dans la Packard, Bonilla constata juste après que celle-ci repartait en faisant demi-tour à toute vitesse. Bonilla – qui dit ne pas avoir entendu de coup de feu ¹¹⁹ – accourut alors sur place et demanda aux miliciens ce qui s'était passé : ils répondirent qu'il y avait eu un blessé.

Seuls les occupants de la troisième voiture qui avaient entendu un coup de feu – José Mariño, Liberto Ros et peut-être Miguel Yoldi – rejoignirent celle de Durruti à temps pour constater que ce dernier était blessé et déposé à l'intérieur. Ils purent s'entretenir avec Manzana, selon Liberto Ros qui en fit part à César M. Lorenzo en 1975, lequel en reparlera avec José Mariño dans les années 2000. Ros et Mariño évoquèrent chacun un tir accidentel provoqué par le *naranjero* de Manzana, selon les dires de ce dernier, et la décision prise ensuite de ne pas le rendre public.

Suivront au fil des ans d'autres versions et sous-versions tournant autour de cette thèse de l'accident, plus plausible que l'officielle aux yeux des miliciens qui connaissaient la dangerosité de cette arme.

Certains pencheront aussi pour la thèse de l'assassinat perpétré par Manzana, ou par l'un des miliciens abordés sur la route.

Voir <http://www.belliludi.com/quinto.html> et https://es.wikipedia.org/wiki/XI_Brigada_Internacional

¹¹⁶ José Peirats la reconduira sans état d'âme dans les années cinquante et soixante dans son maître ouvrage sur la CNT. Dans le Tome 1, 2017, pp. 332-334, de l'actuelle publication en français de *La CNT dans la révolution espagnole*, on regrette que les éditions Noir et Rouge n'aient pas choisi de commenter, même de façon minimale, cette version grossièrement mensongère, 80 ans après... D'autant plus que Peirats commence par donner une date erronée – le 20 novembre – pour le jour où Durruti fut blessé. Puis il écrivit : « On pensa dès le début à un attentat [...]. Le sentimentalisme populaire lui-même alimenta la croyance en un assassinat, hypothèse confuse compte tenu des circonstances qui entourèrent sa mort. [...] Soucieux de réfuter ce qu'on tenait pour une manœuvre machiavélique, les comités de la CNT et de la FAI publièrent le 21 la note suivante : "Travailleurs, les embusqués de ce qu'on a appelé *la cinquième colonne* ont fait circuler la rumeur fausse et vile selon laquelle des traîtres auraient lâchement assassiné notre camarade Durruti. [...] Durruti n'a été victime d'aucune trahison. Il est tombé en combattant comme tant d'autres soldats de la liberté". ».

¹¹⁷ Quand il examina la veste de cuir de Durruti chez Emilienne Morin en 1939 à Paris : <http://gimenologues.org/IMG/pdf/anexo-durruti-en-el-laberintow.pdf>.

¹¹⁸ In Abel PAZ, *op.cit.* p. 669

¹¹⁹ In Abel PAZ, *op.cit.* p. 692 Ce point précis intriguait Paz car Bonilla était sensé être à 20 m rendant possible le bruit d'un tir de *naranjero*.

Nous allons examiner les principales versions qui ont circulé. Elles ont toutes pour source première les dires du sergent José Manzana, qui a varié les explications selon à qui il parlait. Il se retrouve forcément au cœur du mystère soigneusement entretenu par la CNT. L'autre témoin direct du tir, Julio Graves, s'est aligné sur la thèse officielle de la CNT-FAI, et n'en a pas varié.

2 Durruti se serait accidentellement tué avec son *naranjero*

Une version – transmise trois jours après par García Oliver à Antonio Ortiz ¹²⁰ et Joaquín Ascaso lors de l'enterrement de Durruti ¹²¹ – évoque un tir accidentel de Durruti avec son propre *naranjero* en sortant de sa voiture. Le *naranjero* ¹²² – il conviendrait mieux de dire ici

¹²⁰ Ancien membre du groupe *Nosotros* avec Garcia Oliver et Durruti, Ortiz prit la tête de la seconde colonne qui partit pour l'Aragon fin juillet 36 : <http://losdelasierra.info/spip.php?article5880>

¹²¹ G. Oliver leur livre la version que Manzana lui a confiée la veille des obsèques en présence du D^r Santamaría, avec l'impérative consigne de garder le silence sur cet accident stupide, sur le ton du « secret du groupe », sous-entendu celui de la longue histoire des ex-Los Solidarios devenu *Nosotros* : (https://fr.wikipedia.org/wiki/Los_Solidarios)

¹²² On touche là aux imprécisions caractéristiques des récits, témoignages ou mémoires des protagonistes où les bons termes ne sont pas utilisés. Parler de *naranjero* en novembre 36 n'a pas de sens car cette mitraillette ne porta ce surnom qu'à partir de la fin 37, quand elle fut fabriquée dans l'Espagne républicaine.

<http://www.sbhac.net/Republica/Fuerzas/Armas/Infanteria/Subfusiles/Subfusiles.htm>
<http://www.benemeritaaldia.org/index.php/historia-de-la-guardia-civil/20920-subfusil-mp-28-ii-de-9-mm-largo-el-verdadero-schmeisser-de-la-guardia-civil-subfusil-mp-28-ii-de-9-mm-largo-el-verdadero-schmeisser-de-la-guardia-civil.html>

Dérivés des modèles allemands MP18 et MP28 créés vers la fin de la Première Guerre mondiale et les années 20 par Schmeisser pour la firme Bergmann puis Haenel à partir de 1921, la version modifiée dite MP28/II était importée sous licence avant la guerre civile, de l'usine Pieper en Belgique suite à une clause du Traité de Versailles qui interdisait la production d'armes automatiques sur le sol allemand. Suite aux événements révolutionnaires d'octobre 1934 dans les Asturies et devant les pertes subies par la Garde civile, le haut commandement militaire cherchait un modèle plus adapté à la répression. C'est ainsi que le MP28/II fut utilisée par la Garde Civile dès la fin 1934 car cette mitraillette très robuste pouvait utiliser des munitions de différents calibres. Pour la version espagnole, une adaptation a été faite pour pouvoir utiliser le 9 mm Bergmann-Bayard dit 9x23 (ou 9 mm Largo dans sa version espagnole) au lieu du 9x19 Parabellum en série. En effet, les usines d'armement basques fabriquaient le 9 mm Largo dès 1903 et cette munition était réglementaire dans l'armée espagnole, étant aussi utilisée dans le pistolet Astra 400 et Campo Giro. Sur le MP28/II, un levier d'armement mettait l'arme en position de tir à mi-course. Un sélecteur de mode de tir situé au-dessus de la gâchette, permettait de sélectionner un tir au coup par coup ou en rafale. Pour ce dernier mode, la gâchette devait être maintenue appuyée. Il est à noter que le MP18/I à tir automatique possédait aussi un chargeur droit et un petit lot fut importé d'Estonie en Espagne en 1937 où il était fabriqué sous licence.

Le débat reste confus sur l'année exacte où le MP28 fut fabriqué en Espagne. Certains spécialistes et d'autres comme Santillán affirment qu'une copie fut fabriquée en Espagne avant la guerre civile mais sans licence. Souvent, on confond le MP28 avec le RU35 à la forme similaire et fabriqué dès 1934 dans l'usine basque Astra d'Eibar.

<https://historiayguerra.net/2016/02/05/subfusiles-ru-35-y-si-35-espana/>

Suite à la chute de Bilbao en juin 37 et à la mainmise des usines d'armement basques par les insurgés, le MP28-II utilisé aussi par les militaires dans les années 30, fut construit sans licence dès la mi-1937 ou début 38 du côté de la fabrique d'Alberique près de Valence, d'où son surnom en référence, pense-t-on, aux orangers dont le bois sombre était utilisé pour sa construction. Certaines armes portaient aussi la mention FAI gravée lorsqu'elles étaient destinées aux unités anarchistes. La différence avec le MP 28/II allemand, réside dans la couleur foncée du bois utilisé et dans le levier d'armement à bout rond. Il y eut aussi des copies du EMP-35 qui ressemblait au *naranjero* mais avec une poignée verticale près de la gâchette.

Par facilité dans le texte et pour garder la filiation avec les autres récits, nous l'appellerons « *naranjero* », quoique ce surnom ne fût effectif qu'à partir de 1937-1938, où il fut fabriqué sans licence allemande... et pour cause !

Pour conclure, le modèle utilisé par Manzana en novembre 36, devait être le MP28/II importé de Belgique et utilisant des munitions calibre 9mm *Largo*. On voit aussi Garcia Oliver en aout 36 brandir un MP28 dans les rues de Barcelone. Voir Annexe 2d.

Ci-dessous le modèle original allemand MP28/II :

le *subfusil* Schmeisser MP28/II – est un pistolet-mitrailleur ou mitraillette connu pour son instabilité. En l'absence de cran de sûreté, il pouvait se déclencher au moindre choc sur la crosse dans la mesure où le levier d'armement était en position avant ¹²³.

En 1993, Clemente Cuyás, qui fut l'un des chauffeurs de Durruti et membre de sa colonne, déclara au journal *El País* avoir été présent ce jour-là, lors de l'arrêt sur la route – on ne sait dans quelle voiture. Durruti se serait adressé aux miliciens en présence de Bonilla, l'un de ses assistants contre lequel il était très en colère à propos de traverses de chemins de fer arrachées par des miliciens pour faire du feu – acte que Durruti considérait comme du sabotage inutile, d'après Cuyás. Ce dernier dit que le coup de feu mortel provenait du *naranjero* de Durruti, très énervé, l'ayant cogné contre le marchepied de la Packard. Cuyás affirme – en totale contradiction avec les autres témoignages, dont celui de Bonilla – avoir été témoin de la scène, à quatre mètres de Durruti. Il conclut en disant que tous les témoins présents – dont il ne cite pas les noms mais au nombre de sept en plus de lui – jurèrent de garder le secret et de maintenir la version du glorieux combattant mort au combat ¹²⁴.

Selon Enzensberger, Ricardo Rionda Castro aurait recueilli plusieurs témoignages, dont celui de Manzana. Rionda accrédite la version selon laquelle Durruti était assis dans la Packard et tenait « son » *naranjero* par le canon. En sortant du véhicule, il aurait coincé la gâchette du *subfusil* contre le marchepied, déclenchant ainsi le coup de feu mortel. Rionda ajoute que l'accident était inévitable car Durruti était imprudent et insouciant :

Le *naranjero* est un fusil terrible, il part facilement. Je le connais bien car plus tard, j'ai pris le fusil de Durruti, ce même fusil avec lequel il s'est tué. Je l'ai gardé jusqu'à mon départ en France. J'ai été obligé de le laisser à la frontière. ¹²⁵

Miravittles ¹²⁶, partisan de la « théorie de l'attentat » ou « d'un acte de vengeance », dit s'être finalement rallié à la thèse de l'accident avec le *naranjero* que portait Durruti, et ce après en avoir discuté avec des amis d'Emilienne Morin (*ibid*, p. 299).

Llarch ¹²⁷ s'interroge aussi sur un accident possible lorsque Durruti descendit de la Packard avec son *naranjero* à la main.

En réalité, peu de témoins ont vu Durruti avec un *naranjero*, et García Oliver affirme même qu'il n'en portait jamais. Il avait par contre toujours un Colt 45 sur lui.

Cette deuxième version mensongère eut la vie dure puisque relayée encore dans les années soixante-dix par Abad de Santillán ¹²⁸. Elle fut certainement conçue à destination de la

<http://www.armeetpassion.com/bergmannmp28-2.html> ; <https://historiayguerra.net/2014/03/26/subfusil-mp-28naranjero-alemaniaespana/> et <https://es.wikipedia.org/wiki/MP28>

Cette arme EMP-35, fabriquée en Allemagne et exportée en Espagne dans les années 30, ressemblait au MP28.

https://fr.wikipedia.org/wiki/ERMA_EMP-35

¹²³ Voir position du levier armement sur Annexe 2, photo du bas. Ceci dit, le MP28/II pouvait se mettre aussi en position de sécurité soit en engageant le levier d'armement dans l'encoche prévue à cet effet, soit en position intermédiaire qui correspond à la position de l'arme prête à tirer. La première position permet aussi d'y introduire ou d'en retirer, le chargeur droit situé sur le côté gauche en toute sécurité.

Cf. La lettre de Santillán in <http://gimenologues.org/IMG/pdf/anexo-durruti-en-el-laberintow.pdf>.

Cependant d'après des spécialistes du *naranjero*, de nombreux militaires préféraient laisser le levier d'armement en position avant ou fermée afin d'éviter l'entrée de corps étrangers dans le magasin ou dans le canon.

<http://batallahistoricas.com/c-segunda-guerra-mundial/mp18/>

En ce qui concerne la dangerosité de l'arme, le MP28/II fonctionne à l'identique du MP18. Voir les détails techniques expliquant le déclenchement du tir accidentel en cas de choc.

¹²⁴ https://elpais.com/diario/1993/07/11/espana/742341609_850215.html

¹²⁵ In Hans Magnus ENZENSBERGER, *op. cit.* pp. 300-301.

¹²⁶ Jaume Miravittles i Navarra avait été membre du CCMA et devint ensuite commissaire à la Propagande de la *Generalitat*, nommé par décret le 04.10.36.

¹²⁷ Joan LLARCH, *op. cit.*

militancia déjà pour justifier le silence entretenu autour de cet événement ¹²⁹. Et ensuite pour couper court à toute hypothèse d'un assassinat entretenue à la fois par la base du mouvement et par les communistes. Mais elle ne pouvait tenir la route aux yeux des médecins, ou de ceux qui, comme Ortiz, avaient examiné la veste de Durruti, et vu l'entrée de la balle dans le haut du dos.

3 Manzana aurait accidentellement tué Durruti avec son *naranjero*

Manzana, comme de coutume, portait son « *naranjero* » à l'épaule, et un foulard pendait de son cou où il reposait de temps en temps sa main droite, car il était blessé à un doigt depuis quelques semaines. Durruti se déplaçait en apparence sans arme, mais il portait, comme d'habitude, un « Colt 45 » sous sa veste de cuir. ¹³⁰

De fait Manzana avait été blessé la veille durant les combats de la colonne dans la zone de la Casa de Campo, mais de manière plus importante que le décrit Bonilla car la plupart de ses doigts étaient bandés, comme on le voit sur le film soviétique tourné le 19 novembre ¹³¹. Bonilla affirme que ce jour-là, seul Manzana sortit avec un *naranjero*. Cette décision peut paraître curieuse car Manzana est blessé à la main droite, et se servir d'un *naranjero* n'a rien d'aisé dans ces conditions. S'agit-il d'un réflexe militaire ?

Le *naranjero* ou MP28 est une mitraillette qui pèse environ 5 kg (chargeur et munitions inclus) nécessitant une utilisation avec les deux mains. Il possède un levier d'armement à trois positions :

- la première position sert à démonter l'arme et changer le chargeur
- la seconde du milieu ou intermédiaire sert pour armer le *naranjero* avant de tirer. Un poussoir latéral situé au-dessus de la gâchette permet de sélectionner le tir coup par coup ou en rafale. Pour ce dernier mode de tir, la gâchette doit être maintenue appuyée en permanence
- Enfin, il y a une troisième position qui rend l'arme très dangereuse au moindre choc, la position levier d'armement en avant. En tapant avec la crosse contre le sol par exemple, l'ensemble culasse-percuteur recule en appuyant sur le ressort interne, permettant ainsi l'introduction automatique d'une balle dans le canon. Le retour brusque du percuteur dans sa position originale déclenche alors le tir accidentel.

Manzana avait-il introduit un chargeur de munitions sur le côté gauche du MP28/II, ce qui, vu l'encombrement, ne pouvait que le gêner pour se mouvoir à l'intérieur du véhicule ? Ce militaire professionnel connaissait la dangerosité du *naranjero*, mais, étant blessé, il avait peut-être pris la décision de se déplacer avec son MP28/II chargé et prêt à l'usage – en cas d'attaque, sa main droite en écharpe rendait plutôt compliquée la manœuvre d'avoir à engager le chargeur puis d'armer le levier pour utiliser son arme ¹³².

¹²⁸ Cf. Courrier de Diego Abad de Santillán à Martínez Bande, le 26 décembre 1970 : « Il s'est tué lui-même avec le fusil mitrailleur que nous fabriquions. [...] Manzana m'en informa immédiatement, et comme il courait alors toutes sortes de rumeurs, nous n'avons pas essayé de tirer la chose au clair », in <http://gimenologues.org/IMG/pdf/anexo-durruti-en-el-laberintow.pdf> ; et en 1977 : voir l'entretien publié in *A Contretemps* n°10.

¹²⁹ Moins « glorieuse » que la première version, la divulgation de la seconde aurait pu faire du tort au mouvement.

¹³⁰ Le témoignage de Bonilla est tiré d'un entretien donné à la revue *Posible* n°80 de juillet 1976, cf. Les Giménologues, *op. cit.* note 53, p. 555.

¹³¹ Voir *infra* note 155.

¹³² Cependant, on ne peut exclure que le *naranjero* de Manzana se soit trouvé dans la position la plus dangereuse. En effet, d'après des spécialistes, de nombreux militaires préféraient laisser le levier d'armement en position avant ou fermée afin d'éviter l'entrée de corps étrangers dans le magasin ou dans le canon.

Cf. <http://batallashistoricas.com/c-segunda-guerra-mundial/mp18/>

En ce qui concerne la dangerosité de l'arme, le MP28/II fonctionne à l'identique du MP18. Voir les détails techniques expliquant le déclenchement du tir accidentel en cas de choc.

Quand on observe à quoi ressemble une Packard des années 30, l'un des véhicules qu'utilisait Durruti pour ses déplacements, on peut observer deux détails intéressants : les portes arrière s'ouvrent vers l'avant et on s'y engouffre à l'intérieur après être monté sur un imposant marchepied. Comme on le voit sur plusieurs photos de l'époque, Durruti était plutôt grand. Pour entrer par l'arrière dans ce type de véhicule, il faut quasiment, une fois le pied hissé sur le marchepied, se mettre à plat, le corps plié à environ 90° pour s'y glisser avant de faire une rotation du corps et venir ensuite s'asseoir sur la banquette arrière. Il n'est pas exclu que Durruti ait pu s'appuyer avec l'aide de sa main gauche – ou sa main droite s'il est entré par l'autre porte arrière - sur la banquette avant de s'y asseoir.

Il n'est pas impossible que, faisant de même mais du côté opposé, par la porte d'en face – le bras droit en écharpe et le *naranjero*, soit en bandoulière ou porté à l'épaule toujours du côté gauche ou encore dans la main gauche – et devant lui aussi se mettre à plat comme Durruti pour entrer dans le véhicule, Manzana ait malencontreusement percuté la crosse de son *naranjero* contre le montant intérieur de la porte, et déclenché ainsi involontairement le coup de feu mortel. Cela correspondrait à la trajectoire à plat de la balle, le tir à bout portant et surtout son entrée par le haut de l'omoplate gauche.

C'est en tout cas une explication de ce genre que Manzana fournit aux témoins présents sur place le 19 novembre ; parmi eux, seul José Mariño la mettra en doute (et ce jusqu'à sa mort en 2013) :

Selon un ancien milicien de la colonne Durruti, [] José Mariño Carballada, Durruti était bien accompagné des seuls Manzana et Graves, le chauffeur. Une autre voiture, dans laquelle se trouvaient le témoin ainsi que certains militants connus, tels que Liberto Ros et d'autres, s'était garée plus loin, entre 50 et 200 mètres, mais hors de vue de Durruti. Une troisième voiture, à bord de laquelle avait pris place, entre autres, Miguel Yoldi, se trouvait encore plus loin. En entendant une détonation provenant du lieu où se trouvait Durruti, alors que la zone était calme, les occupants de ces deux voitures arrivèrent sur les lieux, où ils trouvèrent un Manzana catastrophé qui leur expliqua qu'il venait de tuer accidentellement Durruti. Selon César M. Lorenzo, qui a recueilli les témoignages de Liberto Ros et de José Mariño, Graves avait déjà rentré avec Manzana le corps de Durruti dans la voiture. Mariño, confirmant les dires de Liberto Ros, a répété à César M. Lorenzo ce que Manzana leur avait confié :

« Lorsque ce dernier ouvrit la portière pour que son chef prît place dans l'automobile, le fusil-mitrailleur de type *naranjero* qu'il portait à l'épaule gauche heurta le marchepied, laissant échapper une balle qui frappa, tout près du cœur, Durruti penché en avant. »

Les témoins durent réagir très vite, avant d'emporter le corps de Durruti, qui n'était pas encore mort, et c'est dans cette précipitation que se mit au point la thèse de la balle ennemie tirée depuis le Clínico. À l'exception de Mariño, ils crurent Manzana, semble-t-il (c'était le cas, par exemple, de Liberto Ros, qui fit ¹³³ donc les mêmes révélations à César M. Lorenzo il y a déjà longtemps, mais qui n'en voyait pas moins en Manzana « un chic type »), en raison de sa grande proximité avec Durruti, surtout depuis la prise de la caserne d'Atarazanas.¹³⁴

Par la suite, César M. Lorenzo a communiqué aux Giménologues des extraits plus complets de son livre inédit, où il cite plus amplement les propos de Mariño :

Malgré qu'ils aient été ensemble non loin de l'endroit où Durruti fut touché, la version de sa mort que nous a donnée José Mariño diffère radicalement de celle de Liberto Ros, qui, au fond, s'était contenté

<https://youtu.be/ULg3Q36RWtk>

Ce documentaire très instructif explique le détail du mécanisme interne commun aux modèles MP18/28 et le positionnement des balles dans le canon. Ici il s'agit du mode tir en rafale sur le modèle MP18 dans sa première version très reconnaissable à la forme de son chargeur en forme de coquille d'escargot, et de plus grande capacité. Après 1920, il fut modifié en particulier pour y adjoindre un chargeur droit et aussi le tir au coup par coup.

¹³³ [spontanément, en lui demandant de n'en parler à personne, ce que César accepta] : ajout de 2019.

¹³⁴ In les Giménologues, *op. cit.*, pp. 566-567, qui citent César M. LORENZO à partir de son livre resté inédit : *Les racines espagnoles du socialisme libertaire*, chapitre intitulé « Tantarantana ».

de croire Manzana sur parole. [...] Quoi qu'il en soit, voici, en quelques points succincts, le témoignage de José. Il vaut ce qu'il vaut :

[...]

- Julio Graves le chauffeur, resté au volant, a prétendu qu'au moment fatal il regardait ailleurs. [...]
- Des indices, tels que les deux trous laissés par la trajectoire de la balle dans la veste de cuir de Durruti, montraient que Durruti avait été tué quasiment à bout portant, et de face, d'un coup de pistolet et non pas accidentellement par une balle de *naranjero*.
- À cause d'une blessure, le sergent Manzana avait bien la main droite bandée, soutenue par une écharpe, mais il était champion militaire de tir et capable de viser juste de la main gauche. Versant des larmes, se frappant, gémissant, il joua inlassablement la comédie du désespoir.
- La version officielle de la mort de Durruti (une balle perdue tirée de très loin) fut décidée à la hâte, en extrême urgence, par un groupe restreint de responsables, parmi lesquels Eduardo Val, des membres du Comité régional CNT de Madrid, les commandants d'agrupación Ros et Mira, Miguel Yoldi, délégué du Comité national auprès de la colonne Durruti... Ils espéraient sauver le mythe du grand révolutionnaire, tombé au front, tout en sauvant la peau de Manzana, présumé innocent. Mais cette décision, prise à la majorité des présents, ne fut en réalité qu'une dérobade qui provoqua un énorme malaise et les pires soupçons sans réussir à éviter la démoralisation des miliciens.¹³⁵

César M. Lorenzo : « Dès qu'il entendit les premières paroles et les pleurs de Manzana, José Mariño se méfia, nous a-t-il précisé. Comment croire, en effet, à cette histoire de pistolet-mitrailleur accidentellement déclenché ? Et comment admettre qu'un soldat de métier ait enfreint avec une pareille inconscience les règles les plus élémentaires de sécurité sur le port et le maintien des armes ? Tout sonnait faux, c'était selon lui une mise en scène préméditée ». Et de conclure : « On n'aura jamais de certitude parce que personne n'a pu ou voulu mener, sur place, l'enquête sérieuse – et en particulier l'étude balistique – qui s'imposait : ni Ricardo Sanz, successeur de Durruti à la tête de la colonne, arrivé le 21 novembre, ni le Comité national de la CNT – dont le nouveau secrétaire général, Mariano R. Vázquez, venait tout juste d'être élu le 18 novembre en remplacement d'Horacio Prieto démissionnaire –, ni les plus proches amis du défunt, ni les autorités de Madrid, ni le gouvernement de la République. » (*ibid.*)

Ainsi, devant les incohérences de la version officielle de la balle ennemie, la thèse plus vraisemblable de l'accident involontaire par la faute de Manzana¹³⁶ aurait produit à son tour une sous-version qui voyait Durruti se blesser mortellement avec son *naranjero*¹³⁷.

Il y eut donc une version officielle pour « la masse » et l'histoire – le tir ennemi – ; puis une version pour les militants, qui deviendra semi-officielle – l'accident provoqué par Durruti – ; et enfin une version « pirate » qui circula parmi les témoins et les militants qui ne pouvaient entériner les deux précédentes, et qui finit par laisser des traces – l'accident provoqué par Manzana.

Il y en a une quatrième qui a traversé la tête de bien des militants – à l'instar de Mariño – celle d'un tir volontaire émanant de Manzana, ou des miliciens rencontrés sur le chemin. Reste à savoir si elle tient la route. En tout cas elle représentait la pire de toutes pour le mouvement. Tout le confusionnisme entretenu – jusqu'à aujourd'hui – autour de cette affaire

¹³⁵ Extrait de César M. LORENZO *op. cit.*, pp. 26-27.

¹³⁶ Cette théorie de l'accident provoqué – au moment d'entrer dans la Packard – par la chute au sol du *naranjero*, porté en bandoulière et qui aurait échappé à Manzana, est partagée par des travaux récents que l'on retrouve synthétisés dans le roman historique publié en 2004 par Pedro de Paz : <http://www.pedrodepaz.com/textos/libros/durruti.shtml?3>

¹³⁷ L'on remarquera cependant que le terme « *son naranjero* » peut à la fois désigner un subfusil lui appartenant et celui qui se trouvait alors dans ses mains mais sans pour autant lui appartenir, par exemple celui de *Manzana*. Il y aurait donc une seconde sous-variante possible de l'accident, qui verrait Durruti sortant de la voiture prendre délibérément le *naranjero* des mains de Manzana blessé. Au moment de revenir dans la Packard, Durruti, aurait par inadvertance fait percuter la crosse du *subfusil*, soit contre le sol, soit contre le marchepied du véhicule, provoquant ainsi un tir à courte distance, la balle entrant directement par devant sous le sein gauche. Dans tous les cas, cette sous-version de l'accident au sol, ou sur le marchepied sur lequel serait venue cogner la crosse du *naranjero*, présentait un avantage dans le sens où le commun des miliciens qui en entendrait parler savait que cette arme était particulièrement dangereuse.

s'attacha à la tenir à distance, car elle aurait pu donner raison aux staliniens qui avançaient que Durruti avait été assassiné par ses propres *compañeros* : « Jusqu'à présent, personne ne m'avait parlé de cette hypothèse Manzana [tir accidentel]. Mais [...] j'en suis arrivé à me méfier de lui. [...] Cela m'a effrayé, parce que cela équivalait à faciliter la tâche des staliniens », écrivait Paz à García Oliver en 1972 ¹³⁸.

4 Hypothèse selon laquelle Manzana aurait volontairement tiré sur Durruti avec son pistolet

Horacio Prieto, *Utopistas* (ouvrage inédit, rédigé après-guerre, p. 123) : « Il se disait que c'était son homme de confiance, Manzana, qui lui avait porté un coup de pistolet, involontairement, bien sûr ; mais les insidieux disaient, également, que c'étaient ses propres amis anarchistes qui l'avaient tué. »

Malgré son bras droit en écharpe, Manzana aurait-il pu se servir de son arme personnelle, un pistolet 9 mm en usage dans l'armée espagnole ¹³⁹, pour exécuter froidement Durruti ? Pour cela, il devait tirer de sa main gauche valide, et Mariño a rapporté qu'il était aussi habile des deux mains. Le geste devait être précis en visant le cœur au-dessus de l'omoplate gauche et à une courte distance. Il pouvait le faire dans la Packard, soit du côté opposé en entrant face à Durruti qui baissait la tête pour s'engouffrer dans la voiture ; soit par derrière tandis que Durruti sortait de la Packard en lui tournant le dos, et posant par exemple un genou à terre pour éviter d'être la cible d'un éventuel tireur. Dans tous les cas, il fallait viser de telle façon que cela apparaisse comme un accident.

C'était prendre des risques énormes car Manzana ne pouvait ignorer la présence des jeunes miliciens et celle du chauffeur, certes resté face au volant, mais pouvant se retourner à tout moment. À moins de considérer Graves comme un complice actif de l'assassinat – et dans ce cas tout est possible – le coup de feu l'aurait immédiatement fait réagir, et fatalement Manzana n'aurait pas eu le temps de remettre son arme dans l'étui – toujours situé du côté de sa main droite visible sur toutes les photos – qu'il portait à la ceinture. Quant à Durruti, il aurait vu la scène avant d'en être la victime, même avec la tête partiellement baissée pour s'introduire dans l'habitacle. Tout se joue alors en une fraction de seconde. Durruti aurait fatalement crié et désigné son assassin d'une manière ou d'une autre, publiquement ou

¹³⁸ Cf. Giménologues, *op. cit.* 2016, p. 570.

¹³⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Astra_mod.400

Cette arme réglementaire Astra 400 utilisée par les militaires espagnols est probablement le modèle en possession de Manzana. Sur de nombreuses photos, il porte en effet un étui à pistolet à la ceinture, bien que traditionnellement le pistolet soit une arme réservée aux officiers. Ce pistolet est de calibre 9 mm *Largo* comme le sont aussi les munitions 9 mm *Largo* du MP28/II ou *naranjero*. Le pistolet en possession de Manzana aurait-il pu occasionner des lésions identiques sur le corps de Durruti ? Le modèle Astra 400 avec des munitions 9mm *Largo* est très répandu parmi les militaires espagnols depuis les années 20. Une usine d'armement près de Valence produisit en 1938 un modèle RE pour República Española et une seconde usine en Catalogne produisit le modèle « Francisco Ascaso » pour les unités anarchistes. Ce pistolet récupéré sur les stocks républicains après la Retirada de 1939, sera surnommé « mange-tout » par les résistants français durant la seconde Guerre mondiale car il pouvait utiliser indistinctement plusieurs calibres de munitions. À ce sujet, il y a les péripéties entourant la mort le 16 juillet 36 du général Amado Balmes Alonso, gouverneur militaire de l'île de la Grande Canarie. Selon les historiens qui se déchirent sur le sujet, ce général africaniste et libéral-conservateur se serait opposé au coup d'Etat de son supérieur hiérarchique, le général Franco, qui l'aurait fait assassiner la veille de son départ en hydravion pour rejoindre les troupes de la Légion stationnées à Tetuán au Maroc. Le crime aurait été maquillé en accident qui aurait ainsi vu Balmes se tuer accidentellement avec son pistolet Astra 400 en essayant de débloquer son arme enrayée par une balle coincée dans le canon. L'autopsie très contestée conclura que la balle avait traversé le corps de bas en haut, occasionnant une hémorragie mortelle comparable à celle de Durruti. Les partisans de l'assassinat prétendent que la balle fut tirée de côté sous l'aisselle gauche et toucha la rate comme un journal local l'attesta le jour même avant de changer de version le lendemain, jour des funérailles.

https://es.wikipedia.org/wiki/Pistola_Campo_Giro.

Ce modèle plus ancien, Campo Giro, était utilisé jusqu'en 1921 avant l'introduction de l'Astra 400 qui utilisait aussi des cartouches de 9 mm *Largo*. Les deux modèles sont de la même taille : 225 mm.

confidentiellement, dans la Packard ou sur son lit d'hôpital avant de disparaître... Manzana prenait un risque énorme en transportant en toute urgence au Ritz un Durruti encore vivant.

Est-il donc concevable de se servir dans des conditions plus que périlleuses de son propre pistolet de service, et ce avec la main droite estropiée ? Dans tous les cas, profiter de la « fenêtre de tir » de ce 19 novembre, quand Durruti décide au dernier moment de sortir en Packard, représentait tout de même un sacré coup de poker pour Manzana ! Sans oublier la présence de miliciens, possibles témoins de la scène. N'aurait-il pas été plus plausible et judicieux de le faire assassiner de loin par un tireur embusqué quand il se rendait sur le front avec ses assesseurs militaires ?

5 La version d'une altercation qui tourne mal avec des miliciens ¹⁴⁰

Quant à sa mort, on sait avec certitude que la version officielle de la balle perdue était aussi fausse que la version confidentielle du tir accidentel de son « *naranjero* ». Durruti a été tué de près, par derrière, probablement par un groupe de miliciens qui fuyaient la bataille. Que cette rencontre fût fortuite ou provoquée, on peut en avoir l'intuition mais pas le démontrer ¹⁴¹.

Miguel Amorós a consacré de longs développements aux conditions politiques qui ont conduit Durruti dans le long labyrinthe d'où ne ressortit pas vivant. Il n'entre pas dans les détails entourant la mort de Durruti comme le fit Abel Paz. Dans son ouvrage ¹⁴² et dans l'entretien ci-dessus, il penche pour l'hypothèse (tardive) émise par Sanz ¹⁴³ à partir des dires de Manzana : celle d'un tir à bout portant provoqué par l'un des miliciens en déroute avec lesquels Durruti aurait eu une altercation pour leur avoir intimé de retourner au combat.

Or, en supposant que la balle entra par l'omoplate gauche, l'arme en possession des miliciens – pistolet ou fusil - devait se trouver levée très au-dessus de la tête d'un Durruti debout. On peut douter de ce scénario : le tireur devait être juché sur un muret ou un camion, position l'exposant à de possibles répliques ennemies provenant des étages supérieurs du *Clinico* – même si la zone était peu exposée ce jour-là. Mais on ne peut exclure que l'un des miliciens ait tiré dans le dos de Durruti à bout portant quand il rentrait dans sa voiture.

En outre, voyant la Packard retourner à toute allure vers la capitale, Bonilla serait sorti de sa voiture et aurait demandé aux jeunes miliciens ce qui s'était passé : « Ils me répondirent qu'il y avait eu un blessé. Je leur demandai s'ils savaient qui était l'homme qui leur avait parlé, et ils me répondirent que non ». ¹⁴⁴. Cette attitude pour le moins tranquille de la part d'auteurs d'un coup de feu paraît étrange et ne colle pas avec ce scénario.

Dans tous les cas, comment expliquer que le sergent Manzana que l'on disait très habile au tir n'ait pas riposté face aux agresseurs de Durruti ? Et pourquoi n'en a-t-il pas parlé immédiatement, à Ros, Yoldi et Mariño, au lieu de s'accuser lui-même d'un tir accidentel ? Était-il complice de « prétendus miliciens » chargés de liquider Durruti ?

La veste de Durruti, grande absente de l'exposition de novembre 1938

Il faut revenir sur un point très important souligné par Antonio Ortiz dans ses lettres adressées

¹⁴⁰ Thèse exposée par Ricardo Sanz (rédigée en 1981), publiée après sa mort : « *La muerte de Durruti en la batalla de Madrid* », 20 novembre 1991. Elle était basée sur les dires de Manzana rencontré un an après les faits (cf. Giménologues, *op. cit.*, p. 575).

¹⁴¹ Miguel Amorós, entretien donné en 2014 : <http://gimenologues.org/spip.php?article644&lang=fr>

¹⁴² AMORÓS, 2016, *op. cit.*,

http://www.fondation-besnard.org/IMG/pdf/Amoros_-_Durruti_en_el_laberinto_final.pdf

¹⁴³ Aussi avancée par un cénétiste prénommé « Paco » : témoignage cité par LLARCH, *op. cit.*, p. 20.

¹⁴⁴ Cf. Giménologues, *op. cit.* note 53, p. 555.

à Téllez en 1978. Il lui raconte sa visite à Paris au cours de l'été 39¹⁴⁵ chez Emilienne Morin, dite « Mimi », la compagne de Durruti :

[sur la veste] Il y avait une seule entrée de balle à la hauteur de l'omoplate gauche, et une sortie avec une déchirure énorme sur le devant, avec une trajectoire de plus ou moins 1-5 cm de différence. C'est-à-dire que quand il reçut la balle, Durruti n'était ni baissé, ni au sol¹⁴⁶.

C'est la première et seule fois que cette veste est ainsi décrite par un témoin de manière complète. Sur la seule photo connue du corps de Durruti, on voit son torse nu seulement de face, avec du sang qui a coulé sur le côté au niveau du sein gauche.

Llarch écrit que la veste en cuir resta en possession d'un milicien de la colonne qui la rapporta à Paris à Mimi début 39, après avoir été utilisée par un autre. Il est question d'un trou par devant occasionné par le projectile, recouvert par des insignes militaires. Llarch ajoute (*op. cit.*, p. 212) que l'aspect du trou indiquait que le tir avait été effectué à moins de cinquante centimètres. Toujours selon lui, la chemise ou *guerrera* de Durruti figura avec le pantalon, les deux de couleur kaki, ainsi que le ceinturon et le pistolet¹⁴⁷ dans le cadre d'une exposition organisée à Barcelone en novembre 37 [*sic*] par la 26e Division, en l'honneur de Durruti :

Sur la chemise, autour du trou de la balle, il n'y avait aucune trace de pigmentation comme effet indéniable d'un tir à courte distance. La perforation du tissu était totalement propre. Mais la canadienne que portait Durruti n'apparut pas dans cette exposition.
(Llarch, *op. cit.* p. 209)

Exposer la seule chemise¹⁴⁸ – en supposant qu'il s'agissait bien de celle de Durruti – pouvait donc consolider aux yeux de tous, la théorie d'une « balle fasciste » tirée à 600 m de distance...

La date de novembre 37 de l'exposition – dont la source semble être Miravittles – est reprise par Llarch et Enzensberger. Mais curieusement, on ne trouve pas trace dans la presse catalane – que ce soit *La Vanguardia* ou la *Soli* – de la moindre exposition organisée par la 26e Division de Sanz à cette date à Barcelone¹⁴⁹. En réalité elle eut lieu du 15 au 30 novembre 1938, pour le second anniversaire de la mort de Durruti¹⁵⁰. Et c'est le 20 novembre 38 que fut inauguré le mausolée Durruti-Ascaso-Ferrer au cimetière de Montjuïc, avec les discours de García Oliver et Montseny qui firent le déplacement.

Le Dr. Santamaría récupéra ensuite l'ensemble des effets personnels de Durruti et sa valise¹⁵¹, et les fit remettre à Emilienne Morin, laquelle déclarera en 1977 au journaliste Luís Artime

¹⁴⁵ Ortiz se trouvait en France depuis juillet 38, et fut interné à l'automne 38 au camp du Vernet. Il a dû se présenter chez Emilienne Morin dans les semaines qui suivirent sa sortie de prison, sans doute début avril 1939 : <http://gimenologues.org/IMG/pdf/anexo-durruti-en-el-laberintow.pdf>

¹⁴⁶ <http://gimenologues.org/IMG/pdf/anexo-durruti-en-el-laberintow.pdf>

¹⁴⁷ Ceinturon et pistolet qui devaient être des copies ! Voir *infra* le contenu de la valise remise par le Dr Santamaría à Emilienne Morin.

¹⁴⁸ Dans la revue de la CNT de Valence, *Umbral* n° 53 du 19 novembre 38 pp. 15 et 16, on distingue la vitrine où fut exposée la chemise.

¹⁴⁹ En novembre 37 il y eut un hommage rendu au cimetière de Montjuïc où García Oliver prononça un discours que l'on peut visionner dans un documentaire de la CNT en version complète ci-dessous :

<https://www.youtube.com/watch?v=ueMGpVfJ0jc>

Il rappela à l'auditoire sur un ton vibrant ce que fut le combat du groupe los Solidarios créé en 1923 et composé des « meilleurs terroristes de la classe ouvrière » contre les pistoleros, le patronat et le gouvernement...

Ce document signale par ailleurs la présence d'Emilienne Morin dans l'assistance du meeting qui se tint au cinéma Tivoli de Barcelone.

¹⁵⁰ http://affiches-combattants-liberte.org/fr/28_gomez-h

<http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19380000/19381120.pdf> p. 3.

Ces deux liens font état de la date de novembre 38.

¹⁵¹ Ladite valise est aussi évoquée par José Peirats et Ricardo Rionda Castro. Ce dernier appartenait au comité de guerre de la colonne Durruti et était présent à Madrid. Enzensberger (*op. cit.*, p. 301) cite ses deux sources :

qu'elle contenait la veste en cuir, une casquette, un ceinturon avec un Colt 45, des jumelles et divers papiers ¹⁵². La chemise et le pantalon ont ainsi dû rester dans les affaires en possession de la colonne ; deux mois après ladite exposition, la Catalogne tombait sous le joug franquiste.

En mai 1971 à Barcelone, Miravittles déclarait à Enzensberger avoir examiné la chemise que portait Durruti le jour de sa mort, présentée lors de l'exposition – qu'il date de novembre 37 :

La veuve de Durruti (ou était-ce le Comité Central de la CNT ?) m'envoya, pour une exposition à la mémoire de Durruti, la chemise qu'il portait le jour de sa mort. J'examinai de près le trou d'entrée de la balle ; je me fis en outre assister par un expert. Nous conclûmes que le coup de feu avait dû être tiré de très près, car le tissu portait des traces très claires de brûlure et de poudre. [...] Mais nous connaissions bien la mentalité des anarchistes. Nous savions qu'à Madrid Durruti [...] était devenu un véritable militaire. [...] Il s'était montré impitoyable envers certains chefs des troupes anarchistes oublieux de leurs devoirs. [...] C'est ainsi que nous arrivâmes à penser que cela avait pu être un acte de vengeance.

[...] Quelques jours après, je dinais avec la femme du Durruti, une Française¹⁵³].

- Comment mourut-il ? Vous devez savoir la vérité.

- Oui, je sais tout.

- Comment cela est-il arrivé ?

Elle me regarda dans les yeux.

- Jusqu'au jour de ma mort – dit-elle ensuite – je m'en tiendrai à l'explication officielle : un garde civil tira sur lui d'en haut, depuis une fenêtre – et à voix basse, elle ajouta : Mais je sais qui l'a tué. Ce fut l'un de ceux qui étaient à ses côtés. Ce fut un acte de vengeance. (Enzensberger *op. cit.* pp. 293- 294).

Selon ses propres dires, Emilienne Morin revint en France peu après la mort de Buenaventura, en janvier 1937 ¹⁵⁴. Elle a dû faire de fréquents allers-retours entre Barcelone et Paris durant cette année-là car elle était présente à Barcelone en novembre 1937 ¹⁵⁵. La biographie du dictionnaire Maitron ¹⁵⁶ indique une date de retour définitif en France en janvier 38.

Suite à une question de Paz ¹⁵⁷, Emilienne Morin clôt le débat lancé par Miravittles en répondant qu'elle ne le connaissait que de nom, et qu'elle n'avait jamais participé à ce banquet... Paz, lui-même présent à cette exposition, convient qu'une « chemise » fut présentée derrière une vitrine, mais qu'elle n'en fut certainement pas retirée pour être analysée.

« C'était incroyable, il ne possédait rien, absolument rien. Tout ce qu'il possédait appartenait à tous. Quand il mourut, je me suis mis à chercher des vêtements pour l'enterrement. Finalement, nous avons retrouvé une vieille veste de cuir très usée, un pantalon couleur kaki et des chaussures trouées. En un seul mot, c'était un homme qui donnait tout, il ne lui restait ni un bouton. Il n'avait rien. »

Ricardo Rionda Castro

« Dans sa valise, se trouvaient les effets suivants : vêtements de rechange, deux pistolets, des jumelles et des lunettes de soleil. C'était tout l'inventaire. » José Peirats

Quand Rionda évoque la valise, celle-ci se trouvait alors dans un petit hôtel de Madrid où logeait Durruti. Outre les effets déjà cités, il faut y ajouter un nécessaire de rasage et un petit carnet avec l'annotation « 15 novembre : j'ai demandé au Sous-comité de la CNT un prêt de 100 pesetas pour mes dépenses personnelles ». Le Dr Santamaría y rajouta le ceinturon, la casquette et la veste en cuir.

¹⁵² Elle lui dira aussi avoir détruit les affaires de Durruti, car elle avait des craintes lors de l'arrivée des Allemands en 1940. Papiers, contenu de la valise, dont la fameuse veste en cuir, tout fut brûlé. On peut imaginer aussi que la valise aurait pu être confiée à des amis sûrs, sachant que Mimi avait pris des risques énormes avec le Colt , qu'elle préféra finalement cacher:

<http://labibliotecafantasma.es/cartadabatalla/wp-content/uploads/2013/11/INTERVIU-0052-19770512.pdf>

¹⁵³ De par son poste de responsable de la propagande de la *Generalitat*, Miravittles voyageait fréquemment à Paris pour y rencontrer intellectuels et artistes antifascistes, voire les inviter ensuite en Catalogne.

¹⁵⁴ Sa fille Colette se trouvait Paris en novembre 1936.

¹⁵⁵ Voir fiche technique du film daté de novembre 1937 p. 206 ci dessous :

http://gimenologues.org/IMG/pdf/la_construction_du_genre_dans_le_cinei_ma_anarchiste_de_la_guerre_civil_d_espagne.pdf

¹⁵⁶ <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article4086>

Elle est annoncée comme oratrice à un meeting de l'Union anarchiste à la Mutualité à Paris, le 27 mai 37.

¹⁵⁷ *in op. cit.*, p. 717.

Ainsi, pour les besoins de son récit imaginaire, Miravittles situe la présumée rencontre avec Emilienne Morin en 37, dans la foulée de l'exposition... où il prétend avoir vu de la poudre sur la chemise de Durruti...

Il est clair que la veste en cuir aurait dû être au centre de toutes les investigations, et si elle ne fut pas exposée en 1938 à Barcelone, c'est qu'elle était dans les affaires personnelles remises – probablement à Barcelone au moment des funérailles – à Emilienne Morin par le Dr. Santamaría, et peut-être parce qu'il valait mieux ne pas l'exposer publiquement.

Dans l'interview de 1977¹⁵⁸, la compagne de Buenaventura dit qu'elle n'a « jamais cru à la thèse de l'accident, mais qu'elle n'eut jamais d'autre version que celle-là, l'officielle de la CNT ». On voit que la première version « officielle » (celle du tir ennemi) n'est ici même pas retenue car, au vu du trou dans la veste et des traces de poudre, elle a conclu que le tir avait été fait à 20 cm de distance. Elle convient qu'elle a plusieurs fois pensé à un assassinat, mais il n'y avait « pas de preuves », et que cela lui « paraissait trop grave ». Elle n'évoqua pas pour autant les observations faites par Ortiz en 1939.

Pour en revenir au Dr. Santamaría, lors de deux brèves rencontres avec Llarch, quarante ans après la guerre¹⁵⁹, il fit mention de traces de poudre sur le « vêtement [« la prenda »] de Durruti, et affirma qu'une balle de 9mm fut tirée à moins de 50 cm. Cela signifie qu'elle n'aurait pas traversé le corps puisqu'elle aurait été récupérée lors de l'autopsie, constat peu compatible avec un tir à courte distance et avec des armes aussi puissantes que le pistolet Astra 400 ou le *naranjero* – les deux sont du même calibre, le 9 mm *Largo*¹⁶⁰.

Si la veste avait été examinée par des experts après 1945, l'analyse balistique – comme le disait si justement César M. Lorenzo – aurait livré son verdict. Pour sa part, Ortiz fit d'autres observations et constats.

La version d'Ortiz, seul contre tous...

En 1978, Ortiz incitait Antonio Téllez à vérifier ses observations, car il pensait que la veste était encore en possession d'Émilienne Morin. Il ignorait que ce n'était plus le cas, car elle avait brûlé toutes les affaires de Durruti en 1940. Cela indique qu'Ortiz n'avait plus aucune relation avec Mimi.

Antonio Ortiz avait subi l'opprobre du mouvement libertaire après sa fuite en France le 5 juillet 38, en passant par les Pyrénées. Il expliqua le contexte dans une lettre envoyée à la revue *Triunfo* n° 977. Quelques jours avant son départ, il avait refusé de répondre à une convocation à se présenter à l'Etat-major de l'Armée de l'Est courant juin 38 à Barcelone :

Ils [*Los rusos*] m'attendaient cachés derrière les pins, pour faire de moi un héros dans le genre de Durruti... avec une balle dans le dos¹⁶¹

¹⁵⁸<http://labibliotecafantasma.es/cartadebatalla/wp-content/uploads/2013/11/INTERVIU-0052-19770512.pdf>

¹⁵⁹ (*op. cit.*, pp. 216-218).

¹⁶⁰ Seul le Dr Moya Prats – cité par Llarch au chapitre 1 –, évoque une sortie de balle dans le dos. Voir la partie consacrée aux médecins *infra*.

¹⁶¹ Citation reprise par Téllez dans une lettre envoyée à Ortiz le 24 avril 78 :

<http://gimenologues.org/IMG/pdf/anexo-durruti-en-el-laberintow.pdf>

Après avoir été destitué de son poste de major de la 25e Division le 14 septembre 37, Ortiz intègre l'Ecole populaire de l'état-major en décembre 37. En mars 38, il est nommé à la tête de la 24e Division réorganisée et déplacée vers la frontière des Pyrénées entre la France et l'Andorre. Mais sa destitution continue à être exigée du Premier ministre Negrín par les communistes. Afin d'affaiblir sa position, Ortiz est dégradé et devient sergent – soit un grade inférieur de trois rangs – par un décret daté du 8 juin 38 mais officiellement publié le 17 juin. Puis arrive la convocation de tous les dangers à l'état-major, *calle Muntaner* à Barcelone, où Ortiz refuse de se rendre. Quand il apprend le 4 juillet 38 qu'on lui retire le commandement de la 24e Division, il décide de fuir

Jugé comme déserteur à partir de là, la CNT le condamna à mort – García Oliver compris. Manuel Escorza del Val, qui dirigeait les services d'Investigations de la CNT-FAI envoya des hommes abattre Ortiz et Ascaso, dont les frères José et Justo Bueno. Une tentative d'empoisonnement échoua à Marseille au début de septembre 38 – triste détail, ce fut Emilienne Morin qui procura l'arsenic, ignorant totalement l'usage qui en était prévu ¹⁶².

Ortiz était aussi poursuivi par le gouvernement de Negrín qui avait demandé son extradition aux autorités françaises, et il fut arrêté par ces dernières. Mais les poursuites cessèrent avec la chute de la République espagnole. Les fugitifs furent libérés de la prison de Marseille début avril 39. Marginalisé et ostracisé jusqu'à la fin de sa vie —sa mort en 1996 sera ignorée par la CNT – Ortiz restera traité comme un pestiféré.

Il faudra attendre la parution du livre de Gallardo et Marquez en 1999 pour qu'il dévoile sa propre version des faits, perceptible déjà dans sa correspondance privée dès la fin des années 70. Il fustige alors les auteurs de tous ces mensonges : la version officielle de la CNT de la « balle fasciste » comme celle devenue officieuse de l'accident avec le *naranjero*.

On le voit, Ortiz chercha longtemps à résoudre ce casse-tête en retournant la veste de cuir dans tous les sens. Il se résolut à conclure que quelqu'un avait tiré à bout portant et par derrière sur Durruti lorsque celui-ci avait posé un genou à terre, par précaution en sortant de la Packard. Ce dernier point ne correspond pas à la version que donne Bonilla, qui aurait vu Durruti remonter dans la voiture, juste avant le coup de feu mortel ¹⁶³.

Pour Ortiz, « [...] il reste toujours la question : « Pourquoi tant de mystère, pourquoi tant de serment, pourquoi tant de mensonge [...] Secret d'Etat »? » ¹⁶⁴. Persuadé – pour ne pas dire obsédé – de la culpabilité de Manzana, Ortiz n'étudia pas d'autre piste que celle de l'assassinat.

En 1976, Bonilla finira lui aussi par parler. Il se rallia à la thèse de l'accident du fait de Manzana :

La balle qui blessa mortellement Durruti sortit du *naranjero* que portait Manzana à l'épaule. Quand ils se disposèrent à remonter dans la voiture pour nous suivre, Manzana ouvrit la porte pour que Durruti prenne place sur le siège [...]. Le *naranjero* lui glissa de l'épaule, la crosse heurta le marchepied de la voiture, le fusil-mitrailleur partit tout seul et blessa Durruti. [...] J'ai toujours maintenu le silence autour de la question de savoir si le coup de feu avait été accidentel ou non, car je tenais à le vérifier personnellement auprès de Manzana, mais je ne suis jamais parvenu à le revoir au cours de ces quarante dernières années. ¹⁶⁵

L'attitude des médecins

La situation ne s'était pas éclaircie une fois Durruti entre les mains des médecins. Le D^r Fraile ne trouve des traces de poudre que sur sa chemise, ce qui étonne Ortiz, car Durruti portait une veste en cuir. Pourtant, cela n'a rien de contradictoire, puisque quelques traces de poudre peuvent avoir traversé la veste, surtout à courte distance. Le D^r Moya Prats déclare, en

dès le lendemain avec ses compagnons en France. Voir MÁRQUEZ y GALLARDO, *op. cit.*, pp. 239-241, et les Giménologues, *op. cit.*, page 785.

¹⁶² Il révéla cette tentative de le tuer à Mimi quand il la rencontra chez elle à Paris durant l'été 1939 : MÁRQUEZ y GALLARDO, *op. cit.*, p. 257.

¹⁶³ Entretien donné à Pedro Costa Musté pour la revue *Posible*, n° 80, 22-28 juillet 1976, cité dans Abel Paz, *op. cit.*, p. 692.

¹⁶⁴ <http://gimenologues.org/IMG/pdf/anexo-durruti-en-el-laberintow.pdf>

¹⁶⁵ Entretien donné à Pedro Costa Musté pour la revue *Posible*, n° 80, 22-28 juillet 1976 : Cf. Giménologues, *op. cit.*, p. 565

examinant Durruti le jour même que, la balle ayant touché le péricarde¹⁶⁶, la blessure est nécessairement mortelle. Le D^r Santamaría préfère requérir l'avis d'un chirurgien réputé, le D^r Bastos, pour une expertise en vue d'une possible intervention. Ce dernier racontera dans ses mémoires¹⁶⁷ avoir ressenti une ambiance très lourde à son arrivée. Il comprend qu'on lui cache des choses et croit deviner que ce sont « *ses propres acolytes qui sont responsables de sa blessure* ». La version de la balle tirée à 600 m de la Cité universitaire est écartée d'emblée. On apprend que la balle a traversé la partie haute de l'abdomen et occasionné de profondes lésions au niveau des viscères. Cette description des ravages faits par la balle dans le haut de l'abdomen ne correspond pas à la photo du cadavre de Durruti.¹⁶⁸ On y distingue clairement une blessure au niveau du sein gauche, près du cœur. Le diagnostic du D^r Santamaría correspond plus à la réalité. Paz pense que lorsque Bastos a rédigé ses mémoires, il a dû confondre la blessure de Durruti avec des milliers d'autres observées durant la guerre. Bastos ajoute qu'il avait rencontré des années plus tard des médecins (ils ne sont pas moins de huit en tout, cités par Llarch) ayant assisté à la scène, et qu'ils en tremblaient encore.

De fait personne n'osa en dire plus, s'en tenant à la version connue.

Llarch ignore la version d'Ortiz quand il écrit son livre. Il a cherché, trente ans après, à rencontrer le D^r Santamaría à Lérida et « *le silence fut l'unique réponse* ». Santamaría acceptera ensuite de répondre, deux mois après, à un questionnaire par écrit¹⁶⁹.

En ce qui concerne la blessure, il y a clairement deux versions contradictoires sur l'entrée et la sortie de la balle. Llarch revient sur les déclarations des médecins. Le D^r Santamaría, qui a procédé à une autopsie – dont il n'existe aucune trace écrite – conclut à une entrée de la balle du côté du thorax en direction de l'aisselle. Le D^r Fraile parle d'un orifice situé au niveau de la cage thoracique. Le Dr Moya Prats écrit que la balle est entrée sous le sein gauche puis est sortie dans le dos avec un orifice de sortie plus grand que celui de l'entrée de la balle.

Dans le questionnaire de Llarch, le D^r Santamaría estime qu'il n'est que médecin et pas juge instructeur. Il n'en dira pas plus sur qui pourrait être responsable de la blessure, mais il refuse de cautionner la version du *naranjero* porté par Durruti. On devine la gêne des médecins ; on peut penser qu'ils ont fait bloc pour ne pas l'opérer, ne voulant pas être accusés de sa mort en cas d'issue fatale. Au-delà des compétences professionnelles des médecins qui ont examiné Durruti, que ce soit le D^r Bastos, un éminent spécialiste des blessures par armes de guerre¹⁷⁰ ou les D^{rs} Moya-Prats, Martínez Fraile et Santamaría, le diagnostic sur les chances de survie de Durruti était globalement le bon. Il ne pouvait être opéré qu'avec des risques réels de décéder durant l'intervention.

Amorós donne un élément important dans son livre allant dans le sens d'Ortiz. Il cite une phrase attribuée à Martínez Fraile :

Le docteur Martínez Fraile qui diagnostiqua la blessure mortelle et sans espoir, parla de la trajectoire [de la balle] : « *Ce fut une chose plus d'en haut que d'en bas. Je pourrais dire que c'était comme une ligne horizontale.* » (op. cit., 2016, p. 157¹⁷¹).

¹⁶⁶ [https://fr.wikipedia.org/wiki/Péricarde](https://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9ricarde)

Sans pour autant toucher le cœur, la balle a fait des ravages au niveau des artères et provoque une hémorragie interne.

¹⁶⁷ Manuel BASTOS ANSART, *De las Guerras Coloniales a la Guerra Civil. Memorias de un cirujano*, Barcelone, Editorial Ariel, 1969.

¹⁶⁸ <http://durrutisangreanarkista.blogspot.com/2011/11/el-hombre-que-mato-durruti-y-ascaso.html>
<https://fr.wikipedia.org/wiki/Abdomen>

¹⁶⁹ LLARCH, op. cit, p. 216

¹⁷⁰ <https://www.todocoleccion.net/libros-antiguos-medicina/las-heridas-por-arma-fuego-ano-1936-m-bastos-ilustrado~x64745259>

¹⁷¹ Amorós a fait cette découverte importante dans les papiers de Enzensberger, déposés aux archives CNT d'Amsterdam. L'auteur n'avait pas intégré ce propos dans son livre *Le bref été de l'anarchie*. Enzensberger

Les médecins n'ont jamais abondé dans la version de la « *balle fasciste perdue* ». Le Dr Santamaría a dû avoir un minimum d'explications de la part de Graves et Manzana quand ceux-ci débarquèrent avec le blessé à l'Hôtel Ritz, transformé en hôpital général des milices confédérales. On a dû au moins lui donner la version du *naranjero* tombé des mains de Durruti ou de celles de Manzana, et du coup de feu accidentel lorsque la crosse percuta le sol ou le marchepied de la Packard. En voyant la veste, il a dû rapidement juger si les propos du sergent et du chauffeur étaient conformes à ses observations. En l'occurrence, si l'entrée de la balle était telle qu'Ortiz la décrira plus tard, soit par l'omoplate gauche, ou, selon le témoignage de Mariño ou Bonilla (qui rapporteront les propos de Manzana et la thèse du tir accidentel), une entrée de la balle par devant sous le sein gauche.

À partir de là, le problème se pose d'un avis médical qui finit par épouser ce qui deviendra ensuite la version officieuse de l'accident, conforme aux souhaits des instances de la CNT. Visiblement l'urgence était de ne pas faire de vagues, ce n'était pas aux médecins présents d'enquêter et de faire éclater la vérité au grand jour. Llarch, qui rencontre le Dr Santamaría près de trente ans après, nous montre la gêne et les scrupules de ce dernier quand il s'agit de donner sa propre opinion.

Est-il possible que Dr Santamaría ait parlé avec Durruti, en admettant que l'état de ce dernier le permettait. Les médecins ont choisi de se taire et ont fait leur maximum en administrant de la morphine afin que Durruti ne souffre pas. La tension était telle qu'ils n'avaient pas envie de se mêler de politique sur un sujet aussi sensible et sachant dès le départ que Durruti ne s'en sortirait pas. Bien que souvent inconscient et que les visites soient quasiment interdites par le Dr Santamaría, Rionda Castro, membre du comité de guerre de la colonne, a pu approcher Durruti, et recueillir quelques bribes de conversation, selon ses dires :

À mon arrivée, il était encore en vie. Il m'a reconnu. Il souffrait ; il voulut parler mais le médecin le lui défendit. Il dit cependant quelque chose que je n'ai pas tout à fait compris. [...] Trop de comités ! Il s'en plaignait toujours, déjà depuis son arrivée à Madrid... Il y avait des comités à tous les coins de rue. [...] Trop de comités ! Ce furent ses dernières paroles.¹⁷²

Quand bien même Durruti était plongé dans un sommeil pendant de longs moments, la question légitime que l'on se pose est de savoir s'il parla ou dénonça une éventuelle tentative pour le tuer. Durruti aurait pu parler ou crier dans son sommeil pour dire ce qui s'était passé

¹⁷³.

La réunion du sous-comité national de la CNT

rencontra le Dr Martinez Fraile en 1971. Il le décrivait comme un « médecin aux idées libérales ». Il le cite p. 289 : « Je suis convaincu que c'était un attentat. À peine Durruti avait-il expiré que les chefs les plus importants de l'anarchisme espagnol disparurent de Madrid. »

¹⁷² ENZENSBERGER, *op. cit.* p. 285.

¹⁷³ <http://www.alasbarricadas.org/forums/viewtopic.php?f=19&t=3830&start=45>

À ce propos, il existe un message posté sur un forum en 2005, dont on ne peut certifier l'authenticité, et dont l'auteur se présente comme le petit-fils du Dr Bastos. Il s'agit du message posté « sohomadrid » le 14 décembre 2005 et traduit ci-dessous :

« Aujourd'hui, je suis tombé sur ce forum en cherchant quelque chose sur mon grand-père, le Dr Manuel Bastos Ansart. Don Manuel Bastos Ansart fut appelé, à son époque, le père de la traumatologie moderne et on étudie de nos jours ses traités dans les facultés de médecine de la moitié du globe. À part cela, il examina effectivement Durruti blessé mortellement et emmené à l'hôpital installé dans l'hôtel Ritz. Mon grand-père mourut il y a un certain temps, mais il racontait toujours l'histoire du Durruti et comment son *naranjero* a fait feu en se déchargeant et des quelques paroles sorties de sa bouche avant de mourir. Il me semble, d'après ce que raconta mon grand-père, qu'il répétait déjà moribond : « Quelle idiotie, quelle idiotie », le « foutu fusil », c'est ainsi, ni plus ni moins. Il ne dit plus rien mais il est certain qu'à ce moment-là après son décès, il semble qu'ils décidèrent que personne ne dirait rien de la façon dont il mourut si peu héroïquement. »

L'agenda de la journée du 19 novembre ne peut pas se résumer à la seule blessure mortelle de Durruti. À 16 h devait se tenir une importante réunion du sous-comité national de la CNT, avec comme ordre du jour la militarisation des milices. Paz rappelle que face à la menace communiste, Val, Mera et Durruti devaient mettre en place un comité de guerre et procéder à l'unification de toutes les milices confédérales sous le commandement du seul Durruti nommé délégué responsable ¹⁷⁴. Mera le confirme dans ses mémoires. Avec le recul, cela ressemble à une forme ultime de résistance à la militarisation intégrale des milices que voulaient instaurer Largo Caballero et le PCE, pour montrer que la CNT disposait d'une force comparable au V^e régiment stalinien. Paz détaille le point de vue de Durruti qui est partisan de garder les comités de guerre comme organes de décision collective, contrôlés par la base.

Cela aurait-t-il été suffisant pour contrecarrer la militarisation à marche forcée résultant de la logique ministérielle ? García Oliver semble ignorer les décisions qui devaient être prises lors de cette réunion du 19 novembre car il n'en fait pas état dans ses mémoires.

La disparition de Durruti stoppa net ce processus. Ricardo Sanz resté à Barcelone, n'avait pas été mis dans la confiance, et l'on ne voit pas comment il aurait pu assumer l'éventuelle unification des milices, une fois désigné pour remplacer Durruti. Val abandonnera aussi l'idée et ne s'opposera pas à la militarisation des milices confédérales du Centre. Mera se garda bien d'évoquer la décision d'unir toutes les milices confédérales sous un commandement unique lorsqu'il fit la proposition à García Oliver de remplacer Durruti le 20 novembre. Le ministre de la Justice refusa car cela signifiait son départ prématuré du gouvernement. Il n'avait pas l'intention de se faire piéger comme Durruti. Il avait bien compris que Val était à la manœuvre derrière la proposition de Mera. Il savait aussi que la CNT du Centre n'avait pas digéré que l'un de ses représentants ne siège pas au gouvernement central.

Lors du *Pleno* National du 12 décembre 1936, la CNT accepta de transformer ses colonnes en unités militaires. Cela était prévisible au vu de la teneur du discours « Eloge de Durruti » prononcé par Federica Montseny le soir du 21 novembre : « Le nom de Durruti est lié à la création et au renforcement du front antifasciste et à la création de l'Armée Populaire disciplinée » ¹⁷⁵.

Dans un extrait d'une quarantaine de secondes, tourné quelques heures avant la mort de Durruti, un film soviétique d'information ¹⁷⁶ très troublant montre Manzana le 19 novembre, en gros plan, avec sa main droite blessée. Durruti est présenté comme l'un « des militants les plus actifs du Front populaire », et Manzana apparaît affublé du titre ronflant de chef d'état-major de Durruti, alors qu'il est un illustre inconnu pour 99 % des Espagnols. En le mettant presque plus en valeur que Durruti, le film suggère insidieusement que c'est un « ami » des Russes. Il reprend aussi la version officielle cénétiste de la balle traîtresse fasciste. Ces actualités seront vues par des millions de personnes à travers le monde.

¹⁷⁴ Abel PAZ, *op. cit.*, p. 665

¹⁷⁵ Cette phrase du discours (publié par la CNT-FAI sous forme de brochure en décembre 1936) sera reprise par le consul russe à Barcelone dans une lettre à Companys. « La convergence d'idées entre les hauts dirigeants libertaires et les staliniens fonctionnait », commente Amorós2014, p. 154.

¹⁷⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=zysd62NBm7E&feature=youtu.be>

Le film a été réalisé en novembre 36 par Koltsov et le cameramen Karmen. Il s'agit d'un extrait d'une quarantaine de secondes à partir de la 2^e minute et 23 s d'un film tourné quelques heures avant la mort de Buenaventura.

Chapitre VI Le sergent José Manzana Vivó

Où se trouvait Manzana durant les journées de juillet 1936 ?

Les éléments biographiques ne sont guère précis sur le parcours de Manzana avant juillet 36 et après mai 37. Dès les premiers jours du *golpe*, il aurait participé aux combats de rue à Barcelone ¹⁷⁷ avec deux autres sergents, Valeriano Gordo Pulido et Martín Terrer Andrés ¹⁷⁸. Abel Paz parle de Gordo et Manzana, et s'appuie sur le récit de Luis Romero, *Tres días de julio*. Il ne connaît visiblement pas alors le rôle de Terrer.

Llarch écrit à propos de Manzana :

Manzana était un sergent professionnel de l'armée, appartenant au corps de l'artillerie ¹⁷⁹ et champion de tir au pistolet. Le 19 juillet au matin, il abandonne le réduit des Atarazanas ¹⁸⁰ assiégées pour s'unir aux milices ouvrières et à partir de ces journées-là, il a toujours accompagné Durruti et a été toujours à ses côtés sur le front d'Aragon comme assesseur militaire.

García Oliver confirme la présence des sergents Manzana et Gordo dans les combats livrés près du secteur des Ramblas les 19 et 20 juillet ¹⁸¹. Il relate comment le caporal Soler et une poignée de soldats s'emparèrent de deux mitrailleuses confisquées à un détachement dont les officiers avaient été neutralisés, rue de *Santa Madrona*, près de la caserne de *Las Atarazanas*. Il y eut aussi les combats près de l'hôtel Falcón avec Durruti, Ascaso, Gordo, Manzana, Sanz et Aurelio Fernández ¹⁸². Cependant, l'historien Guillamón ¹⁸³, s'appuyant sur le livre de Márquez et Gallardo ¹⁸⁴, avance que le sergent Manzana ne participa pas aux combats car il était prisonnier dans *Las Atarazanas* depuis le 19 juillet, et qu'il ne fut libéré que dans la journée du 20.

García Oliver décrit Manzana comme un « homme serein et capable à la tête d'un petit détachement ». Le 24 juillet, lors du départ de la colonne Durruti de Barcelone, le chef du

¹⁷⁷ <http://cartotecadigital.icc.cat/cdm/singleitem/collection/catalunya/id/2919/rec/13>
<http://cartotecadigital.icc.cat/cdm/singleitem/collection/catalunya/id/2213/rec/27>

Ces deux cartes – dont l'une est un document CNT et l'autre un plan de Barcelone de 1935 – permettent de suivre les récits des journées de juillet en se reportant sur les lieux des combats.

¹⁷⁸ Selon Miguel INIGUEZ (*Esbozo de una Enciclopedia histórica del anarquismo español*, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, Madrid, 2001), le sergent d'artillerie Valeriano Gordo Pulido appartenait à la caserne de Las Atarazanas où il restait un parc d'artillerie – en cours de transfert vers la caserne San Andrés où se trouvait cantonné le 7^e régiment d'artillerie légère.

Le sergent d'artillerie Martín Terrer Andrés appartenait au 8^e régiment d'artillerie basé à Mataró. En permission lors des journées de juillet, il participa avec Ortiz aux combats de rue.

Gordo et Terrer faisaient partie de ces militaires républicains en contact avec le groupe *Nosotros*, et organisé au sein de l'association clandestine « *Apoyo Mutuo* », dont les ramifications s'étendaient à toute l'Espagne (cf. MÁRQUEZ y GALLARDO, *op. cit.* p. 101).

On ne connaît pas avec certitude dans quelle caserne était affecté le sergent d'artillerie José Manzana Vivó. De 1929 à 1933, il est à la caserne des Docks puis ensuite à la 4^e brigade de la IV^e Division, ce qui correspond soit à la caserne de San Andrés, soit à celle de Mataró. A-t-il rejoint ensuite Las Atarazanas, comme Abel Paz le dit dans son livre ? Cela semblerait logique, puisqu'il connaît Gordo. C'est compatible avec la suite des événements. Il reste encore, en termes de régiment d'artillerie, la caserne des Docks où était situé le 1^{er} Régiment d'artillerie de montagne.

¹⁷⁹ https://es.wikipedia.org/wiki/Organización_territorial_del_Ejército_español_en_1936

Voir onglet 2.4 *Cuarta División Orgánica + 4.a Brigada de Artillería* et onglet 3.3 *Brigadas de Montaña + 1.a Brigada de Montaña (Gerona)*.

¹⁸⁰ Las Atarazanas ou Drassanes sont les anciens arsenaux royaux.

¹⁸¹ GARCÍA OLIVER, *op. cit.*, p. 173

¹⁸² Luis ROMERO, *Tres días de julio*, Editorial Ariel, 1967.

¹⁸³ http://grupgerminal.org/?q=system/files/2018.comitesdefensa.5edi.guillamon_1.pdf

Page 31, Guillamón, ayant lu dans PAZ et GARCÍA OLIVER que Manzana et Gordo ont participé aux journées de juillet et découvrant qu'Ortiz dit le contraire sur la participation de Manzana, fait un raccourci et remplace dans son texte Manzana par Martín Terrer... affecté du coup dans la caserne *Las Atarazanas* – au lieu de celle de Mataró.

¹⁸⁴ MÁRQUEZ y GALLARDO, *op. cit.*, p. 101.

département de la Guerre du comité des milices dit sa préférence pour le sergent Manzana comme assesseur militaire, au lieu du commandant Pérez Farràs. Paz ajoute que ce choix était justifié car il appartenait depuis plusieurs années aux comités antimilitaristes de la CNT, ce qui le rendait plus apte à comprendre « la psychologie de l'anarchiste, hostile à tout ce qui signifie commandement et obéissance »¹⁸⁵. Des récits font état de sa présence avec Gordo aux réunions du comité de défense CNT de Barcelone de la *Plaça Arc del Teatre*.

Proche de Garcia Oliver dont il fut ensuite le secrétaire au CCMA, Garcia Vivancós¹⁸⁶ confirme la présence de Manzana et Gordo le 19 juillet sur les Ramblas.

D'après certains, Manzana se serait joint aux anarchistes, une fois sorti de la caserne de Las Atarazanas où il aurait combattu aux côtés des assiégés. D'autres voient même en lui le redoutable tireur qui aurait tué Francisco Ascaso d'une balle en pleine tête, à partir de cette même caserne. Théorie séduisante, certes, mais il faut aussi se souvenir qu'Enrique Obregón Blanco, secrétaire de la *Federación Local de Grupos Anarquistas de Barcelona*, mourut le 19 juillet de la même manière devant la Telefónica. Des tireurs d'élite dans l'armée, ce n'est pas ce qui manquait, et tout ne peut pas s'expliquer par le fait des médailles olympiques gagnées au tir par Manzana.

Ortiz fait partie de ceux qui affirment que Manzana n'a pas participé aux combats à Barcelone le 19 juillet.

De ce fait, il existe deux versions différentes de la tentative ratée de prendre Las Atarazanas en fin de matinée le 19 juillet.

Selon Paz – qui cite le témoignage de Pablo Ruiz¹⁸⁷ – Gordo et Manzana échouent à s'emparer de *Las Atarazanas*, et doivent fuir par la rue de Montserrat en emportant des caisses de munitions de fusil et des bandes pour mitrailleuses.

Selon Ortiz¹⁸⁸, le 18 juillet au soir, Gordo avait pris sa garde aux Atarazanas. Il devait se coordonner avec Terrer, resté dehors et chargé d'attendre le lendemain l'arrivée de deux cents confédéraux pour prendre *Las Atarazanas*, et faciliter aussi l'entrée aux *Dependencias militares* situées en face. Tel était le plan prévu pour le 19 juillet.

Après avoir combattu toute la matinée du 19 juillet sur la *Brecha de San Pablo* avec les comités de Défense, Ortiz obtient de García Oliver d'aller à *Las Atarazanas* où Gordo et Terrer devaient neutraliser la caserne. Gordo avait bien réussi à ouvrir les portes et à enfermer les officiers, mais les deux cents confédéraux n'arrivaient pas, bloqués dans des combats du côté de *l'Avenida Icaria*, où se situe la caserne des Docks. De ce fait, Gordo et Terrer se replient sur les Ramblas avec des soldats loyaux et deux mitrailleuses. Plus tard dans l'après-midi, Ortiz revient sur les Ramblas où il apprend qu'un canon a été récupéré par des

¹⁸⁵ Abel PAZ, *op. cit.* p. 476

L'appartenance de Manzana aux comités antimilitaristes de la CNT avant juillet 36 pourrait provenir de sources extraites des archives militaires espagnoles, indiquant que le sergent Manzana aurait démissionné de l'armée en 1935. Voir le très conservateur journal *La Razon* :

<https://www.larazon.es/cultura/quien-mato-a-durruti-IP17818617>

¹⁸⁶ <http://hemerotecadigital.bne.es/issue.vm?id=0004166021&page=46&search=Schmeisser&lang=fr>

Ce numéro de 1938 comporte un article à la gloire de Garcia Vivancós, pp. 45-46, où est aussi évoqué Manzana lors des combats de juillet.

<http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Llibertaria/Soli/19360000/19361125.pdf>

Ce numéro de la *Soli* du 25 novembre 36 consacre un grand article élogieux à Manzana, curieusement appelé Manzano, et revient sur son implication depuis les élections du 16 février 36 avec le sergent Gordo des Atarazanas pour surveiller le chef des insurgés, le capitaine López Varela, de la caserne des Docks. Ils collaborèrent avec les secteurs hostiles au coup d'Etat en gestation.

¹⁸⁷ Pablo Ruiz sera l'un des fondateurs du groupe Les Amis de Durruti. https://es.wikipedia.org/wiki/Agrupaci3n_de_los_Amigos_de_Durruti

¹⁸⁸ Cf. MÁRQUEZ y GALLARDO, *op. cit.* pp. 99-101.

combattants mais ceux-ci ne savent pas s'en servir. Gordo est alors chargé par Ortiz de s'en occuper. Gordo l'informe que Terrer a été blessé, du côté de la *Brecha de San Pablo*. Ortiz se rend vers la clinique au nord de Barcelone où Terrer a été évacué et prend des nouvelles de son état.

Dans ce scénario, Manzana n'a pas participé aux combats, et pour cause : « Lors de l'occupation de Atarazanas, Manzana fut trouvé enfermé dans un cachot, et il fut emmené au siège du POUM, où Valeriano Gordo alla plus tard le libérer ¹⁸⁹.

Si ce dernier fait se révélait exact – car on peut imaginer que Manzana soit retourné dans *Las Atarazanas* pour finalement y être bloqué puis fait prisonnier, après une tentative de livrer la caserne, et ce jusqu'à la reddition des insurgés – la venue rapide de Gordo pour le libérer serait alors des plus étranges. Gordo devait vraiment bien le connaître et avoir des garanties sur sa loyauté pour être venu le chercher si vite !

Pour Ortiz, considérer que Manzana faisait partie des militaires qui affrontèrent les factieux est une « erreur historique ». Ce possible « oubli » d'Ortiz de la présence de Manzana dans les combats pourrait s'expliquer par la haine qu'il lui voue depuis la découverte de la veste de Durruti. En outre, Ortiz se souvient forcément mieux de Gordo et Terrer, car ces deux militaires proches de la CNT furent affectés à sa colonne en Aragon, qu'ils désertèrent ensemble en juillet 38, et qu'ils se retrouveront plus tard en exil au Venezuela. Tandis que Manzana rejoindra la colonne Durruti comme assesseur militaire.

Manzana n'était sans doute pas anarchiste ni membre de la CNT, mais il pouvait très bien être un républicain franc-maçon légaliste et hostile au coup d'État. Dans la caserne, entouré d'officiers factieux, il ne devait pas être le seul dans ce cas-là parmi la troupe. Combien de soldats pensaient ce jour-là agir en défense de la République – c'est en ces termes que les invectivaient les officiers nationaux félons pour les faire sortir dans la rue et contrôler les points stratégiques de Barcelone.

Les heures décisives avant et après la mort de Durruti

Il convient maintenant de s'attarder sur l'attitude de Manzana, mais aussi de celle de Julio Graves, le chauffeur de la Packard, une fois Durruti entre les mains des médecins. Du second on ne sait finalement pas grand-chose, ni ce qu'il est devenu par la suite ¹⁹⁰.

Ariel, le correspondant de la *Soli* ¹⁹¹ à Madrid, est l'auteur d'une petite brochure parue en 1945, *Como murió Durruti*, où il continue à propager la version de la balle « *fasciste* ». Pour lui, Julio Graves, de retour de l'hôtel Ritz, se précipite « au milieu de l'après-midi » au local de la *Soli*, déménagé dans l'édifice du sous-comité national de la CNT depuis un récent bombardement. Graves demande à Ariel de pouvoir rencontrer son frère Eduard ¹⁹², qui se

¹⁸⁹ (*Ibid.*)

¹⁹⁰ Llarch affirme qu'il vivait en Espagne après la guerre civile, mais sans savoir où il résidait.

¹⁹¹ <http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19380000/19381120.pdf>

On peut lire dans ce numéro anniversaire de la *Soli* paru en 1938 un résumé des événements rédigé par Ariel, en p. 2. On remarquera que selon le témoignage du chauffeur – Graves n'est pas nommé – « Au moment où Durruti ouvrait la porte de la voiture, des balles sifflèrent depuis el Clínico. Durruti se plaignit. Nous vîmes qu'il était tombé blessé. Nous l'avons relevé et mis dans la voiture ». Le « nous » désigne forcément Manzana, mais il n'est pas cité. À comparer ci-dessous avec la lecture de la brochure d'Ariel parue en 1945 et le témoignage de Graves qu'elle contient, ainsi que de larges extraits qui figurent dans le livre d'Abel Paz.

¹⁹² Les prénoms orthographiés en catalan ont été laissés ainsi dans ce texte. Précisions sur la véritable identité d'Ariel : il s'appelle Josep Bort-Vela. Son frère Eduard était un ex-capitaine d'artillerie et collaborait au quotidien *Castilla Libre* que dirigeait Eduardo de Guzmán. Il n'est donc pas le frère d'Eduardo Val comme il a été souvent écrit par erreur dans différents ouvrages. Voir la note [20] du lien ci-dessous :

https://francescviadel.wordpress.com/2017/06/03/josep-bort-vela-el-periodista-que-va-vetllar-durruti/#_ednref20

repose dans une pièce à côté. Graves était très lié au frère de Ariel en qui il avait « une intime confiance du temps des luttes sociales à Barcelone ». Ariel introduit Graves auprès de son frère, mais reste à l'écart. Il assiste de loin à l'échange et constate alors que les deux hommes pleurent. Il s'approche et découvre que son frère vient d'apprendre la blessure mortelle de Durruti. Graves insiste déjà pour que la nouvelle ne soit pas divulguée.

Ariel, Eduard et Graves partent vers 17 h pour aller voir le D^e Santamaría. Celui-ci leur déclare qu'on ne peut plus rien faire pour le sauver. Aucun des trois ne voit Durruti. Ariel presse Graves de lui donner des détails sur ce qu'il sait. Le chauffeur donne la version de la balle fasciste.

Ariel n'a pas rencontré Manzana ce jour-là. Il connaît par contre Val, qu'il a vu la veille au quartier général de la colonne. Ariel y avait pris connaissance par Durruti des blessures de Yoldi et de Manzana, et des lourdes pertes subies sur le front de la Moncloa. Ariel prévint aussitôt Val qui se rendit au quartier général et donna des consignes au téléphone pour envoyer des renforts confédéraux sur place. Il confirma Yoldi et Manzana, à leurs postes malgré leurs blessures, pour encadrer ces renforts. Yoldi sera finalement hospitalisé brièvement.

Paz (*op. cit.* pp. 695-696) reprend le témoignage de Mera paru dans ses mémoires. Il est environ 16 h, selon lui quand Cipriano et Val attendent Durruti, en retard pour la réunion. Mera fait part de ses observations à Val sur les problèmes de discipline inhérents à la colonne de Durruti. Ils donnent l'exemple des miliciens qui se précipitent dans les étages du Clínico quand les soldats ennemis occupent le sous-sol et le rez-de-chaussée. Ils voient arriver peu après Manzana qui demande à voir Mera en aparté. Il lui annonce la terrible nouvelle. Manzana donne sa version à Mera qui correspond à celle de Graves : celle de la balle fasciste. Manzana demande immédiatement à Mera de garder le secret pour éviter que les miliciens ne crient à la trahison. Mera ne s'y oppose pas mais veut que Val soit informé. Les deux partent tout de suite voir Val qui est atterré par la nouvelle. Ensuite, arrivés au Ritz, Mera et Manzana montent au premier étage pour voir Durruti. Mera l'embrasse sur le front, il le sait perdu, mais ils ne peuvent échanger le moindre mot. Manzana et Mera voient ensuite Yoldi, et les trois prennent la décision de garder le secret au regard des réactions imprévisibles des miliciens de la colonne. Val arrive à son tour à l'hôpital et demande à Manzana s'il ne s'agit pas d'« une trahison des communistes » ; Manzana répond par la négative. Val approuve la décision de garder le silence. Mera et Val demandent à Manzana de prendre en charge le reste de la colonne, et d'y galvaniser les miliciens par sa présence.

Si on s'en tient au déroulé des faits, Graves et Manzana se sont visiblement concertés sur la marche à suivre. Quand ils déposent Durruti à l'hôpital, peu après 14 h 30, ils disposent alors d'au moins une bonne heure devant eux. Se sont-ils vus ensuite au quartier général de la colonne ? Manzana a-t-il revu les témoins de la scène arrivés juste après le coup de feu mortel ? On pense aux délégués de groupements et centuries comme Ros et Yoldi¹⁹³. À un moment donné, Manzana et Graves se sont forcément mis d'accord avec ces derniers pour qu'ils corroborent la version qu'ils ont échafaudée, et qu'ils vont présenter – avec de petites variantes, si on en suit le déroulé de l'exposé de Paz – à leurs différents interlocuteurs madrilènes au cours de l'après-midi. En effet, simultanément, autour de 16 h -16 h 30, Graves va voir Ariel, et Manzana demande à parler à Mera. Juste avant que Manzana et Graves ne quittent le quartier général de la colonne, rue Miguel Ángel, Bonilla arrive sur place après avoir quitté l'endroit où Durruti a été blessé¹⁹⁴. Il confirme y avoir vu Manzana. Il doit être

¹⁹³ Les délégués partis à Madrid avec Durruti, selon Paz, étaient Liberto Ros, José Mira, Miguel Yoldi, Ricardo Rionda et Francisco Mora. Il y avait aussi Antonio Bonilla et José Mariño.

¹⁹⁴ La voiture de Bonilla était garée plus haut à 20 m. Il dit n'avoir pas entendu le coup de feu, vu Graves démarrer la voiture et faire demi-tour. C'est ensuite que Bonilla va sur place et apprend que quelqu'un a été blessé, sans en connaître l'identité.

entre 15 h et 16 h. Leur entrevue se passe mal. Il est furieux et traite Manzana de menteur quand celui-ci lui répond que Durruti est parti à une réunion. Bonilla lui dit qu'il le tient pour responsable de ce qui est arrivé, et qu'il devra s'en expliquer.

Lors d'une réunion entre les membres du sous-comité national présents à Madrid, et devant les rumeurs qui enflent, la nécessité de garder le silence fait l'unanimité. Val convainc l'auditoire qu'il faut aller au plus urgent et reprend la version de Manzana – et indirectement celle de Graves, qu'il n'a pas rencontré mais dont il aurait pu connaître la teneur par Ariel. En effet, ce dernier en a déjà fait part aux membres du sous-comité national qu'il a rencontrés dans l'après-midi. Mera insiste pour que la nouvelle ne soit pas annoncée afin de ne pas démoraliser les miliciens et ainsi favoriser les désertions. Le « silence et à la discrétion » seront tels qu'Ariel attendra la fin de la réunion du sous-comité dans la nuit pour avertir officiellement la *Soli* de Barcelone, soit dans la matinée du 20 novembre.

Durruti décède vers 6 h du matin. Manzana ne prévient Santillán à Barcelone que quinze minutes après ¹⁹⁵. Il ne donne aucune précision et Santillán, abasourdi, ne lui pose aucune question. Il dit être sorti de chez lui car incapable de pouvoir le dire à Émilienne Morin, qu'il héberge. Cette dernière dira en 1977 qu'elle se trouvait alors avec Juanel à la Capitainerie générale du port de Barcelone où Santillán l'appela au téléphone. En 1970, Santillán écrivait à Manuel Martínez Bande ¹⁹⁶ que Manzana lui avait déclaré sur le champ, « *en el acto* », la version de l'accident provoqué par le *naranjero* porté par Durruti. Et il reconnaît que devant les rumeurs qui circulaient « nous n'avons pas tenté alors d'établir la vérité ».

De son côté, Sanz avance que c'est lui qui informa Santillán et Díaz Sandino au Conseil de défense à Barcelone, juste après que García Oliver l'ait appelé.

Le 21 novembre, la mort de Durruti est officiellement annoncée aux miliciens de sa colonne. Le même jour, García Oliver, Montseny et Sanz vont à leur contact et constatent l'intensité de leur colère. Très émus, les miliciens sont « convaincus que ce ne sont pas les fascistes qui l'ont tué. Ce sont des ennemis que nous avons dans notre propre camp qui l'ont assassiné ». Ils mettent en garde Sanz pour qu'il ne soit pas la prochaine victime, car « il suffit de défendre des idées révolutionnaires pour être liquidé ». La majorité veut retourner en Aragon : « Là, nous savons à qui nous avons à faire, là, aucun ennemi ne nous attaque par derrière » ¹⁹⁷.

Val reprend la main

Dans la situation chaotique qui règne à Madrid le 19 novembre, il n'y a qu'une personne qui prend les choses en main, c'est Eduardo Val ! Selon Mera, c'est lui ¹⁹⁸ qui l'envoie – contre son gré – à Valence dans la nuit annoncer la nouvelle à García Oliver, alors qu'il suffisait de lui téléphoner dès la nouvelle connue ! Envoyer Mera à Valence en pleine bataille à Madrid – comme s'il voulait l'éloigner momentanément ou gagner du temps sur la réaction que pourrait avoir García Oliver avec les moyens d'enquête dont il disposait comme ministre de la Justice – montre le poids déterminant de Val dans les heures critiques entourant la mort de Durruti.

À Valence, en présence de Mera, Montseny, García Oliver et Marianet ¹⁹⁹, les noms de Jover, Ortiz et Sanz sont cités en remplacement de Durruti. Sanz est choisi, qui se trouvait alors en Catalogne. Selon Amorós, Marianet réunira ensuite tous les témoins du drame pour leur

¹⁹⁵ <http://acontretemps.org/spip.php?article369>

¹⁹⁶ <http://gimenologues.org/IMG/pdf/anexo-durruti-en-el-laberintow.pdf>

¹⁹⁷ ENZENSBERGER, *op. cit.*, p. 287

¹⁹⁸ Selon Paz (*op. cit.* p.696) c'était une décision du pleno de militants convoqué dans la soirée du 19 novembre, où José Prats représentait le CN.

¹⁹⁹ Marianet a remplacé Horacio Prieto le 18 novembre au poste de secrétaire national de la CNT.

demander une fois de plus de garder le silence. Le CN avalisera la nomination de Ricardo Sanz pour remplacer Durruti le 21 novembre, mais en réalité la décision avait déjà été officialisée la veille. Sandino nomma Sanz commandant de tous les forces catalanes à Madrid ²⁰⁰... ce que n'obtint jamais Durruti ²⁰¹ !

Val était le seul qui avait les moyens de faire une enquête immédiate tout en gardant les informations recueillies pour lui-même, les instances locales madrilènes et le cercle très restreint des dirigeants du comité national. En tant que responsable des services d'Investigation de la capitale au sein du Comité de défense de la CNT du Centre et secrétaire de Défense du CR, Val pouvait faire retrouver les miliciens auxquels s'adressa Durruti en descendant de son véhicule. Le véhicule aurait dû être inspecté et un rapport établi sur les traces de sang aux alentours et à l'intérieur de la Packard. Une recherche de l'arme incriminée ainsi que de la balle qui tua Durruti aurait dû être entreprise. Enfin, l'ensemble des témoins aurait pu être auditionné pour confronter les différentes versions. Rien de tout cela ne fut fait et Val s'en tint aux déclarations des uns et des autres. En pleine bataille, la priorité était ailleurs.

De ce fait, on ne sait pas qui étaient les miliciens auxquels s'adressa Durruti devant le Clínic. On se souvient que la veille, suite aux pertes nombreuses – information transmise par Ariel – Val avait renvoyé des renforts confédéraux, dont nous n'avons pas le détail. On peut supposer que certains appartenaient à l'ex-colonne Del Rosal ²⁰², placée sous le commandement du capitaine-médecin Miguel Palacios et dont l'effectif avait été décimé.

Il est probable que la centurie Sigüenza de Villanueva venue de Tarancón fut aussi engagée dans l'attaque du Clínic prévue le 19 novembre. Mera ajoute que l'état-major de Miaja plaça également des troupes venues de Barcelone. Provenaient-ils de la colonne Libertad-López-Tienda ²⁰³ du PSUC-UGT – ou du moins ce qu'il en restait – car cette colonne était un conglomérat improvisé par le PSUC à majorité communiste mais avec des soldats professionnels et des miliciens de retour d'Aragon affectés à la colonne Carlos Marx autoproclamée division. Le PSUC en pleine ascension voulait montrer qu'il pouvait envoyer près de 2500 hommes à Madrid quand la colonne Durruti en envoyait à peine 1500 ²⁰⁴.

Rappelons que Bonilla était venu avertir Durruti du refus du Bataillon Asturias d'aider les miliciens dans l'Hôpital-Clinique.

Quel fut le rôle d'Eduardo Val dans le choix de la version officielle ? Il reprend tout de suite à son compte la demande de garder le silence, suggérée par Graves et Manzana ; ce dernier devient alors très avare en explications. José Mariño évoque une décision collégiale prise par

²⁰⁰ Cf. Ricardo SANZ, *op. cit.* :

« *Por el presente escrito, se nombra jefe de todas las fuerzas catalanas que operan en el frente de Madrid, al compañero Ricardo Sanz, el cual se hará cargo del mando de dichas fuerzas, en el plazo más breve posible, por exigirlo así las actuales circunstancias.*

Dado en Barcelona a 20 de Noviembre de 1936. El Consejero de Defensa de la Generalidad de Cataluña. Sandino (firmado). »

²⁰¹ En fait Sanz ne dirigera que les restes de l'ex-colonne Durruti. C'est Manzana qui s'occupera fin novembre du retour en Aragon des miliciens déplacés à Madrid, et reprendra en charge le gros de la colonne Durruti.

²⁰² https://es.wikipedia.org/wiki/Columna_del_Rosal

Bonilla pense mais sans en être sûr, que c'étaient cinq miliciens de la colonne Del Rosal. Décimée lors des combats, la colonne Palacios ne comptait plus que 400 combattants sur les 1000 de son effectif le 13 novembre. Il est probable que, faute d'officiers eux aussi tués au combat, les miliciens restants aient été affectés en partie, et dans un premier temps, à la colonne Durruti et à celle de Mera. En fait, la colonne Palacios resta finalement sur place et reçut des renforts de carabiniers et de 600 volontaires de la CNT.

²⁰³ Paz (*op cit* p. 641) détaille la composition de cette colonne Libertad-López-Tienda.

²⁰⁴ Cette limitation volontaire du nombre de miliciens résultait des décisions du *Pleno* régional du 11 novembre à Barcelone, en avançant comme justification le fait que la colonne de Durruti devait s'unir aux forces de Mera sur place à Madrid.

Val, Ros et Mira puis Yoldi ²⁰⁵ d'inventer la légende de la « balle fasciste ». Mais on ne peut écarter la possibilité que Graves, Manzana, Ros, Mira et Yoldi aient pu en discuter ensemble ou séparément un peu avant que Val n'apprenne la blessure mortelle de Durruti. Val pourrait être aussi l'auteur de la version de la « *balle fasciste* », dès qu'il entend parler du récit de Graves plus tard dans l'après-midi, et ce après avoir rencontré Manzana et Mera.

Dans tous les cas, la *Soli* qui paraît le 21 novembre 1936 ²⁰⁶ dénonce en première page une « balle criminelle et éloignée du front » ; et plus loin dans un second encart, on laisse entendre qu'elle fut tirée « d'une fenêtre d'un petit hôtel de la Moncloa ». Le sous-comité national de la CNT à Madrid venait de lancer là ce qui allait devenir la version officielle durant 40 ans.

Manzana de retour en Aragon

Sur des photos prises le 22 novembre, lors de l'enterrement de Durruti à Barcelone, on peut voir au premier rang Manzana tenant le bras d'Emilienne Morin, près des « officiels » de la CNT et des membres de la colonne.

« La FAI avait distribué une circulaire le jour de l'enterrement de Durruti défendant : “Un corps d'armée bien discipliné et bien armé [...] qui réponde à une pensée et respecte les exigences des compagnons responsables qui se trouvent dans les postes de commandement. [...] Il est significatif de constater qu'à sa mort, une campagne obsessionnelle pour la militarisation se déchaîna dans la presse libertaire », écrit Miguel Amorós dans son dernier ouvrage *Hommage à la révolution espagnole* pp. 41-45 ²⁰⁷.

On voit à quel point Durruti et sa colonne représentaient « un obstacle de taille » face à la militarisation. Manzana fut chargé d'appliquer la consigne « des compagnons responsables », lesquels se succédaient aux tribunes pour louer avec ferveur les « bienfaits miraculeux » de la nouvelle armée étatique : Sanz, Mera, García Oliver, Juan Peiró, Federica Montseny ...

Manzana revient début décembre 36 sur le front de Madrid où il reprend en main les derniers miliciens restés après la mort de Durruti – ils combattaient au sein de la brigade X ²⁰⁸ en voie de militarisation, devenue la 39^e BM ²⁰⁹ le 26 novembre. Tandis que début 1937, Val informe Mera que le Comité régional du Centre le charge de former une Division avec les Brigades 10, 77 et 70, Manzana part en Aragon remplacer Lucio Ruano à la tête de l'ex-colonne Durruti, en pleine crise interne du fait des actes de despotisme impliquant directement les frères Ruano (exécution de miliciens ayant reculé devant l'ennemi, assassinats, vols ²¹⁰). En tant que commandant militaire de la colonne, Manzana bénéficia de larges pouvoirs pour imposer la militarisation aux miliciens récalcitrants, sans pour autant aller jusqu'à recourir aux procédés des Ruano. La *Soli* du 17 janvier 1937 l'encensa en ces termes « Manzana est un Durruti ressuscité » dans un encadré illustré avec un croquis où l'homme porte encore son bras droit en écharpe.... Pour autant la colonne Durruti ne deviendra la 26^e division qu'à la fin avril 37. Manzana laissera la place à Sanz, lequel procédera à l'arrestation de

²⁰⁵ Yoldi a été secrétaire du CN de 1934 à 1935 où il fut remplacé par Horacio Martínez Prieto

²⁰⁶ <http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19360000/19361121.pdf>
<http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19360000/19361122.pdf>

Dans le numéro de la *Soli* du 22.11.36 sur le déroulement des funérailles prévues ce jour-là, on note en p. 6 la déclaration de Federica Montseny qui fait un éloge remarqué de Manzana, orthographié Manzano. Elle le présente comme le continuateur de l'œuvre de Durruti, et signale que les deux hommes se connurent lors des journées de juillet et de l'assaut des Atarazanas.

²⁰⁷ Paru aux éditions de la Roue en octobre 2019.

²⁰⁸ https://es.wikipedia.org/wiki/Milicias_Confederales_de_la_CNT_del_Centro

²⁰⁹ [https://es.wikipedia.org/wiki/39.ª_Brigada_Mixta_\(Ejército_Popular_de_la_República\)](https://es.wikipedia.org/wiki/39.ª_Brigada_Mixta_(Ejército_Popular_de_la_República))

²¹⁰ Voir une biographie complète de Lucio Ruano et de son frère *in* les GIMENOLOGUES, *op. cit.*, p. 829, ainsi que d'autres faits mentionnés au sujet de Manzana et Ruano pp. 494-521.

<http://gimenologues.org/spip.php?article687>

« déserteurs » et à la mise en première ligne des derniers résistants à la militarisation. Cette nomination ne pouvait venir que des hautes instances du comité national.

Manzana aurait été ensuite brièvement affecté au 8e régiment d'artillerie légère de Mataró après l'arrivée de Sanz fin avril. Puis sa présence est signalée à Barcelone début mai 37, dans le « Comité révolutionnaire secret – formé par Julian Merino, Luciano [*sic*] Ruano et le sergent Manzana – qui dirigea les opérations militaires contre le PSUC », selon Suner Vidal ²¹¹. Ce comité dépendait de Manuel Escorza ²¹². Paz en parle également dans une lettre adressée à Garcia Oliver en septembre 72 :

Germinal Gracia [...] considère qu'en donnant la version officielle, je trahis l'histoire. Il dit que toi, comme Santillán, lui aviez donné la version de l'accident, mais que lui ne la croyait pas. Il se demande si un tir malheureux de Manzana ne serait pas plus près de la vérité. Il me reproche de ne pas retenir cette théorie, ou version. Je me demande, car personne jusqu'à aujourd'hui, ne m'avait parlé de cette version Manzana. Mais je te confesse que mes recherches m'ont poussé à me méfier de lui. Par contre, j'ai cherché sur les activités du sergent et j'ai appris que, après la mort de Durruti, le CP de la FAI (Escorza) l'a pris comme conseiller technique militaire ou quelque chose comme ça. Ça m'a surpris, car c'était faciliter le travail des staliniens... j'ai coupé court et j'ai maintenu la version officielle. Ai-je mal fait ? Je ne crois pas. ²¹³

Après les événements de mai 37, le gouvernement de Valence récupérera l'ensemble des compétences en matière de défense de la *Generalitat*. C'est la fin de l'EPR catalan et les unités seront intégrées dans l'Armée de l'Est du général Pozas. Après la dissolution du régiment de Mataró en juin 37 ²¹⁴, on ne sait avec certitude dans quelle unité fut affecté Manzana. Les archives générales de la guerre civile espagnole de Salamanque indiquent – de manière erronée – qu'il se trouvait toujours au sein de la 26e Division en juillet 37. D'après le JO du ministère de la Défense nationale du 17 janvier 38, il aurait été affecté à la 24e Division commandée depuis novembre 37 par une vieille connaissance, le major Yoldi, le même jour où il est nommé au grade de lieutenant, soit le 12 janvier. La 24e Division sortira laminée de l'offensive d'Aragon et de la déroute de Belchite en mars 38. Le 15 avril 38, les troupes de Franco atteignent la coté méditerranéenne du côté de Vinaroz. L'ancienne division de Manzana est dissoute. Il obtiendra le grade de capitaine le 18 avril 1938 ²¹⁵. Quant à Yoldi, il est destitué étant accusé par Lister d'être responsable de la perte de Belchite. Il échappe alors à une tentative d'assassinat. Le comité national de la CNT le fera évacuer vers l'arrière pour le protéger.

On perd la trace du capitaine Manzana à partir de mai 38. L'ex-sergent finira la guerre, éloigné des ex-colonnes de la CNT devenues divisions, soit les 25e, 26e et 28e.

²¹¹ <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article13135>

²¹² Une biographie de Manuel Escorza en espagnol :

<http://grupgerminal.org/?q=system/files/BiografiaManuelEscorza.Guillamon.2017.pdf>

²¹³ <http://ascaso-durruti.info/pagebarr/viecad/balance38.pdf>

Correspondance Diego Camacho et Juan Garcia Oliver in revue *Balance* septembre 2014, p. 29

²¹⁴ Ce document à la page 592 montre les affectations des lieutenants Gordo et Terrer dans la 25e division commandée alors par Ortiz. Il est évoqué à propos de Terrer qu'il vient du régiment léger n° 8 dissous qui doit correspondre à celui de Mataró. Cela pose la question en substance du point de chute exact de Manzana après les journées de mai 37.

http://bibliotecavirtualdefensa.es/BVMDefensa/i18n/catalogo_imagenes/grupo.cmd?path=121469

²¹⁵ Voir sa nomination comme lieutenant p150 avec ses noms orthographiés Manzana Bibó !

http://bibliotecavirtualdefensa.es/BVMDefensa/i18n/publicaciones/numeros_por_mes.cmd?idPublicacion=31&anyo=1938

Sa nomination officielle ci-dessous avec 403 autres lieutenants au grade de capitaine, se fait dans la même promotion... que deux autres sergents d'artillerie présents aux journées de juillet 36 à Barcelone, Valeriano Gordo Pulido et Andrés Martín Terrer. Voir p. 248-249 :

<http://bibliotecavirtualdefensa.es/BVMDefensa/i18n/consulta/registro.cmd?id=10000070536>

Une possible affectation de Manzana dans la 33e division du commandant Medrano ²¹⁶, membre du Parti syndicaliste de Pestaña est évoquée. Cette division avait déjà été intégrée en décembre 37 à l'Armée du Centre du général Miaja et sa composante, le IVe corps d'armée de Cipriano Mera promu major de corps d'armée. L'heure est à la promotion des commandants du mouvement libertaire. Le 25 avril 38, le président du Conseil Negrín nommera Durruti ²¹⁷ au titre de major de milices avec ancienneté au 19 juillet 36 et lieutenant-colonel à la date de son décès le 20 novembre 36. Emilienne Morin refusera les décorations.

Dans son livre écrit en 1940 sur les causes de la défaite, Diego Abad de Santillán fait référence à deux reprises à Manzana comme « aide de Durruti depuis le premier jour de la révolte, et ensuite son successeur en Aragon ». En septembre 38, le capitaine Manzana fait un rapport à la CNT, dont deux extraits sont cités dans le livre, où il critique l'incompétence militaire des commissaires politiques au sein des unités et celle des conseillers russes en ces termes :

Voyez sinon le tracé actuel de nos lignes et l'échec de nombreuses offensives que ces conseillers ont projeté et dirigé. ²¹⁸

C'est une référence implicite à la désastreuse chute de Belchite, conquise en septembre 37 puis tombée en mars 38. Afin de justifier l'offensive dite d'Aragon d'août 37 – en fait une intervention déguisée pour dissoudre le conseil d'Aragon –, les conseillers russes et surtout le militaire communiste Líster avaient encensé les fameuses « fortifications inexpugnables » de Belchite exigées par Staline et qui se sont avérées être une ligne Maginot avant l'heure. Belchite subit un déluge de feu de l'artillerie franquiste et de l'aviation allemande lors de l'offensive éclair des troupes « nationales ».

Manzana bénéficie dès le 19 novembre de la protection tacite de Val, et celle aussi de García Oliver. Le 21 novembre 1936, à la veille des funérailles à Barcelone, Manzana se confie à García Oliver en présence du D^r Santamaría. Il dit que « sa mort fut un accident ». Durruti se serait blessé avec son *naranjero* qui aurait cogné le sol quand il a glissé en sortant du véhicule. Manzana ajoute même que plusieurs coups partirent de l'arme, dont l'un blessa mortellement Durruti. Sur ce dernier point, le sergent abuse de la crédulité de García Oliver et lui ment effrontément. En cas de choc sur la crosse, un *naranjero* ne peut pas déclencher une rafale accidentellement mais un seul coup ²¹⁹. Après leur avoir demandé s'il s'agissait bien de la « vérité », et qu'il en était le seul destinataire, García Oliver leur fit promettre de garder le secret. Or dans ses mémoires il ajoute que « tous ces détails lui parurent absurdes. [...] Mais on ne pouvait démentir [la version de sa mort héroïque face à l'ennemi]. [...] Alors, comme aujourd'hui, trente-sept ans après, cette version de la mort de Durruti me parut invraisemblable. [...] Jamais je n'ai vu Durruti avec un « naranjero ». [...] Au vu de l'air grave de Manzana et du D^r Santamaría, j'ai toujours pensé que ce « naranjero » qui tira, et dont Durruti reçut la décharge, devait appartenir à un membre de son escorte. Quoi qu'il en soit, laissons les morts en paix. » ²²⁰.

²¹⁶ <https://serhistorico.net/2017/07/24/los-otros-republicanos-el-capitan-medrano/>

Le capitaine Medrano s'empare le 23 juillet 36 de la caserne de Mataró. L'épisode est relaté par *La Vanguardia* du 25.07.36 : <http://hemeroteca.lavanguardia.com/preview/1936/07/25/pagina-6/33134370/pdf.html>

Medrano avait aussi été affecté comme capitaine à la Colonne Ascaso, future 28e Division commandée par Jover puis avait commandé en décembre 36, la 3e division de l'EPR catalan, basée à Tarragone.

²¹⁷ Voir le n° 102 en date du 29 avril 36, p. 1.

http://bibliotecavirtualdefensa.es/BVMDefensa/i18n/publicaciones/numeros_por_mes.cmd?idPublicacion=31&anyo=1938

²¹⁸ In Diego ABAD de SANTILLÁN ¿ *Porque perdimos la guerra ?* Buenos Aires, 1940.

²¹⁹ Sur le fonctionnement du *naranjero* voir *supra* pp. 33-34.

²²⁰ GARCÍA OLIVER, *op. cit.*, pp. 340-341.

Manzana jouira également de la protection d'Escorza, qui, en tant que responsable des services d'Investigation et d'Information de la CNT-FAI catalane, assume depuis juillet 36 à Barcelone un rôle comparable, en partie, à celui de Val à Madrid. Escorza fait partie des principaux dirigeants de la CNT catalane depuis le départ de Marianet au comité national. Il ne pouvait ignorer les soupçons qui pesaient sur Manzana ! S'en serait-il servi pour lui ordonner de revenir à Barcelone début mai 37 après son départ de la colonne ?

Dans tous les cas, Manzana s'en sort... au bénéfice du doute, peut-être pour son passé barcelonais lors des journées de juillet 36, et pour son action pendant celles de mai 37.²²¹

Après avoir raconté autant de versions qu'il y eut d'interlocuteurs, il se taira ensuite définitivement, et en cela Manzana restera fidèle à la CNT. On peut parler de retraite tranquille de Manzana au Mexique, dans la mesure où durant plus de trente ans, seule la version de la balle fasciste circula officiellement dans la CNT. Cela fait-il pour autant de Manzana un assassin ? Et surtout pour le compte de qui ?

García Oliver vivait lui aussi au Mexique, et il n'a visiblement jamais cherché à le revoir. Depuis plus de 80 ans, une chape de plomb continue d'entourer la mort de Durruti.

En guise de conclusion... provisoire

Dans cette ténébreuse affaire, il reste encore bien des zones d'ombre. Il importait malgré cela de tenter de retracer une chronologie la plus fidèle et précise possible, et ensuite de démêler l'écheveau des circonstances et des causes de la mort de Buenaventura Durruti. Sa disparition représenta un véritable coup de massue, et dès lors, les cerveaux ont été comme tétanisés, d'autant que la CNT et la FAI veillèrent à entretenir *l'omerta*. Des dizaines d'années après les faits, comme c'est souvent le cas, la passion l'a emporté sur la réflexion et la matérialité des faits. Il faut écouter tout le monde – mais sans croire personne – et procéder à des vérifications et recoupements. Bien des scénarios ont été émis, mais la plupart ne dépassent pas les simples affirmations, sans se soucier de leur plausibilité. L'auto-limitation est restée de mise la plupart du temps, pour ne pas révéler des choses qui profiteraient à l'ennemi stalinien. Burnett Bolloten, dont le récit fourmille de détails sur l'infiltration des communistes dans tous les partis politiques et dans les rouages de l'appareil d'Etat, n'aura consacré qu'une seule page au sujet de la disparition de Durruti. Sa contribution aurait été intéressante dans ce débat compliqué.

Il a été tenté ici de faire émerger les raisons pour lesquelles Durruti aurait pu être assassiné pour le compte du gouvernement républicain. Nous ne les avons pas trouvées convaincantes. Nous avons examiné de près la proposition de García Oliver de remplacer Miaja par Durruti, et la riposte que celui-ci aurait pu échafauder pour y couper court. La date du 14 novembre 36 apparaît comme la plus plausible après les recoupements effectués avec les « agendas » des divers protagonistes. Dès son arrivée à Madrid dans l'après-midi du 13 novembre, García Oliver a compris que Durruti est piégé, et il saisit l'opportunité offerte par le conflit entre Miaja et Largo Caballero. Mais ce dernier – en supposant qu'il l'ait voulu – ne pouvait donner suite à cette proposition : il aurait eu contre lui toute la hiérarchie militaire républicaine et

²²¹ <http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19370000/19371120.pdf>

Soli du 20.11.37 avec un encart sur Manzana p. 8 comme combattant des Atarazanas.

<http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19370000/19371121.pdf>

Page 1, un encart signé Manzana où il parle encore d'une balle traîtresse en novembre 37. Son sens de la discipline et sa loyauté vis-à-vis des instances de la CNT sont remarquables.

<http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/Soli/19360000/19360812.pdf>

Article signé Jaime Balius sur la campagne d'Aragon : Soli 12.08.36. On y voit Manzana orthographié Manzano pp. 8-9.

l'ensemble des partis soutenant le gouvernement. Ainsi Miaja, et ceux qui étaient derrière lui, ne pouvaient sérieusement craindre d'être mis à l'écart.

Nous résumons, pour finir, les zones d'ombre persistantes entourant les circonstances de la mort de Durruti et le comportement des protagonistes les plus proches.

García Oliver et ses rapports avec Durruti après juillet 1936

Déjà compliquées depuis son départ pour l'Aragon, les relations entre Durruti et García Oliver semblent s'être dégradées dès septembre 36. Dans ses mémoires (1978, p 267-272 ²²²), ce dernier rappelle que lors d'un plenum de la CNT sur la conduite de la guerre, il reprocha à Durruti d'avoir – sans aucune concertation avec le Comité de défense du CCMA – foncé seul et tête baissée sur Saragosse au lieu de passer le fleuve Ebre plus au sud, au niveau de Caspe. L'échec de Durruti devant Saragosse, tout comme celui de l'ensemble des autres colonnes du fait du manque d'armement et de connaissances militaires, va figer le front d'Aragon sur un axe nord-sud passant par Huesca, Saragosse et Teruel.

Lors d'un conseil de guerre convoqué le 8 octobre 36 à Sariñena par Díaz Sandino et García Oliver, partisans de doter les milices d'un commandement militaire unique passant par la création d'un Etat-Major d'Aragon ²²³, García Oliver proposa la nomination du colonel José Eduardo Villalba Rubiό à la tête des opérations sur le front d'Aragon, auquel devaient obéir les chefs de colonnes. Mais ces derniers exprimèrent leur désaccord car ils suspectaient Villalba de collaborer sur le terrain avec le PSUC (*cf. Paz, op. cit.*, pp. 614-617). Dans tous les cas, Villalba échouera lui aussi à reprendre Huesca.

García Oliver était absent début novembre à Barcelone quand le trio Marianet, Santillan et Montseny œuvra de concert et encensa Buenaventura pour qu'il se porte immédiatement au secours de Madrid. Dans une interview de novembre 37 ²²⁴, García Oliver affirmait sa totale opposition à la venue de Durruti à Madrid dans les conditions proposées, avec si peu d'hommes. Il demanda alors à Caballero de le nommer Général, mais Durruti mourut au moment où il en discutaient. Sur ce point précis, il faut reconnaître à García Oliver sa fidélité et un certain sens de l'amitié. Par tous les moyens et à chaque moment décisif, il agira pour donner à Buenaventura les moyens militaires afin qu'il ne soit pas instrumentalisé par tous les protagonistes, et ne devienne un simple « touriste » promis à la mort.

Ainsi, malgré des jugements très sévères portés à l'encontre de Durruti dans sa conduite de l'offensive sur Saragosse, García Oliver se montra partisan de lui confier trois BM, puis de le proposer à la place de Miaja à la tête de la Junte de Défense.

Les traces de la balle laissées sur la veste en cuir de Durruti

Nous ne disposons que d'un seul témoignage précis, celui d'Antonio Ortiz, les autres sont incomplets ou comportent des contradictions. Si Emilienne Morin parle en 1977 d'un possible assassinat, c'est bien à partir de la veste, et sans doute des observations faites par Ortiz, même si elle ne le cite pas. Elle n'en dira jamais plus. Elle s'interroge aussi sur les raisons du silence

²²² Où il dresse un portrait peu flatteur d'un Durruti « infantil »...

²²³ Sur l'investissement marqué de García Oliver pour la question militaire voir l'annexe A.

²²⁴ À la question de savoir ce qu'aurait fait Durruti aujourd'hui, García Oliver répond qu'il l'aurait bien vu « chef de corps d'armée. Nous savons tous ce qu'il pensait de la militarisation, de la discipline, de la guerre, etc. »

[http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/tierra%20y%20libertad/19370000/19371120%20\(43\).pdf](http://www.cedall.org/Documentacio/Prensa%20Libertaria/tierra%20y%20libertad/19370000/19371120%20(43).pdf)

de Bonilla quarante ans durant – ce dernier finira par se rallier à la thèse de l'accident provoqué par le propre *naranjero* de Manzana.

Sa fille Colette, qui reste l'un des derniers témoins vivants, a accepté de répondre à un entretien pour *El País* en juillet 1996 ²²⁵, mais elle ne « désire pas s'étendre sur le mystère ». Elle nous apprend toutefois que Julio Graves était venu plusieurs fois visiter à sa mère en France, avant qu'elle ne meure en 1991. Elle ignore pour autant la teneur de leurs conversations, Mimi ne voulant pas parler de la mort de Durruti avec elle.

Le comportement du Dr Santamaría

La veille des funérailles de Durruti, en présence de García Oliver, le Dr Santamaría avait couvert la version de Manzana d'un Durruti se blessant accidentellement. Sanz n'assistait pas à la conversation. Santamaría ne pouvait ignorer que le sergent Manzana était resté à son poste dans la colonne Durruti. Mais en 1971, lors de sa rencontre avec Llarch, Santamaría tient des propos bien différents.

Le médecin détenait forcément une partie de la vérité, ne serait-ce que pour avoir déshabillé Durruti avant de l'examiner. Il évoque l'autopsie sur le corps de Durruti et maintient la version d'une balle entrée sous le sein gauche, près de l'aisselle. C'est évidemment en totale contradiction avec les remarques d'Ortiz – qu'il ne connaissait pas. Il insiste auprès de Llarch sur un point précis, à savoir que Durruti ne portait jamais de *naranjero* et désigne Manzana comme porteur de l'arme, mais sans le nommer. Le médecin dit avoir demandé à Graves comment les choses s'étaient passées, lequel répondit n'avoir rien vu au moment du tir, puisqu'il avait le dos tourné – ce qui ne veut pas dire qu'il n'avait rien entendu en plus du coup de feu, en particulier d'éventuelles paroles ou des cris émis par Durruti et Manzana. Santamaría ajoute, de manière sans doute désabusée : « Je n'ai pas voulu en savoir plus ». Sous-entendu : « Si les principaux témoins ne parlent pas, alors pourquoi le ferais-je moi ? ».

Le témoignage d'Antonio Ortiz

Ortiz pense que Manzana est l'auteur avec préméditation du coup de feu mortel qui emporta Durruti. Il ne précise pas avec quel arme – il se trouve que *naranjero* et pistolet Astra sont du même calibre, le 9 mm *Largo*.

Le témoignage d'Ortiz représente l'élément capital le plus important de ces vingt dernières années. Il y a bien un avant et un après Ortiz, dans cette affaire, de par sa description de la veste en cuir et ses troublantes affirmations sur le rôle de Manzana lors des journées de juillet. Mais le choix de la thèse de l'accident occasionné par Manzana fait dans cette reconstitution s'appuie sur son analyse balistique de la veste, plutôt que sur une non-participation de Manzana aux *Tres días de julio* – qui reste à étayer. En outre, Ortiz n'avance pas de mobile ni ne désigne de commanditaire.

²²⁵ Voir en annexe 12, l'article « El misterio de Durruti » de Soriano et Gonzalez paru dans *El País* du 7 juillet 1996, dont nous ne disposons que de la traduction parue dans le n° 235 de janvier 2001 du mensuel franco-belge *Alternative Libertaire*. Les auteurs ont interviewé Colette et des compagnons de Durruti. Selon l'un d'eux, José Borrás, « le chauffeur vit toujours : C'est le seul qui connaisse la vérité, mais il a changé de nom et son adresse est à présent inconnue ».

La question du commanditaire

Parmi les témoins présents sur les lieux à Madrid, seul José Mariño doute et accuse – bien des années après – Manzana de s’être servi de son pistolet pour liquider Durruti. Il évoque des liens maçonniques entre Manzana et Miaja, sous-entendant une connivence avec celui qui pourrait avoir ordonné l’élimination de Durruti.

Il reste une question que nous ne pouvons éviter de poser : et si Manzana avait agi en service commandé pour le compte des instances supérieures de la CNT-FAI, dans la mesure où Durruti était considéré comme incontrôlable dans le cadre de la bolchévisation accélérée de la CNT ? On peut s’interroger rétroactivement à partir de la tentative d’assassinat contre Ortiz et d’Ascaso – autres militants ne se pliant pas aux injonctions des staliniens – mise en œuvre par Escorza en juillet 1938, le même qui intégra Manzana dans son comité révolutionnaire en mai 37. Cette piste reste à explorer.

Remarque sur la version de la « balle fasciste »

Graves, qui évoque une pluie de balles venant de l’Hôpital-Clinique, a déclaré à Ariel que Durruti était tombé en arrivant à la porte du véhicule, la poitrine transpercée. Le chauffeur ajoute que Manzana et lui sont sortis précipitamment du véhicule pour lui porter secours et le mettre, sans perdre de temps, à l’intérieur de la voiture.

Personne d’autre – que les deux protagonistes déjà cités – n’a pu constater dans quelle position exacte se trouvait le corps de Durruti lorsque la présumée balle l’a frappé. Quand Mariño, Ros et Yoldi arrivent, Durruti est déjà dans le véhicule ; Graves au volant est prêt à partir.

La version de la « balle fasciste » est déjà sur les rails. Pour les besoins de ce scénario, il faut que Durruti se soit écroulé au pied de la Packard. Cette version deviendra la seule officielle de la CNT durant quarante ans. Elle sera servie par Graves et Manzana à leurs différents interlocuteurs l’après-midi du 19 novembre. Les détails de ce scénario pourraient avoir été mis au point entre 15h et 17h environ. Les deux comparses ont eu le temps nécessaire de se concerter dès le moment où ils laissent Durruti entre les mains des médecins.

Et pour finir, pourquoi et comment deux versions de l’accident ont circulé ?

Le déroulé précis des faits autour de ce 19 novembre permet de reconstituer de ce qui a pu se passer autour de la Packard. Ce scénario ci-dessous est avancé en tant que conclusion provisoire avec les extrapolations inhérentes à ce type de recherches.

Nous optons pour le scénario de l’accident qui se serait déroulé à l’intérieur du véhicule comme dans un huis-clos. La trajectoire de la balle décrite par Ortiz est posée comme une hypothèse vraisemblable. Manzana porte le fameux *naranjero* et il est l’auteur du coup de feu accidentel. Mais le sergent ne réalise pas tout de suite que la balle est entrée par l’épaule gauche de Durruti. En entrant dans la Packard, Manzana n’aurait pas vu dans quelle position exacte se trouvait ce dernier. Sans doute paniqué par son geste, il pense l’avoir touché – certes involontairement – mais par devant. Durruti se tient peut-être le côté gauche, saigne et commence à perdre connaissance sous le poids de la douleur.

Mariño, Yoldi, Ros accourent et sont les témoins de la scène suivante, après que le sergent et le chauffeur aient placé Durruti sur la banquette arrière de la Packard. La première réaction à chaud de Manzana est de s’attribuer la responsabilité de l’accident provoqué par la chute de

son *naranjero*. Liberto Ros et Yoldi accepteront cette version sans sourciller. Mais pour que le sergent ne soit pas victime de représailles, il faut vite en construire une autre.

Aucun des présents dans les minutes qui suivirent – soit Ros, Mariño ou Yoldi – n’a été au contact des jeunes miliciens restés sur place, pour les interroger et avoir leur version. Quand Bonilla arrive sur place, les premiers témoins sont déjà tous repartis. Il est le seul à avoir le réflexe de questionner les jeunes miliciens.

La sous-version conçue *a posteriori* de l’accident avec une entrée de balle sous le sein gauche – mais cette fois-ci provoquée par le *naranjero* de Durruti – sera d’abord destinée au Dr Santamaria, qui diagnostique immédiatement un tir à courte distance. Mis devant le fait accompli par Manzana, le Dr Santamaria finira par couvrir cette version du haut de son autorité conférée par son statut de médecin de la colonne. La veille des funérailles, en présence de ce dernier, Manzana « se confie » à García Oliver, qui acquiesce, et répètera tout à Ortiz le lendemain. La boucle est bouclée... Rionda, Santillán, Cuyás, et d’autres colporteront aussi l’idée que Durruti se serait blessé lui-même avec son *naranjero*, mais bien des années plus tard.

Tout va ensuite se passer – ce 19 novembre – dans le cercle restreint des responsables de la colonne. Ros, Mira et Yoldi étaient soit délégués d’*agrupaciones* soit membres du Comité de guerre de la colonne. Tous étaient des amis et des hommes de confiance de Durruti. Manzana finit de convaincre Graves très perturbé qu’il faut raconter qu’il s’agit bien d’une balle tirée depuis le Clínico. Plus tard dans l’après-midi, Yoldi, Ros, Manzana et Mira se mettent d’accord sur la thèse de la « balle fasciste ». Il fallait à tout prix sauvegarder le mythe d’un Durruti mort au combat en héros et surtout pas à cause d’un stupide accident. Manzana réclame déjà le silence absolu de crainte qu’une fois la nouvelle connue, les miliciens de la colonne ne puissent crier à la trahison.

Val, Mera, la CNT de Madrid puis le Comité National de la CNT feront en sorte d’accréditer la farce de la « balle fasciste traîtresse », et en corollaire, ils exigeront de tous le silence absolu. La version officielle permet ainsi de protéger Manzana. Bonilla, arrivé sur place une fois la Packard repartie à toute allure vers le Ritz, sera écarté de la mise en scène autour de la nouvelle version, ainsi que Rionda. Dès 16h, Mera et Val auront droit à la version tronquée de Manzana et les instances confédérales de la CNT, dans l’urgence et sans enquête, reprendront cette fable en n’y voyant aussi que des avantages. Ceux qui n’étaient pas présents à Madrid comme García Oliver, Ortiz et Sanz, seront tous destinataires directs ou par procuration de versions différentes distillées par Manzana.

L’histoire, on le voit, est loin d’être achevée et aucune piste ne peut être écartée sans un sérieux et rigoureux travail d’investigation...

Tomás Mera, le 19 novembre 2019.

Chronologie

04.09.36

Suite à la chute la veille de Talavera de la Reina, Largo Caballero remplace Giral comme président du conseil et prend la charge de ministre de la Guerre. Il nomme le jour même par décret le colonel Asensio Torrado au grade de général du Théâtre des opérations militaires de la zone Centre (TOCE).

29.09.36

Décret gouvernemental de militarisation des milices du Centre applicable à compter du 10 octobre. Début des tractations entre Largo Caballero et Horacio Prieto pour faire entrer des ministres de la CNT et de la FAI dans le gouvernement.

15.10.36

Second décret gouvernemental de militarisation des milices. Largo Caballero devient chef des armées et les milices sont intégrées à l'armée régulière.

23.10.36

Le général Asensio est nommé sous-secrétaire du ministère de la Guerre, le général Pozas prend la direction du TOCE et le général Miaja celle de la 1^{ère} division organique de l'armée.

24.10.36

Décret sur la militarisation des milices voté par la *Generalitat* de Catalogne.

03.11.36

Première réunion du conseil de Défense de la *Generalitat* et des délégués de colonnes en Aragon. Díaz Sandino et Santillán préconisent l'envoi de forces de Catalogne pour sauver Madrid.

04.11.36

Discours radiophonique de Durruti à Barcelone où il rejette le décret sur la militarisation. Quatre représentants de la CNT et la FAI entrent au gouvernement central comme ministres.

Barcelone 05.11.36

Le consul russe Antonov-Ovseenko évoque le nom Durruti devant Díaz Sandino et le commandant communiste de la colonne Karl-Marx. Une réunion officielle se tient dans la nuit du 5 au 6 novembre avec tous les commandants des colonnes pour persuader Durruti d'aller à Madrid.

Madrid 06.11.36

Largo Caballero annonce le départ du gouvernement pour Valence malgré l'opposition des quatre ministres de la CNT.

Création de la Junta de Defensa (JDM) présidée par Miaja, et seconde réorganisation militaire de Madrid : Pozas devient « *general jefe del Ejército del Centro* ».

Nuit du 07 au 08.11.36

Réunion du conseil de Défense de la *Generalitat* en présence notamment de Durruti, Montseny, Santillán et Antonov Ovseenko. Durruti finit par accepter d'aller à Madrid avec une partie de sa colonne. García Oliver est resté à Valence ; il en part sans doute le 8 pour Madrid.

07.11.36

À 18 h, la JDM se réunit pour la première fois. Les communistes et leurs satellites prennent le contrôle des principaux leviers du pouvoir en son au sein.

08.11.36

Réunion des instances de la CNT madrilène. Il est rendu compte du refus de Durruti quant à la proposition du gouvernement de le nommer généralissime du secteur Centre, faite le premier novembre.

9.11.36

Création du conseil supérieur de Guerre (CSG) lors du conseil des ministres à Valence, qui se réunit le jour même.

À Barcelone, un *pleno* régional de la CNT et de la FAI avalise les décisions prises la veille au conseil de Défense. Un billet est rédigé qui demande à Durruti de se rendre sans tarder à Madrid.

Deux **Brigades Internationales**, la XI et la XII, prennent progressivement position à Madrid à dater de ce jour.

10.11.36

Montseny et Durruti, arrivent dans la capitale.

Possible rencontre entre García Oliver, Durruti et Largo Caballero. Ils auraient évoqué la **nomination de Durruti comme major** en charge du commandement de trois Brigades mixtes. Largo Caballero aurait accepté dans la mesure où elle serait appliquée dans un délai de dix jours.

Montseny voit le général Miaja dans la matinée, d'après l'*ABC* du 12 novembre 36.

Montseny parle à Unión Radio à 15 h, selon *La Voz* du 10 novembre 36.

11.11.36

Álvarez del Vayo assiste dans l'après-midi du 11 novembre à la réunion de la JDM, selon l'*ABC* et *El Sol* du 12 novembre 36.

Pleno nacional de la CNT à Valence où vont être abordées la nouvelle réorganisation de l'armée républicaine et la militarisation des milices. Durruti est présent.

Le soir Durruti arrive à Barcelone où se tient une réunion du conseil de Défense de la *Generalitat* où sont convoqués tous les responsables de colonnes d'Aragon. Pressé par Montseny, Marianet et Santillán, il accepte de partir à Madrid avec 1000 de ses miliciens.

12.11.36

Dans la nuit, Durruti réceptionne des armes pour sa colonne dans le port de Barcelone.

García Oliver et Montseny assistent à Madrid à la réunion de la JDM dans l'après-midi, selon *El Sol* du 14 novembre, et ils seront aussi présents à la réunion du 13 novembre avec Durruti, comme l'atteste *La Libertad* du 14 novembre 36.

García Oliver et Montseny rentrent probablement à Valence pour attendre Durruti et repartir tous les trois à Madrid le lendemain.

13.11.36

Largo Caballero et Álvarez del Vayo visitent les différents secteurs du front madrilène.

Durruti arrive à Valence avec Manzana et Yoldi et discute avec García Oliver et F. Montseny. Grande tension entre les deux ministres sur les conditions de l'envoi de Durruti dans la capitale. Ils arrivent tous à Madrid dans l'après-midi, puis ils assistent en soirée à une réunion de la JDM.

14.11.36

García Oliver et Durruti visitent le front selon l'*ABC* du même jour, qui précise que le premier doit rentrer à Valence le dimanche 15 novembre pour assister à la séance de clôture du plénum régional de la CNT.

Largo Caballero et Del Vayo rentrent à Valence vers 19 h pour le conseil des ministres. Ils font un compte rendu de leur visite madrilène. *La Voz* du 15 novembre confirme bien l'absence de García Oliver et Montseny au conseil des ministres. Toutefois le premier aurait pu rentrer à temps pour assister à la réunion du CSG qui se tient toujours après le conseil des ministres. C'est ce jour-là que **García Oliver propose la nomination de Durruti à la place de Miaja** lors de la réunion du CSG.

La colonne Durruti interviendra sur le front de Madrid, sans avoir eu le temps de se reposer. Parmi les 1400 miliciens de la colonne entrés au combat le matin du 15 novembre, les pertes subies atteindront les 60 %, selon Sanz.

16-17.11.36

García Oliver et Federica Montseny seraient à Madrid, d'après Mera. Cela pose le problème de la présence de García Oliver au conseil supérieur de Guerre (CSG), dans l'hypothèse où celui-ci se serait tenu le 16 novembre à Valence.

Table des matières

Préambule

Introduction

Chapitre I Les tractations pour faire venir Durruti à Madrid

L'état se resserre autour de Durruti

Les tractations en Catalogne

La suite des tractations à Madrid et Valence

Chapitre II Les manigances autour de la junte de Défense et de la venue de Durruti à Madrid

La bataille de Madrid : le PCE avance ses pions aux dépens de la CNT du Centre

Le PCE prend le pouvoir via la junte de Défense. Acte final

La CNT madrilène propose de nommer Durruti et Casado pour diriger le secteur Centre

Les conditions de l'arrivée de Durruti à Madrid

Chapitre III Retour sur les différentes propositions de commandement faites à Durruti

La proposition de García Oliver de placer Durruti à la tête des trois Brigadas Mixtas

La création du conseil supérieur de Guerre

García Oliver à la manœuvre pour faire nommer Durruti à la place de Miaja

Retour sur la rivalité entre Largo Caballero et Miaja

García Oliver à la manœuvre (suite)

Le piège se referme sur Durruti

Chapitre IV Le rôle crucial des services secrets russes

L'extrême spécialisation des services secrets soviétiques

Une organisation pyramidale à la manière des poupées russes...

Chapitre V Qui a tué Buenaventura Durruti ?

1 La version officielle de « la balle fasciste » n'est pas tenable

2 Durruti se serait accidentellement tué avec son *naranjero*

3 Manzana aurait accidentellement tué Durruti avec son *naranjero*

4 Hypothèse selon laquelle Manzana aurait volontairement tiré sur Durruti avec son pistolet

5 La version d'une altercation qui tourne mal avec des miliciens

La veste de Durruti, grande absente de l'exposition de 1938

La version d'Ortiz, seul contre tous

L'attitude des médecins

La réunion du sous-comité national de la CNT

Chapitre VI Le sergent José Manzana Vivó

Où se trouvait Manzana durant les journées de juillet 1936 ?

Les heures décisives avant et après la mort de Durruti

Val reprend la main

Manzana de retour en Aragon

En guise de conclusion... provisoire

Chronologie

Annexes